

VéLa

rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



Numéro spécial

**Un autre point de vue
sur 1914**



Karl Liebknecht, lors d'un meeting contre la guerre, Berlin, juillet 1914.

N° 82

Nouvelle série (n° 688) - juin 2014 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Présentation** p. 3
- **1914-1918 :
une chronologie commentée** p. 5
(Par Henry Halphen)
- **Aux racines de la faillite
de la II^e Internationale** p. 15
(Par Lucien Gauthier)
- **Lénine, l'impérialisme et la guerre** p. 25
(Par Daniel Gluckstein)
- **Lénine
et le défaitisme révolutionnaire** p. 35
(Par Jean-Jacques Marie)
- **Les guerres balkaniques (1912-1913),
le mouvement ouvrier
et le combat pour la fédération
des Balkans et du Danube** p. 41
(Par Dominique Ferré)
- **Les fraternisations
et leur signification** p. 49
(Par Pierre Roy)
- **Le mouvement ouvrier en France
avant et au début de la guerre** p. 55
(Par Jean-Marc Schiappa)

- **“Une guerre pour les conquêtes des colonies... avec l’aide des colonies”**
..... p. 61
(Par Olivier Doriane)
- **Avril 1917, les Etats-Unis d’Amérique entrent en guerre** p. 71
(Par François Forgeue)
- **La paix malheureuse de Brest-Litovsk** p. 79
(Par Michel Sérac)
- **La guerre et la révolution Les Etats-Unis d’Europe** (Léon Trotsky) p. 91

Présentation

Ce numéro spécial de *La Vérité* est intitulé : « *Un autre point de vue sur 1914* ». Un siècle après le déclenchement de la guerre impérialiste, les commémorations ne manquent pas : articles de journaux, revues, films, émissions de radio, de télévision. Dans le monde entier, l'événement fait l'objet de commémorations qui, à des degrés divers, développent un même thème : l'horreur de la guerre est derrière nous, les raisons plus ou moins obscures qui y ont conduit se sont évanouies. L'idée est que la paix entre belligérants, singulièrement entre la France, l'Allemagne et les grandes puissances européennes, a ouvert une ère nouvelle. Dans ce concert d'autosatisfaction domine la mise en valeur de l'Union européenne, instrument supposé du dépassement de tous les antagonismes.

Nous voulons dans ce numéro spécial de *La Vérité* offrir aux travailleurs, aux militants, aux jeunes, à tous ceux qui sont attachés à la cause de l'émancipation ouvrière et de l'indépendance de la classe ouvrière, à tous ceux qui sont réellement et sincèrement attachés à la cause de la paix et de la souveraineté des peuples, la possibilité d'aborder cette réflexion d'un autre point de vue. Les faits le montrent : l'Union européenne, lors des élections au prétendu Parlement européen (25 mai 2014), a fait l'objet d'un rejet massif des peuples dans la plupart des vingt-huit pays qui la composent. Un rejet qui s'est exprimé tout particulièrement dans une abstention massive et une condamnation des partis issus de la II^e Internationale, qui, depuis des décennies, s'attachent à une prétendue « construction européenne » qui n'est qu'un facteur de misère et de destruction.

La paix assurée par l'Union européenne ? Les travailleurs de Grèce, du Portugal, d'Espagne, soumis aux plans destructeurs de la troïka (Banque centrale européenne-Commission européenne-Fonds monétaire international), ont de toute évidence un autre point de vue, qu'ils ont exprimé à cette occasion, comme ils l'ont exprimé dans les nombreux mouvements de classe qui, dans la dernière période, se sont dressés par millions pour dire « dehors les plans de la troïka ». La paix rendue possible par l'Union européenne ? Les événements d'Ukraine montrent comment, conjointement, Union européenne et Fonds monétaire international, ont — en brandissant un diktat de pillage — précipité la crise de dislocation dans un pays ruiné, comme tous les pays de l'ex-bloc soviétique, par son expulsion de toute division internationale du travail dans un monde ravagé par la crise de décomposition du système impérialiste mondial. La paix garantie plus généralement par la domination des grandes puissances impérialistes à l'échelle mondiale ? L'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, sans parler des interventions militaires impérialistes diverses au Mali, en Centrafrique, sont là pour y répondre. Tout comme les menaces sur la souveraineté des nations (et singulièrement de l'Algérie), la poursuite du pillage des ressources de l'Afrique du Sud et la surexploitation de ses travailleurs qui dresse contre elle les mineurs et leurs organisations confrontés à la répression du gouvernement, soumis aux exigences des multinationales.

Partout dans le monde, la domination de l'impérialisme en crise se poursuit, dans le prolongement de 1914, dans les guerres de pillage et guerres de conquête, dans le démantèlement des nations, dans la remise en cause de leur souveraineté. La formule de Lénine sur « *l'impérialisme, réaction sur toute la ligne* » n'est-elle pas aujourd'hui de la plus brûlante actualité ?

C'est de ce point de vue qu'il faut revenir sur la signification de 1914. Ce numéro de *La Vérité* adopte délibérément le point de vue de ceux qui, internationalistes ouvriers, ont d'emblée relié combat contre la guerre et combat contre le régime failli de la propriété privée des moyens de production, et combat contre la trahison des dirigeants opportunistes de la II^e Internationale, ralliés au social-chauvinisme. C'est de ce point de vue qu'il nous semble important d'ouvrir la discussion et la réflexion sur l'actualité brûlante de ce qui, en 1914, a été posé par une poignée de militants internationalistes restés fidèles à la classe ouvrière quand les dirigeants cherchaient à entraîner le mouvement ouvrier dans le ralliement au chauvinisme.

On lira dans ce numéro de *La Vérité* douze contributions qui adoptent des angles d'attaque différents. Certaines se concentrent sur des faits, d'autres sur des analyses, d'autres sur des développements théoriques rendus nécessaires par le combat contre l'impérialisme. Sous ces formes convergentes, dans un cadre commun, nous voulons ouvrir une discussion. Ce cadre commun, c'est celui des militants de la IV^e Internationale qui, par ce biais, veulent aider les travailleurs à comprendre les mécanismes qui relient août 1914 à octobre 1917, au service d'un même combat, d'un siècle à l'autre : le combat pour l'indépendance de la classe ouvrière, pour l'Internationale ouvrière, pour en finir avec le régime failli de la propriété privée des moyens de production. C'est une discussion que nous voulons ouvrir par ce biais. A vous lecteurs de la poursuivre.

La rédaction

1914-1918 : une chronologie commentée

Par Henry Halphen

Nous avons essayé de faire apparaître dans cette chronologie les dates significatives du déroulement de cette guerre impérialiste mondiale de 1914 à 1918, mais aussi les dates importantes concernant le mouvement ouvrier, ses organisations et l'action de ses responsables durant cette période. Afin de rester dans le volume imparti à cet article, nous avons été amené à opérer des choix, à ne retenir certaines dates et en abandonner d'autres. Nous espérons que cette chronologie commentée sera utile à nos lecteurs pour aider à se repérer, et ainsi rendre plus facile et plus accessible ce numéro spécial de *La Vérité*.

1914

28 juin : assassinat, à Sarajevo, par des jeunes terroristes serbes de l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie, l'archiduc François-Ferdinand.

29 juin : manifestations et troubles antiserbes en Bosnie et dans diverses villes d'Autriche.

16-17 juillet : Trotsky participe à la conférence pour la réunification du parti russe organisée par le Bureau socialiste international à Bruxelles.

25 juillet : rupture des relations diplomatiques austro-serbes.

25 juillet : discours de Jean Jaurès à Lyon-Vaise, extraits :

« Citoyens, si la tempête éclatait, tous, nous socialistes, nous aurons le souci de nous sauver le plus tôt possible du crime que les dirigeants auront commis et en attendant, s'il reste quelque chose, s'il nous reste quelques heures, nous redoublerons d'efforts pour prévenir la catastrophe... » « Quoi qu'il en soit, citoyens, et je dis ces choses avec une sorte d'espoir, il n'y a plus au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de

la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères et que tous les prolétaires français, anglais, allemands, italiens, russes, et nous le demandons à ces milliers d'hommes, s'unissent pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar » (cité en annexe du livre d'Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, tome 1, Librairie du travail, pages 487-488).

26 juillet : l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie.

26 juillet : la CGT rappelle les décisions de congrès. Manifestations chauvines sur les boulevards parisiens (« *Vive la guerre ! A Berlin !* »).

27 juillet : démonstration ouvrière contre la guerre à Paris à l'appel de l'Union des syndicats de la Seine et de *La Bataille Syndicaliste*.

29 juillet : Poincaré rentre à Paris. Le meeting de la CGT est interdit.

29 juillet : le bureau de l'Internationale socialiste se réunit à Bruxelles pour définir sa position face à la crise. Grand meeting international au Cirque de Bruxelles. Discours de Jaurès.

30 juillet : mobilisation générale en Russie. Mobilisation générale en Autriche-Hongrie dans la nuit du 30 au 31 juillet.

31 juillet : le gouvernement belge décrète la mobilisation générale.

31 juillet : le dirigeant socialiste français Jean Jaurès, artisan du combat pour la paix, est assassiné à Paris, au café du Croissant, par le militant nationaliste Raoul Villain.

1^{er} août : l'Allemagne déclare la guerre à la Russie.

1^{er}-2 août : la mobilisation générale est proclamée en France. Le premier jour de la mobilisation est le dimanche 2 août. Poincaré : « *La mobilisation n'est pas la guerre.* »

2 août : assemblée générale de la Fédération socialiste de la Seine.

Août : arrestation de Lénine à Cracovie, puis départ pour la Suisse.

3 août : l'Allemagne déclare la guerre à la France et à la Belgique. Les troupes allemandes pénètrent en Belgique par la région d'Aix-la-Chapelle. Le roi des Belges lance un appel à la France et à la Grande-Bretagne se référant au traité de 1831 qui garantit la Belgique de toute invasion.

3 août : Trotsky et sa famille quittent Vienne (Autriche) pour Zurich (Suisse).

4 août : obsèques de Jaurès. Discours de Jouhaux :

« Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir, dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaînent l'horrible crime. Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue, ceux qui l'ont déchaînée, despotes aux visées sanguinaires, aux rêves d'hégémonie criminelle, devront en payer le châtement. Accusés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de la civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire. Nous ne voulons pas que soient brisées les quelques libertés si péniblement arrachées aux forces mauvaises. Notre volonté fut toujours d'agrandir les droits populaires, d'élargir le champ des liber-

tés. C'est en harmonie avec cette volonté que nous répondons "présent" à l'ordre de mobilisation. »

4 août : le Royaume-Uni répond favorablement à l'appel d'Albert 1^{er} de Belgique et déclare la guerre à l'Allemagne. Début de la Première Guerre mondiale, vote par la fraction social-démocrate en Allemagne et en France des crédits de guerre. La France fait de même. Raymond Poincaré, président de la République française, appelle à l'union sacrée devant les deux chambres parlementaires qui votent les crédits de guerre à l'unanimité. Les députés allemands sociaux-démocrates, majoritaires au Parlement, votent à l'unanimité les crédits de guerre, malgré leurs engagements.

4 août : réunion des internationalistes autour de Rosa Luxemburg en Allemagne.

6 août : l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie.

8 août : les députés bolcheviques en Russie votent contre les crédits de guerre, face à l'union sacrée à la Douma. Manifeste du comité central bolchevique contre la guerre.

11 août : la France déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie.

12 août : mobilisation générale en Russie.

14 août : Guesde chez Poincaré.

14 août : en Lorraine, début de la bataille de Morhange. Offensive allemande. Bataille des Frontières.

19 août : les troupes allemandes entrent à Bruxelles. Echec de la percée française en Lorraine. Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, proclame la neutralité de son pays dans le conflit.

21 août : la France perd la bataille des Frontières.

25-26 août : début de la Grande Retraite.

27 août : l'union sacrée se concrétise en France par l'entrée de deux socialistes dans le gouvernement d'union nationale : Delcassé, aux Affaires étrangères, et Millerand, à la Guerre.

28 août : début du siège de Maubeuge.

29 août-2 septembre : le gouvernement français quitte Paris, menacé par l'avancée allemande, et s'installe à Bordeaux, laissant la capitale sous le gouvernement militaire du général Gallieni.

Septembre-octobre : Trotsky rédige *La Guerre et l'Internationale*. Dans sa préface datée du 31 octobre, à Zurich, il écrit :

« La II^e Internationale n'a pas vécu en vain. Elle a accompli un travail d'intense culture sans égal au monde. Elle a redressé et relevé une classe écrasée. Le prolétariat ne doit pas recommencer à zéro. Il ne s'engage pas les mains vides sur une nouvelle route. L'époque révolue lui a légué un riche arsenal intellectuel. Les temps nouveaux l'obligent à joindre à l'ancienne arme de la critique une nouvelle forme de critique : les armes ! »

Cette brochure a été rédigée à "toute vitesse" en des conditions telles qu'un travail méthodique était rendu impossible. Une part importante de ces lignes est consacrée à la défunte Internationale. Mais toute la brochure, de la première à la dernière page, est dédiée à la nouvelle Internationale qui doit naître des convulsions actuelles, cette Internationale des derniers combats et de la victoire définitive. »

4 septembre : l'armée allemande occupe Reims. Le général Gallieni réquisitionne les taxis parisiens pour le transport des troupes (épisode connu sous le nom « des taxis de la Marne »).

6 septembre : bataille de la Marne, menée par Maunoury.

6-7 septembre : la conférence bolchevique de Berne adopte les thèses de Lénine sur la guerre.

8 septembre : victoire de l'armée allemande aux lacs Mazuriques, en Pologne, sur les Russes. Maubeuge est prise par les troupes allemandes.

10- 13 septembre : retraite générale des armées allemandes jusqu'à l'Aisne, la Vesle, et la Suippe.

27 septembre : conférence socialiste italo-suisse à Lugano.

28 septembre : siège d'Anvers.

29 septembre : lettre d'Alphonse Merrheim à Pierre Monatte, dans laquelle il explique dans quelles circonstances il a pris l'intérim du secrétariat général de la CGT.

Octobre : début de la guerre des tranchées.

9 octobre : l'armée belge se retire d'Anvers.

19 octobre : « Course à la mer » entre les armées allemandes, belges, françaises et britanniques. Les armées allemandes cherchent à atteindre Dunkerque, Boulogne-sur-Mer et Calais.

21 octobre : Karl Liebknecht déclare qu'il a eu tort de voter les crédits de guerre.

27 octobre : bataille d'Ypres.

1^{er} novembre : Von Hindenburg devient commandant en chef des armées sur le front de l'Est.

2 novembre : la Serbie déclare la guerre à l'Empire ottoman, qui a rejoint les Allemands et les Autrichiens.

3 novembre : l'amirauté britannique fait miner la mer du Nord déclarée « zone de guerre ».

5 novembre : les Britanniques annexent Chypre.

6 novembre : blocus économique de l'Allemagne.

15 novembre : bataille des Flandres, victoire des armées françaises, britanniques et belges autour d'Ypres et de Dixmude.

19 novembre : Trotsky à Paris, correspondant du journal *Kievskaja Mysl*, début de sa collaboration à *Golos* dirigé par Martov.

2 décembre : Liebknecht seul contre les crédits militaires au Reichstag.

6 décembre : prise de Lodz par les armées allemandes. L'offensive allemande en Pologne russe est arrêtée devant Cracovie.

6 décembre : la CGT refuse de répondre à un appel des socialistes scandinaves pour la paix.

7 décembre : protestation de la fédération des métaux. Monatte démissionne du comité confédéral de la CGT et rend sa protestation publique.

8 décembre : retour du gouvernement français à Paris.

Décembre : entrée des Turcs aux côtés de l'Allemagne, entrée des Japonais dans le camp des Alliés.

25 décembre : des militaires allemands, britanniques et français fraternisent dans les tranchées lors de la « trêve de Noël » (cf. le film : *Joyeux Noël*).

1915

13 janvier : déclaration de l'Union des syndicats CGT du Rhône contre la guerre.

17-18 janvier : conférence des socialistes scandinaves contre la guerre à Copenhague.

19 janvier : premier bombardement aérien des civils par un Zeppelin au Royaume-Uni.

21 janvier : offensive russe dans les Carpates.

24 janvier : victoire de la flotte britannique près du Dogger Bank sur l'escadre allemande.

4 février : le gouvernement allemand proclame « zone de guerre » les eaux territoriales britanniques. Début de la guerre sous-marine.

7 février : conférence nationale du Parti socialiste. Jouhaux à Milan.

7 février : Liebknecht mobilisé en Allemagne.

14 février : conférence des socialistes des pays alliés à Londres.

18 février : Rosa Luxemburg arrêtée.

19 février : expédition des Dardanelles (fin en février 1916).

20 février : bombardement de Reims.

Février-mars : combats en Champagne, sur l'Yser, en Argonne.

26 février : échec de l'offensive allemande aux lacs Mazuriques. Les Russes font 10 000 prisonniers au nord de Varsovie.

27 février-4 mars : la conférence bolchevique à Berne confirme la ligne défaitiste.

29 février : après l'interdiction de *Golos*, parution à Paris de *Naché Slovo* (Trotsky y participe).

4 mars : première conférence de l'opposition à Berlin.

16 mars : fin de la bataille de Champagne.

18 mars : Liebknecht et Rühle votent contre les crédits de guerre au Parlement allemand.

21 mars : un Zeppelin bombarde Paris.

25- 26 mars : conférence internationale des femmes socialistes à Berne.

Avril : rencontre à Paris de Trotsky avec le groupe de *La Vie ouvrière* (Rosmer, Monatte).

4- 6 avril : conférence internationale des Jeunesses socialistes à Berne. Manifeste-appel d'ouvriers allemands pour la paix et le socialisme. La CGT et le Parti socialiste refusent de le publier et d'y répondre.

5- 12 avril : combat des Eparges.

14 avril : parution de *Die Internationale*.

16 avril : début de l'offensive de Nivelles du Chemin des Dames, qui se révèle très meurtrière et qui entraîne des mutineries au sein de l'armée française. Combats du plateau de Craonne.

22 avril : utilisation pour la première fois par les Allemands du gaz asphyxiant, à Langemarck.

24 avril : arrestation et déportation de plus de 600 intellectuels arméniens de Constantinople par les Jeunes Turcs. Date considérée comme marquant le début du génocide des Arméniens.

25 avril : débarquement d'un corps expéditionnaire allié aux Dardanelles.

26 avril : traité secret de Londres entre l'Entente et l'Italie, qui s'engage à entrer en guerre contre les empires centraux dans un délai d'un mois.

1^{er} mai : la CGT publie un numéro de *La Voix du peuple*. La fédération des métaux publie *L'Union des métaux*. Réunions à Paris et en province.

3 mai : l'Italie dénonce le traité de la Triple-Alliance qui la liait aux empires centraux.

6 mai : les Russes battent en retraite sur un front de 160 kilomètres.

7 mai : torpillage du paquebot britannique Lusitania au sud des côtes irlandaises par un sous-marin allemand.

9 mai : réunion plénière des groupes de la Fédération socialiste de la Haute-Vienne. Adoption d'un rapport à la direction.

9 mai : offensive française en Artois.

10 mai : lettre d'Alphonse Merrheim à Alfred Rosmer sur les menaces de son arrestation par la police.

11 mai : dans *L'Humanité*, Cachin salue l'entrée en guerre de l'Italie.

13 mai : Antonio Salandra démissionne en Italie laissant au roi la décision de la guerre.

14 mai : Mussolini, favorable à l'entrée en guerre de l'Italie, est exclu du Parti socialiste italien (PSI) et fonde le Faisceau autonome d'action révolutionnaire.

15 mai : Pétain remplace Nivelle comme commandant en chef des armées françaises.

23 mai : entrée en guerre de l'Italie contre l'Autriche Hongrie.

27 mai : tract de Liebknecht en Allemagne : « *L'ennemi principal est dans notre pays.* »

4 juin : les forces italiennes battent en retraite sur le front du Carso.

9 juin : 750 sociaux-démocrates allemands, conduit par Karl Liebknecht, manifestent contre la politique gouvernementale.

11 juin : les troupes serbes envahissent l'Albanie et occupent Tirana.

7 juillet : première conférence interalliée à Chantilly où sont discutées les offensives sur le front de l'ouest, le front italien et en Serbie.

14- 15 juillet : premier conseil national du Parti socialiste.

18 juillet : première permission de six jours accordées par roulement à tous les soldats français.

5 août : les troupes allemandes prennent Varsovie, Lublin.

14 août : conférence fédérale des instituteurs et institutrices syndicalistes à Paris.

15 août : première conférence nationale de la CGT, des Bourses du travail, unions et fédérations.

21 août : l'Italie déclare la guerre à l'Empire ottoman.

23 août : la Pologne est aux mains des empires centraux.

5-8 septembre : conférence socialiste internationale de Zimmerwald (village suisse), trente-huit participants représentant onze pays, programme de rupture avec la II^e Internationale, défaitisme révolutionnaire, lutte contre son propre gouvernement. C'est Trotsky qui rédige le *Manifeste* de cette conférence, qui sera adopté par les participants.

6 septembre : traité secret entre la Bulgarie et les empires centraux selon

lequel la Bulgarie obtiendrait la Macédoine et un débouché sur l'Adriatique si elle déclare la guerre à la Serbie et à l'Entente.

25 septembre : offensive alliée en Champagne et en Artois (seconde bataille de Champagne).

5 octobre : entrée en guerre de la Bulgarie contre la Serbie.

6 octobre : invasion de la Serbie par la Bulgarie.

19 octobre : l'Italie déclare la guerre à la Bulgarie.

23 octobre : dernier numéro de la *La Bataille syndicaliste*.

28 octobre : le président du Conseil roumain, Ion Bratianu, refuse le libre passage sur le territoire roumain de l'armée russe qui viendrait renforcer les Serbes.

Novembre : occupation de la Serbie et du Monténégro.

1^{er} novembre : lettre d'Alfred Rosmer aux abonnés de la *Vie ouvrière*.

3 novembre : apparition de *La Bataille*.

6 novembre : la fédération des métaux décide de boycotter *La Bataille*. La commission administrative du Parti socialiste condamne Zimmerwald.

7 novembre : réunion rue de Bretagne, où Merrheim et Bourderon rendent compte de la conférence de Zimmerwald.

4 décembre : à Calais, les états-majors de France et de Grande-Bretagne examinent la question de Salonique, hésitant entre l'évacuation et le maintien des troupes.

21 décembre : en Allemagne, dix-huit députés « centristes » votent contre les crédits militaires.

1916

1^{er} janvier : conférence de *Die Internationale* à Berlin, qui adopte les thèses de Rosa Luxemburg. Formation du groupe Spartakus, avec Rosa Luxemburg et un membre du Reichstag, Karl Liebknecht. Romain Rolland, dans *Le Journal de Genève*, commence la publication d'un pamphlet sous le titre : « Au-dessus de la mêlée ».

9 janvier : offensive allemande en Champagne.

11 janvier : les Austro-hongrois occupent le Monténégro.

16 janvier : occupation française de Corfou.

Février : publication de « la brochure Junius ».

21 février : début de la bataille de Verdun.

9 mars : déclaration de guerre de l'Allemagne au Portugal.

16 mars : le ministre français de la Guerre, Gallieni, démissionne pour raisons de santé.

9 avril : échec de l'offensive allemande sur le front de Verdun.

24-30 avril 1916 : soulèvement en Irlande contre l'Angleterre. République irlandaise.

27 avril : une loi crée un diplôme de « mort pour la France » délivré à chaque homme tué au combat, pour rappeler que leur sacrifice n'a pas été vain.

24 au 30 avril : conférence socialiste internationale de Kienthal (Suisse) contre la guerre. Trotsky ne peut y prendre part, du fait des autorités françaises. Huit pays représentés : Allemagne, Angleterre, Italie, Russie, Pologne, Serbie, Portugal, Suisse, France. Les représentants de groupes et partis de Grande-Bretagne, d'Autriche, de Roumanie, de Bulgarie, de Suède, de Norvège, de Hollande ont été empêchés d'assister à la conférence. Les délégations allemande et française ont été réduites de moitié par refus pur et simple de passeports, ou par d'autres mesures policières.

1^{er} mai : manifestations ouvrières pour la paix, notamment en Allemagne. Liebknecht en uniforme distribue des tracts. Pétain nommé commandant des armées du Centre laisse la direction de la bataille de Verdun à Nivelle.

1^{er} mai : déclaration de la fédération des métaux contre la guerre, pour l'internationale ouvrière.

7 juin : offensive allemande à Verdun, chute du fort de Vaux.

28 juin : condamnation de Liebknecht.

27-30 juin : grèves et manifestations en faveur de Liebknecht.

29 juin : grève d'ouvrières (ateliers des fusils) chez Dion, à Puteaux. Premiers conflits dans les usines travaillant pour l'armement.

1^{er} juillet : début de la bataille de la Somme. Plus de 600 000 victimes.

Juillet : rédaction par Lénine de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* depuis la Suisse où il se trouve en exil (Berne, puis Zurich).

3 juillet : conférence syndicale internationale à Leeds (Angleterre).

14-15 juillet : la fédération des syndicats d'instituteurs maintient sa revue et tient son deuxième congrès dans l'opposition à la guerre et à l'union sacrée.

31 juillet-2 août : conférence des partis socialistes des pays neutres à La Haye.

6-7 août : conseil national du parti socialiste (France).

17 août : traité d'alliance entre l'Entente et la Roumanie. En échange de son entrée en guerre contre l'Autriche, la Roumanie annexera la Bucovine, la Transylvanie et le Banat.

24 août : bataille de la Somme ; l'armée française prend Maurepas.

27 août : l'Italie déclare la guerre à l'Allemagne. La Roumanie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie.

28 août : l'Allemagne puis la Turquie déclarent la guerre à la Roumanie.

1^{er} septembre : la Bulgarie déclare la guerre à la Roumanie.

1^{er} septembre : première lettre de Spartakus.

14 septembre : offensive italienne dans le Carso oriental.

15 septembre : interdiction de *Naché Slovo*.

16 septembre : Trotsky contraint de quitter le territoire français.

21 septembre : conférence nationale du SPD en Allemagne.

30 septembre : Trotsky conduit par la police française à la frontière espagnole.

11 octobre : lettre de Léon Trotsky à Jules Guesde, ministre d'Etat, à l'occasion de son expulsion de France.

24 octobre : les troupes françaises reprennent le fort de Douaumont et réoc-

cupent jusqu'à Vaux tout le territoire conquis depuis huit mois par les troupes allemandes.

9 novembre : Trotsky arrêté à Madrid et expulsé ; il obtiendra un sursis pour rejoindre les Etats-Unis.

18 novembre : fin de la bataille de la Somme.

25 novembre : le gouvernement provisoire grec déclare la guerre à l'Allemagne et à la Bulgarie.

Novembre-décembre : reprise de la bataille de Verdun.

12 décembre : fin de la bataille de Verdun. Les armées allemandes sont repoussées par les troupes françaises. Plus de 300 000 soldats meurent dans cette bataille !

24-25 décembre : deuxième conférence confédérale de la CGT (fédérations, unions de syndicats, Bourses du travail).

25 décembre : Trotsky et sa famille embarquent à Barcelone pour New York.

25 décembre : le général Joffre est nommé maréchal de France et remplacé par le général Nivelle à la tête des armées.

1917

13 janvier : arrivée de Trotsky à New York.

14 janvier : début de la collaboration de Trotsky à *Novy Mir* avec Boukharine.

22 janvier : le président des Etats-Unis, Woodrow Wilson, plaide pour une paix sans vainqueurs.

1^{er} février : début de la guerre sous-marine totale.

7 février : conférence de l'opposition dans le SPD, à Berlin.

10 (12) février (mars) : révolution de février à Petrograd, renversement du tsarisme, formation du Soviet de Petrograd.

27 mars : Trotsky et les siens s'embarquent à New York pour revenir en Russie.

5 avril : la conférence des spartakistes se prononce pour un parti avec les centristes ; les radicaux de gauche sont contre.

6 avril : entrée en guerre des Etats-Unis.

6-8 avril : congrès de Gotha et fondation du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD).

3-29 avril : Trotsky et sa famille internés au Canada.

9 avril : Lénine quitte la Suisse pour la Russie en révolution, en passant par l'Allemagne. Il arrive à Petrograd le 16 avril. Rédaction des « Thèses d'avril ».

16 avril : échec tragique du Chemin des Dames, qui confirme l'esprit fanfaron des grands chefs militaires.

16-23 avril : grandes grèves à Berlin et Leipzig.

13 mai : scission en Suède, naissance du PS de gauche.

17 mai : arrivée de Trotsky à Petrograd.

18 mai : Trotsky salue, au soviét, la révolution russe « *prologue de la révolution mondiale* ».

20 mai : mutineries dans l'armée française ; 68 des 112 divisions sont touchées ; 629 soldats sont jugés et condamnés et 50 d'entre eux sont exécutés entre avril et juin.

23 mai : entretien de Trotsky et Lénine. Trotsky reporte son entrée dans les rangs du Parti bolchevique.

Juin : publication par Trotsky de *Vperiod*. Trotsky s'affirme comme un des orateurs les plus populaires de Petrograd.

29 juin : la Grèce entre en guerre aux côtés des Alliés.

30 juin : débarquement à Saint-Nazaire des premières troupes américaines.

16-18 juillet : manifestation à Petrograd : « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Répression contre les bolcheviks. Lénine passe dans la clandestinité.

19 juillet : motion de paix au Reichstag allemand sur l'initiative de Matthias Erzberger.

22 juillet : entrée en guerre du Siam, qui déclare la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.

23 juillet : « lettre ouverte » dans laquelle Trotsky se déclare solidaire de Lénine.

1^{er} août : appel du pape Benoît XV à une « paix blanche ».

2 août : manifestation de marins.

5 août : Trotsky est arrêté, enfermé dans la prison de Kresty.

Juillet-septembre : mandat d'arrêt lancé contre Lénine, accusé d'être un agent allemand ; Lénine se cache à Razliv puis en Finlande.

12-16 août : le VI^e Congrès du Parti bolchevique élit Trotsky au comité central.

16 août : succès de l'offensive franco-britannique dans les Flandres, au nord d'Ypres.

19 août : succès de l'offensive italienne sur le plateau de Bainsizza. Ces combats font 200 000 morts en deux mois. Mutineries et désertions se multiplient.

25 août : condamnation des dirigeants des marins.

3 septembre : les troupes allemandes prennent Riga.

14-19 septembre : putsch du général Kornilov. Trotsky appelle les marins à combattre au côté de Kerensky et du gouvernement provisoire contre Kornilov.

17 septembre : mutinerie des soldats russes à La Courtine.

17 septembre : Trotsky, libéré, participe au comité central du Parti bolchevique.

20 septembre : deuxième bataille de Flandres.

22 septembre : les bolcheviks majoritaires au soviet de Petrograd.

Octobre : Lénine revient à Petrograd clandestinement.

6 octobre : Trotsky élu président au Soviet de Petrograd. Il invite le gouvernement provisoire à s'en aller.

7 octobre : insurrection à Petrograd.

15 octobre : Mata Hari, condamnée à mort pour espionnage en faveur de l'Allemagne, est fusillée au fort de Vincennes.

23 octobre : le comité central bolchevique décide de l'insurrection.

24 octobre : Pétain dirige la reconquête du secteur nord-ouest du Chemin des Dames.

24 octobre-9 novembre : offensive autrichienne surprise victorieuse en Italie.

24 octobre : désastre italien à Caporetto.

25-26 octobre : renversement du gouver-

nement provisoire de Kerensky, formation du Conseil des commissaires du peuple présidé par Lénine.

7 novembre : réunis à Rapallo, les Alliés décident de créer un Conseil supérieur de guerre interallié.

10 novembre : victoire des armées canadiennes à la bataille de Passchendaele (ou troisième bataille d'Ypres).

20 novembre : début de la bataille de Cambrai.

26 novembre : la Russie signe un cessez-le-feu séparé avec l'Allemagne.

5-12 décembre : conférence de Stockholm.

9 décembre : armistice entre l'Allemagne et la Roumanie.

10 décembre : le PC russe délègue Radek en Allemagne.

15 décembre : signature de l'armistice à Brest-Litovsk entre le gouvernement révolutionnaire russe et les représentants allemands.

22 décembre : début des négociations de paix de Brest-Litovsk.

25 décembre : manifestations ouvrières en Allemagne, l'immeuble du *Vorwärts* occupé.

29 décembre : démission des ministres USPD du gouvernement en Allemagne. Appel de Noske comme ministre de la Guerre.

1918

8 janvier : le président américain Wilson annonce son programme de paix en 14 points.

Janvier : grèves en Autriche-Hongrie.

9 janvier : Trotsky se rend à Brest-Litovsk.

19 janvier : dispersion de l'Assemblée constituante par le gouvernement bolchevique.

20 janvier : retour de Trotsky à Petrograd.

22 janvier : le comité central approuve la position de Trotsky (« *ni guerre ni paix* »).

- 28-31 janvier** : grève à Berlin et autres centres ouvriers.
- 30 janvier** : reprise des négociations de Brest-Litovsk.
- 10 février** : Trotsky : « *Nous sortons de la guerre.* »
- 27 février** : décret de fondation de l'Armée rouge.
- 2-6 mars** : congrès extraordinaire de l'USPD à Berlin.
- 3-4 mars** : signature du traité de paix à Brest-Litovsk entre Lénine et Trotsky et les puissances centrales. Le gouvernement déménage à Moscou. Lénine s'installe au Kremlin.
- 6-8 mars** : le VII^e Congrès du POSDR, qui devient le Parti bolchevique, approuve le traité de Brest-Litovsk.
- 13 mars** : Trotsky devient commissaire du peuple à la Guerre et président du Conseil suprême de la guerre.
- Mars-juillet** : grande bataille de France.
- 21 mars** : début de la bataille de Picardie.
- 23 mars** : bombardement de Paris par les canons allemands.
- 30 mars** : le général américain Pershing met les forces américaines à la disposition de Foch. Deux millions d'Américains sont envoyés en Europe à partir d'avril.
- 9 avril** : offensive allemande en Flandre.
- 14 avril** : Foch est nommé commandant en chef des armées alliées.
- 23 avril** : attaque-éclair de Zeebrugge qui atténue les capacités allemandes de guerre sous-marine en Atlantique.
- 28 avril** : Joffé, ambassadeur russe à Berlin.
- 7 mai** : traité de paix de Bucarest. La Roumanie cède la Dobroïda à la Bulgarie et une partie des Carpates à la Hongrie. Elle reçoit la Bessarabie, au détriment de la Russie.
- 27 mai** : offensive allemande du Chemin des Dames.
- 30 mai** : les armées allemandes atteignent la Marne, à Château-Thierry. Neuf obus sont lancés sur Paris.
- 13 juin** : bataille de Piave.
- 18 juillet** : deuxième bataille de la Marne.
- 8 août** : Trotsky et son train partent pour Sviajsk, sur la Volga.
- Août** : victoire alliée à Montdidier.
- 19 septembre** : la Bulgarie signe l'armistice. La Belgique repousse une offre de paix séparée avec l'Allemagne.
- 26 septembre** : vastes offensives de l'armée française en Lorraine.
- 29 septembre** : réunion à Spa du gouvernement allemand, où les généraux allemands suggèrent de demander l'armistice sur la base des 14 points de Wilson.
- 30 septembre** : armistice avec la Bulgarie.
- 1^{er} octobre** : conférence commune des spartakistes et des radicaux de gauche pour la révolution socialiste et le pouvoir des conseils.
- 2-3 octobre** : Max de Bade forme un nouveau gouvernement en Allemagne avec deux ministres SPD, qui adresse immédiatement une demande d'armistice aux Etats-Unis.
- 21 octobre** : libération de Liebknecht.
- 29 octobre** : armistice de Salonique ; le gouvernement autrichien demande l'armistice à l'Italie.
- 30 octobre** : révolution à Vienne. Chute de la monarchie austro-hongroise.
- 30 octobre** : agitation dans la marine de guerre allemande, manifestation à Stuttgart.
- 31 octobre** : armistice avec la Turquie.
- 3 novembre** : l'Autriche-Hongrie signe l'armistice.
- 3 novembre** : mutineries de marins à Kiel.
- 5-9 novembre** : vague révolutionnaire. Conseils ouvriers et de soldats.
- 9 novembre** : révolution à Berlin, en Allemagne, abdication de l'empereur Guillaume II. Ebert chancelier.
- 10 novembre** : Ebert et le cabinet SPD-USPD investis par les conseils.
- 11 novembre** : signature de l'armistice dans la clairière de Rethondes entre l'Allemagne et les Alliés : reddition de la flotte de guerre, évacuation de la rive gauche du Rhin, livraison de 5 000 canons et 30 000 mitrailleuses, etc. Elle met fin à la Première Guerre mondiale.
- 11 novembre** : organisation et structuration de la Ligue Spartakus ; une centrale

(Zentrale) est désignée, comprenant Liebknecht, Rosa Luxemburg, Mehring, Jogiches, Ernst Meyer, Hermann et Käthe Duncker, Wilhelm Pieck, Paul Levi, Paul Lange, Thalheimer et Eberlein.

12 novembre : proclamation de la République autrichienne.

13 novembre : en Afrique orientale allemande, les troupes allemandes se rendent aux Anglo-belges en apprenant l'armistice.

16 novembre : proclamation de la République hongroise.

16 novembre : accord entre les syndicats et le patronat en Allemagne.

4 décembre : début de la formation des corps francs en Allemagne.

6 décembre : le Conseil des commissaires du peuple décide de convoquer l'Assemblée nationale. Putsch contre-révolutionnaire manqué à Berlin.

7 décembre : manifestation des spartakistes à Berlin.

16-21 décembre : en Allemagne, le congrès des conseils se prononce pour l'Assemblée nationale.

23-24 décembre : combats armés entre marins et soldats à Berlin.

25 décembre : manifestations ouvrières en Allemagne, l'immeuble du *Vorwärts* occupé.

29 décembre : démission des ministres USPD. Appel de Noske comme ministre de la Guerre.

30 décembre : congrès des communistes allemands, spartakistes, radicaux de gauche, en présence de Radek.

1919

5 janvier : manifestation à Berlin, occupation d'immeubles.

6-12 janvier : les corps francs rétablissent l'ordre à Berlin.

15 janvier : écrasement de l'insurrection spartakiste à Berlin et assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

18 janvier : début de la conférence de la paix.

26 janvier : élections à l'Assemblée nationale en Allemagne.

11 février : Ebert élu président, et gouvernement Scheidemann de coalition en Allemagne. Grève dans la Ruhr.

12 février : arrestation de Radek.

2-7 mars : conférence socialiste internationale ; congrès de fondation de l'Internationale communiste. Trotsky en rédige le *Manifeste*.

3-8 mars : grève générale et répression en Allemagne, « semaine sanglante » de Berlin.

3 mars : interdiction de *Die Rote Fahne*.

10 mars : arrestation et assassinat de Jogiches. Paul Levi prend la direction du KPD(S).

21 mars : proclamation de la République des conseils en Hongrie (Béla Kun).

31 mars : début de la grève générale dans la Ruhr.

Avril : mutineries dans la flotte française de la mer Noire.

7 avril : première République des conseils de Bavière.

8-14 avril : II^e Congrès des conseils à Berlin, et de Bavière.

28 avril : pacte constitutif de la Société des Nations (SDN).

1^{er} mai : grève générale en France.

1^{er} mai : prise de Munich par les corps francs, répression.

7 mai : la conférence de la paix dicte ses conditions à la délégation allemande à Versailles.

28 mai : fin de la grève générale dans la Ruhr.

28 juin : signature du traité de Versailles, qui dessaisit l'Allemagne de l'Alsace-Lorraine, de la Posnanie, d'Eupen et Malmédy, de ses territoires d'outre-mer. Son armée est réduite à 100 000 hommes, et sa flotte de guerre confisquée.

1^{er} août : liquidation de la République hongroise des conseils.

Henry Halphen

Aux racines de la faillite de la II^e Internationale

Par Lucien Gauthier

Le 4 août 1914, le vote des crédits de guerre par la social-démocratie consacre la faillite de la II^e Internationale. Il serait erroné d'y voir un coup de tonnerre dans un ciel serein. Rappelons qu'après la disparition de la I^{re} Internationale (AIT), Marx et Engels luttèrent, avec succès, pour la constitution de partis ouvriers enracinés dans la classe ouvrière.

En 1875 se constitue en Allemagne le Parti social-démocrate, produit de la fusion du groupe marxiste dirigé par Liebknecht et Bebel avec l'organisation fondée par Lassalle (qui n'était pas marxiste) lors du congrès de Gotha. Marx et Engels vont, dans *La Critique du programme de Gotha*, combattre les thèses lassalliennes qui l'imprègnent, et notamment l'idée selon laquelle « l'Etat national allemand », au lieu d'être combattu, pourrait être utilisé par le mouvement ouvrier dans sa marche au socialisme.

Pour Marx et Engels, à l'inverse, les partis à bâtir doivent mettre en leur centre le combat pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, exigeant donc la destruction de la machine de l'Etat bourgeois (1).

LE DÉVELOPPEMENT DES PARTIS OUVRIERS

Dans tous les pays d'Europe, les partisans de Marx et Engels s'attellent à la tâche de construction de partis. En 1888 se constitue un parti en Autriche. Comme aux Pays-Bas en 1882, en Suisse en 1887, en Suède, en Belgique (1885), en Espagne (le PSOE en 1879). En Russie, le premier regroupement est organisé en 1883 (qui donnera naissance au Parti social-démocrate de Russie en 1903), en Italie en 1880... En France, en revanche, les différents groupes socialistes ne s'unifient qu'en 1905 (SFIO). C'est sur cette base qu'en 1889 se tiendra le congrès de fondation de l'Internationale ouvrière. Mais il faudra attendre le II^e Congrès de l'Internationale ouvrière pour que celle-ci adopte une orientation conforme aux positions de Marx et Engels sur la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat. Dans ce congrès, Bebel, le dirigeant du parti allemand, obtiendra l'éviction des courants petits-bourgeois qui s'opposent à l'action politique indépendante du prolétariat.

Ce résultat est apprécié par Engels comme « *une brillante victoire pour nous* ». Il faut dire que, durant les années 1890-1891, Engels a durement polémique avec les dirigeants du parti allemand qui, dans le congrès du parti à Erfurt, adoptèrent un programme qui n'arrivait toujours pas à se

(1) On lira à ce sujet, l'article paru dans le précédent numéro de *La Vérité* (n° 81) « *Les leçons actuelles du combat de Marx pour un parti prolétarien* ».

dégager des erreurs critiquées par Marx et Engels dans le programme de Gotha. Engels combattit le programme d'Erfurt, qui acceptait implicitement la Constitution monarchiste comme cadre du combat pour le socialisme.

Et, devant la croissance du nombre de députés sociaux-démocrates en Allemagne et les illusions qu'elle générait, il écrivit, dans une lettre à la direction du parti en 1891 :

« Les questions dans lesquelles les députés sociaux-démocrates peuvent sortir d'une position purement négative sont extrêmement limitées. Ce ne sont que des questions dans lesquelles le rapport entre ouvriers et capitalistes est directement en jeu : législation de fabrique, journée de travail normale, responsabilité légale (...). Dans toutes les autres questions (...), les députés sociaux-démocrates devront toujours mettre en relief le point de vue décisif : ne rien voter qui puisse renforcer la puissance du gouvernement vis-à-vis du peuple. »

C'est en ce sens que le II^e Congrès de l'Internationale ouvrière, où les dirigeants allemands ont mené le combat, fut un succès ; il jetait les bases internationales pour la construction d'authentiques partis révolutionnaires.

LA LUTTE CONTRE LE RÉVISIONNISME

Mais cette « victoire » ne signifie pas que la question du combat contre l'Etat bourgeois est définitivement réglée et assimilée. En 1899, soit quatre ans après la mort d'Engels, celui qui avait assuré son secrétariat, Eduard Bernstein, publie un ouvrage intitulé *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*. Pour Bernstein, la théorie de la plus-value, la dialectique matérialiste et la révolution prolétarienne sont des conceptions métaphysiques, s'expliquant par le « romantisme » de Marx après la révolution de 1848.

Il concentre son orientation dans l'affirmation que « le mouvement est tout, le but n'est rien ». Il veut dire par là que c'est dans et par le mouvement que l'on peut arracher les réformes sociales et démocratiques permettant à la société d'évoluer, et non en combattant pour modifier radicalement la

situation par la prise du pouvoir par le prolétariat (le but n'est rien). Il prend comme exemple le développement des sociétés par actions, présentées comme une « démocratisation du capitalisme », car chacun pourrait acheter des actions, « déprivatisant » en quelque sorte la propriété privée des moyens de production ! Il note que l'accroissement de la classe moyenne contrebalance l'analyse de Marx sur le prolétariat.

C'est Karl Kautsky, dirigeant du parti autrichien et considéré comme le « théoricien » de l'Internationale ouvrière, qui répondra au révisionnisme de Bernstein, dans une brochure intitulée *Le Marxisme et son critique Bernstein* (1900). Il y défendra les positions du marxisme, de manière formelle cependant, même si, parfois, il s'approche des véritables problèmes. Ainsi, il distingue les « anciennes classes moyennes » (couche de la petite bourgeoisie, professions libérales, petits industriels et commerçants...), des « nouvelles classes moyennes » : ingénieurs, personnels d'encadrement, ceux que l'on appellera plus tard les cadres et qui, en rapport avec la constitution des grands trusts, croissent considérablement.

Il affirme que, sous l'effet des crises du capital, les anciennes classes moyennes continuent à subir la loi de la prolétarianisation croissante établie par Marx, que les nouvelles sont dénuées de toute propriété et sont constituées de salariés, confirmant ainsi l'analyse de Marx de l'extension croissante du salariat dans le mode de production capitaliste. Kautsky effleure là les bouleversements qui s'opèrent dans le cadre du développement des monopoles et du passage à l'impérialisme, mais ne va pas jusqu'au bout.

Rosa Luxemburg est plus nette, qui écrit dès cette époque dans *Réforme sociale ou révolution* (1898-1899) :

« Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indisso-

luble ; la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but... Or le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime.»

Il faudra attendre 1903 et le congrès du parti allemand à Dresde pour voir les «thèses révisionnistes de Bernstein» condamnées, et s'exprimer la résistance des cadres de la II^e Internationale à l'abandon des principes marxistes.

«LE MINISTÉRIALISME»

C'est en France que va s'exprimer avec le plus de force cette offensive révisionniste du marxisme. Pour deux raisons principales. D'abord, parce que les socialistes français sont divisés (les « marxistes » autour de Jules Guesde, les « modérés » autour de Jaurès, entre autres nombreux groupes), incapables de fonder un parti, qui ne verra le jour qu'en 1905 sous la pression de l'Internationale et prendra d'ailleurs le nom de Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Ensuite, parce que les socialistes français sont imprégnés du républicanisme bourgeois, que Marx et Engels déjà combattirent.

Les courants socialistes français ont eu beaucoup de mal à s'extirper de l'alliance dans laquelle ils étaient engagés jusqu'alors avec la bourgeoisie républicaine et laïque contre la droite monarchiste et cléricale.

Malgré l'écrasement du prolétariat parisien en juin 1848, malgré la Semaine sanglante de 1871, l'idée qu'il existait une gauche démocratique bourgeoise perdurait dans leurs rangs. L'existence d'un puissant parti bourgeois en France, le parti radical-socialiste, qui jouera un rôle central jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, pèsera sur les socialistes dans cette III^e République, démocratie bourgeoise parlementaire, faite de combinaisons électorales et gouvernementales.

Alexandre Millerand est élu député socialiste de la Seine en 1885. En 1899, alors

que l'affaire Dreyfus bat son plein, le républicain bourgeois Waldeck-Rousseau est appelé à former un gouvernement dit de «défense républicaine», afin de s'opposer à la droite, à la réaction cléricale et monarchiste. Le socialiste Millerand accepte d'y participer. Dans ce gouvernement siège également le général Galliffet, le massacreur en chef de la Commune. Si Jaurès approuve la décision de Millerand d'entrer au gouvernement, Jules Guesde et d'autres exigent de l'Internationale ouvrière l'exclusion de Millerand (celui-ci finira à la droite de l'échiquier politique).

Le congrès de Dresde du parti allemand, en 1903, condamne fermement le «révisionnisme» de Bernstein et le «ministérialisme». Mais Kaustky, le théoricien de la II^e Internationale, écrit un texte très modéré à propos du « ministérialisme » :

«L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut être considérée comme le commencement de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel... En tout cas, le congrès est d'avis que, même dans ces cas extrêmes, un socialiste doit quitter le ministère lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de partialité dans la lutte entre le capital et le travail.»

Le marxisme formel de Kautsky se heurte à la réalité. Comment un gouvernement bourgeois pourrait-il ne pas être partial dans la lutte entre prolétariat et bourgeoisie ? Il dénonce, certes, la participation de Millerand, mais ouvre la voie à des formes d'adaptation à l'Etat bourgeois. Si la question du « ministérialisme » ne s'est pas exprimée brutalement en Allemagne ou en Autriche, cela tient aux systèmes politiques de l'empire du Kaiser et de celui des Habsbourg, fermés à toute alliance gouvernementale avec la bourgeoisie de «gauche», comme c'est le cas dans la III^e République française. Pour autant, Kautsky envisage comme possibles de telles coalitions.

Guesde demande que le congrès de l'Internationale, réuni à Amsterdam en 1904, adopte la résolution du congrès de Dresde ; l'Autrichien Adler et le Belge Vandervelde cherchent à y opposer le texte de Kautsky. Mais l'amendement de Guesde

est adopté par 25 voix contre 5, et 12 abstentions : l'Internationale reprend à son compte la condamnation du « révisionnisme » et du « ministérialisme », auparavant adoptée par le parti allemand.

À PROPOS DE LA VOIE PARLEMENTAIRE AU SOCIALISME

En plein combat contre le ministérialisme, une nouvelle affaire surgit. Aristide Briand devient député socialiste de Saint-Etienne en 1902. Proche de Jaurès, il joue un rôle important en tant que rapporteur de la loi de séparation de l'Etat et de l'Eglise, qui sera adoptée en 1905. De son combat pour la laïcité mené en commun avec les secteurs de la bourgeoisie laïque contre la réaction cléricale, il tirera la conclusion qu'il est possible, de l'intérieur, de faire évoluer la société, comme le disait déjà Bernstein cinq ans plus tôt.

C'est ainsi qu'en 1905, il accepte de devenir ministre de l'Instruction publique dans le gouvernement radical-socialiste Sarrien, contre l'avis de Jaurès qui a tiré les enseignements de l'expérience de Millerand. Son entrée au gouvernement provoque une déflagration dans la SFIO. D'autant plus que c'est Briand lui-même qui exige la venue au gouvernement du radical-socialiste Clemenceau.

Devenu ministre de l'Intérieur, le « progressiste » Clemenceau fera réprimer dans le sang les grèves ouvrières qui se multiplient en 1906. Jaurès écrit, à propos de Briand, que par « *son jeu de duplicité* (il souille et décompose tous les partis) ».

Mais cette délimitation avec Millerand et Briand ne règle pas la question de manière fondamentale. Sous la pression de l'Internationale, les différents groupes socialistes, notamment le Parti ouvrier français de Guesde, très structuré et organisé, le regroupement « socialiste indépendant » de Jaurès qui publie *l'Humanité*, et d'autres groupes, fusionnent pour donner naissance à la Section française de l'Internationale ouvrière, en 1905. Lors du congrès de constitution, la condamnation du « participationnisme » est claire. Mais, tout en se référant à l'action pour la prise du pouvoir, l'idée selon laquelle des « réformes » déci-

sives peuvent être obtenues qui permettent d'aller vers le socialisme perdure dans les têtes de certains chefs socialistes.

Cette division du mouvement en France contrastait avec la puissance du parti allemand. Au moment où les socialistes français se déchiraient, le parti allemand enregistrait au plan électoral une progression foudroyante. Pour de nombreux socialistes français, c'était la voie à suivre. Ils ne saisissaient pas que ce n'était pas les succès électoraux qui avaient construit le parti allemand, mais qu'à l'inverse c'est la construction du parti allemand avec une forte base prolétarienne qui lui avait permis de se saisir du terrain électoral.

Cette incompréhension se combinait au fait qu'en France, le républicanisme, la conquête du droit de vote (pour les hommes) comme produit de la chute de la monarchie et du combat contre la réaction cléricale et monarchiste, apparaissait comme le point le plus élevé de la démocratie. De plus, la constitution des départements et des communes, et la liberté communale, constituaient un véritable progrès démocratique.

Mais la plupart des socialistes français ne saisissaient pas que les élections étaient une tribune pour les révolutionnaires afin de construire le parti. Les différents regroupements socialistes – enclins à chercher des accords avec la gauche bourgeoise démocratique – ne s'orientaient pas vers la construction d'un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie, et considéraient le terrain électoral comme la voie des réformes et du socialisme. Seul Jules Guesde, avec les militants regroupés autour du journal *l'Egalité*, puis dans le Parti ouvrier, défendait – même de manière formelle – la position marxiste sur les questions du combat organisé pour la prise du pouvoir et du terrain électoral.

JULES GUESDE ET LE MARXISME

En 1882, au congrès de Roanne, il rompt avec le courant dit « possibiliste » (qui entend combattre pour « ce qui est possible » dans le cadre de la société capitaliste : les réformes, et non la révolution). La résolution du congrès affirme :

« *Attendu que les possibilistes ont eu pour but de transformer en marche pied électoral et en fabrique de conseillers municipaux et de députés le prolétariat français, constitué à Marseille et au Havre en parti d'expropriation politique et économique, et n'admettant l'action électorale que comme un moyen d'agitation et de propagande, repoussant comme une trahison l'idée seule de parlementariser le parti ouvrier et de faire dépendre le salut du prolétariat de la conquête pacifique et graduelle du pouvoir municipal ou législatif, le congrès maintient que, pour l'expropriation de la classe capitaliste qui est notre but, il n'y a qu'un moyen : l'action révolutionnaire.* »

Il est indéniable que, dans la palette opportuniste des différents groupes socialistes en France, Guesde se situe sur un terrain d'indépendance de classe. Sa compréhension du marxisme est certes limitée, formelle, académique (Engels écrit, dans une lettre à Bernstein : « *Ce que l'on appelle "marxisme" en France est certes un article tout spécial, au point que Marx a dit à Lafargue : "Ce qu'il y a de certain, c'est que moi je ne suis pas marxiste"* ») ; il développe en outre une conception sectaire du parti, selon laquelle « *aucun mouvement n'est vraiment sérieux s'il n'est pas dirigé par la branche locale du parti ouvrier qui est la force morale du socialisme* ». Mais fondamentalement, le parti de Guesde est un parti ouvrier, très structuré, internationaliste, et publie une presse ouvrière.

Mais pour lui, tout doit être soumis au parti, y compris la lutte de classe. C'est ainsi qu'en 1879, son parti crée la Fédération des syndicats ouvriers, comme prolongement syndical de son parti.

Il ne peut saisir l'analyse fondamentale de Marx et Engels, selon laquelle l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est-à-dire le rapport entre la spontanéité ouvrière et l'organisation. Non, pour lui le parti est le chef de la classe ouvrière, et il décide en lieu et place des masses. Néanmoins, l'existence d'un parti ouvrier, quelles que soient les limites de sa direction, va permettre son développement au sein de la population laborieuse.

De 2000 membres en 1889, le Parti ouvrier (devenu Parti ouvrier français en 1893) passe à 20 000 en 1902 et gagne de nombreuses municipalités (ce développe-

ment va d'ailleurs accélérer, sous la pression de l'Internationale, la fusion des divers groupes socialistes en 1905). Si la position de Guesde sur « le terrain électoral » est formellement correcte, s'il s'oppose à toute participation à des gouvernements bourgeois, il n'est, pas plus que les autres chefs socialistes, à même de saisir les bouleversements de l'époque dans laquelle entre l'humanité : l'époque des guerres et des révolutions. La croissance de son parti et les succès électoraux, en dépit des discours radicaux, conduisent à des glissements.

Dans le bastion guesdiste du nord de la France, le POF, lors des élections municipales de 1892, gagne la grande ville de Roubaix, dont Guesde deviendra député l'année suivante. Roubaix est dès lors désignée par Guesde comme « la Rome du socialisme ». Insensiblement se développe l'idée que la conquête des municipalités par le parti participe d'une conquête progressive de la société par le parti. Sous une forme radicale en paroles, son parti, à l'instar des autres groupes socialistes, tend à glisser sur le terrain du « municipalisme ». Pour lui, la « révolution » est rendue possible par les victoires électorales du parti, et non par l'action indépendante des masses à laquelle celui-ci contribue.

C'est ainsi que le courant guesdiste engage en 1906, lors de son congrès d'Amiens, une bataille dans la CGT — constituée en 1895 (de manière distincte du syndicat guesdiste) et devenue le centre de convergence des regroupements ouvriers — pour subordonner la CGT à la SFIO. Le courant guesdiste présente une motion pour subordonner la CGT à la SFIO « *pour faire triompher plus facilement les principales réformes ouvrières* ».

Mais au sein de la CGT, de nombreux militants anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, mais aussi des socialistes, regardent non sans méfiance la SFIO, qu'ils soupçonnent de ne pas être opposée à des coalitions avec des forces bourgeoises de gauche ; ils refusent en tout cas que la lutte de classe soit subordonnée aux directives du parti.

C'est ainsi qu'au Congrès d'Amiens, en 1906, le courant guesdiste est battu et qu'une charte est adoptée qui proclame à la fois l'indépendance du syndicat vis-à-vis

des partis et de l'Etat, et le nécessaire combat pour l'abolition du salariat et du patronat, c'est-à-dire la lutte des classes pour l'émancipation ouvrière.

L'INCOMPRÉHENSION DE LA NATURE DE L'IMPÉRIALISME PAR LES CHEFS DE LA II^E INTERNATIONALE

Derrière les discours différents, ceux de Bebel et Jaurès qui s'orientent vers le socialisme par la voie parlementaire des réformes, ou celui de Guesde sur le parti et la révolution, il y a une même incompréhension : celle du stade atteint par le capitalisme. Les dirigeants de l'Internationale n'ont pas su ou voulu comprendre que la période antérieure de développement capitaliste se terminait ; que l'impérialisme signifiait la réaction sur toute la ligne ; que la période des « réformes » était close en même temps que la phase ascendante du capitalisme. Ils n'ont pas su ou voulu comprendre que le déclin du capital au stade impérialiste posait avec plus de force encore, la nécessité de bâtir des partis luttant pour la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat et pour la destruction de l'Etat bourgeois.

Le mouvement ouvrier subit des pressions avant même d'avoir compris que la formation des monopoles signifie le passage au stade impérialiste. Il faudra attendre les études de Hilferding dans *Le Capital financier* (en 1910), de Rosa Luxemburg, décrivant ce phénomène en 1913 dans *L'Accumulation du capital*, et surtout de Lénine en 1916, dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, pour qu'une analyse marxiste du passage à l'impérialisme soit faite.

Le passage à l'impérialisme signifie que la bourgeoisie, face à la lutte des classes, s'efforce de corrompre la couche supérieure de la classe ouvrière sur la base « *des miettes du festin impérialiste* » (Lénine) qu'elle peut lui concéder. Les dirigeants de l'Internationale ne le voient pas, et au contraire, tirent comme conclusion que ces « miettes » accordées par la bourgeoisie ouvrent des perspectives nouvelles de « réformes » dans la voie vers le socialisme.

De plus, engagés dans l'arène électorale avec des succès importants dans les différents Parlements comme dans les municipalités, les partis ouvriers ralliant de plus en plus les suffrages des couches non ouvrières et petites bourgeoises, la « théorie » de Bernstein sur les classes moyennes, chassée par la porte en 1904, revient donc par la fenêtre quelques années plus tard.

Dans ce mouvement, les partis socialistes se constituent comme des partis de masse, mais tendent à perdre leur caractère prolétarien originel en attirant à eux des éléments petits-bourgeois (avocats, professeurs, médecins, etc.) qui, du fait de leur position sociale et intellectuelle sont souvent choisis pour être candidats lors d'élections et occupent des postes de direction dans ces partis au détriment des ouvriers. Ce n'est bien évidemment pas l'élargissement du parti à de nouvelles couches sociales qui explique cette modification, mais le fait qu'en ne mettant pas au centre du combat la lutte du prolétariat pour son émancipation, rassemblant dans cette voie les couches petites-bourgeoises, on laissait à ces dernières la direction du mouvement.

Insensiblement, le caractère prolétarien de ces partis est mis en cause. Les décisions politiques étaient souvent prises dans les groupes parlementaires plutôt que dans les instances de direction. L'organisation des partis se modifia. Constitués au départ comme partis prolétariens, ils étaient organisés sur la base des entreprises. Avec l'évolution électorale, ils s'alignèrent sur les partis bourgeois, sur une base locale. Progressivement, les structures ouvrières se diluaient dans de nouvelles structures où la base ouvrière du parti ne pouvait plus contrôler la direction. La partie supérieure de la classe ouvrière et les courants petits-bourgeois s'émancipèrent de l'affirmation fondamentale, « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », qui était à la base de la construction du parti ouvrier.

Se forme alors une « aristocratie ouvrière », base sociale du « réformisme », qui se réfracte au sein des partis. Ceux-ci en effet, comme les syndicats, ont connu un important développement nécessitant des « fonctionnaires du parti » et un « appareil ». Ce n'est pas, en soi, la constitution de ces appareils, nécessaires aux partis et aux syndicats,

qui est en cause. C'est le fait qu'en rapport avec la formation d'une "aristocratie ouvrière" et avec le passage à l'impérialisme, des politiciens bourgeois (socialement et politiquement) vont envahir les instances dirigeantes des partis de la II^e Internationale, contribuant à transformer ces appareils en couches bureaucratiques.

Le contenu social et politique de cette bureaucratie, c'est la défense de ses privilèges, qui plongent leurs racines dans la société bourgeoise, et donc la recherche de la conciliation avec la bourgeoisie. Lénine, après la faillite de la II^e Internationale, caractérisera ces partis comme des « partis ouvriers bourgeois », c'est-à-dire des partis qui demeurent ouvriers dans leur composition et leurs racines, mais dont les appareils sont entre les mains des « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie ».

LA II^e INTERNATIONALE ET LES SOVIETS EN 1905

Dès avant cette faillite, la direction de l'Internationale tend à substituer la voie des réformes au combat pour la conquête du pouvoir politique, et glisse vers la politique de conciliation avec la bourgeoisie « démocratique ». Les réactions au déclenchement de la première révolution russe en 1905 et au surgissement des soviets expriment cela. Certes, le Bureau socialiste international condamne le tsarisme et salue les ouvriers, mais sans dégager la signification du processus révolutionnaire.

La direction de l'Internationale ne comprend pas qu'il s'agit de la première révolution prolétarienne à l'époque de l'impérialisme, préfigurant le développement de la lutte des classes. Une déclaration de l'Internationale, le 30 juin 1905, indique :

« Le prolétariat de Russie soutient une lutte héroïque. Il sacrifie son repos et sa vie pour le triomphe de l'idée et son abnégation sublime peut être citée en exemple aux organisations ouvrières des autres pays. »

Rien n'est dit sur le fait qu'en six mois, en constituant des soviets, les ouvriers russes ont réalisé leur unité de classe et ouvert la voie à la révolution prolétarienne. La révolution de 1905 constitue en effet une condamnation sans appel du « réfor-

misme » qui se développe dans les sommets sociaux-démocrates, et de l'illusion de la voie parlementaire au socialisme. Face au pouvoir bourgeois, le soviét est l'embryon du pouvoir ouvrier.

Seuls quelques dirigeants de l'Internationale comme Luxemburg, Mehring, Lénine et Trotsky, en tireront les conséquences théoriques et pratiques.

Le manifeste du Bureau socialiste international pour le 1^{er} Mai 1906 écrit :

« En Russie, le prolétariat apparaît comme le secteur décisif et la sublime espérance de la révolution. En Autriche, en Hongrie, dans la plupart des Etats de l'Allemagne, le suffrage universel est à la veille de vaincre. »

Hommage aux ouvriers russes, « secteur décisif », comme si les ouvriers ne l'étaient pas partout. Pour les Vandervelde, Huysmans et autres à la tête du Bureau socialiste international, la révolution — c'est-à-dire la révolution démocratique pour chasser le féodalisme tsariste — est bonne pour la Russie arriérée et, dans les pays d'Europe avancés, le suffrage universel remplace la révolution. La cause fondamentale du fracas de la II^e Internationale, c'est la renonciation à la prise du pouvoir politique par le prolétariat, et à la destruction de la machine d'Etat bourgeoise.

L'absence d'une réelle défense du marxisme au sein des directions de ces partis (sauf en Russie avec Lénine) n'a pas permis d'éviter cette dégénérescence, qui n'était pas inéluctable. Il faut noter que le principal dirigeant et théoricien de l'Internationale, Karl Kautsky, va glisser, durant la période 1905-1914, vers des positions droitières, notamment sur l'impérialisme. Seuls Rosa Luxemburg, Trotsky et Lénine (qui, plus tard, écrira *Le Renégat Kautsky et la révolution prolétarienne*) se situent sur le terrain de la défense du marxisme.

Mais l'impérialisme ce n'est pas seulement le monopole, le capital financier, la fin du partage du monde ; c'est aussi l'aiguillage de la concurrence entre bourgeoisies impérialistes pour redessiner le monde, dont le partage a été réalisé à la fin du XIX^e siècle, pour conquérir des marchés destinés à leurs marchandises et leurs capitaux respectifs. Et au bout du compte,

l'impérialisme appelle, comme une nécessité sociale, la guerre pour réaliser ces objectifs. Si Jaurès le dénonce avec lyrisme (« *le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* »), Rosa Luxemburg démontre que l'industrie d'armement joue un rôle de plus en plus important, et indispensable à la production capitaliste au stade impérialiste (*L'Accumulation du capital*).

Et c'est précisément sur la question du développement des contradictions interimpérialistes, et sur celle de la guerre (donc de l'attitude de chaque parti de l'Internationale à l'égard de son propre Etat impérialiste), que va se fracasser la II^e Internationale.

LA II^E INTERNATIONALE FACE À LA MARCHÉ À LA GUERRE

Avec la multiplication des tensions en ce début de XX^e siècle, la guerre entre les grandes puissances européennes devient une réalité. Au congrès de Stuttgart de l'Internationale ouvrière, en 1907, une motion est adoptée :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour ses représentants dans le Parlement, avec l'aide du Bureau socialiste international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. »

Une minorité, avec notamment Rosa Luxemburg, Lénine et Martov, propose un amendement qui, lui, pose le problème de l'action pratique commune et internationaliste :

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, les socialistes ont le devoir de s'entendre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Après discussion, l'amendement sera adopté. Selon les chefs de l'Internationale, Bebel, Kautsky et Guesde, considérant que

la guerre et le militarisme sont partie intégrante du capitalisme, le meilleur moyen pour empêcher la guerre est de lutter contre le capitalisme, sans se poser la question de l'action si la guerre éclate.

En revanche, pour Jaurès et Vaillant, il faut lutter contre la guerre « *par tous les moyens depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique et les manifestations populaires jusqu'à la grève générale des ouvriers et l'insurrection.* » Lors du Congrès de Copenhague, en 1910, le Britannique Keir Hardie et le français Vaillant proposent l'amendement suivant, sur le moyen d'action : « *La grève générale ouvrière... ainsi que l'agitation et l'action populaire sous les formes les plus actives.* » L'amendement sera repoussé.

Après le déclenchement de la première guerre balkanique en octobre 1912, le Bureau socialiste international convoque d'urgence, les 24 et 25 novembre, un congrès extraordinaire à Bâle. La condamnation que celui-ci prononce, de la « défense nationale » et de la légitimation « patriotique » de la guerre est correcte, mais l'imprécision sur les formes de combat contre la guerre perdure, car l'action pratique pose à chaque parti le problème de sa bourgeoisie. Les dirigeants du parti allemand partagent le point de vue de leur bourgeoisie sur le danger de la Russie tsariste, et ceux de la SFIO, celui de leur bourgeoisie sur la question de l'Alsace-Lorraine.

Leur internationalisme relève plus des bons sentiments et de la littérature que d'une compréhension de ce qu'est l'impérialisme : l'époque des guerres et des révolutions. Illustratif est le cas de Jaurès, qui était indéniablement engagé dans le combat contre la guerre, mais laissait ouverts le « droit » et le « devoir » pour la classe ouvrière de défendre son pays en cas d'agression.

Rosa Luxemburg, qui pour sa part a intégré ce qu'est l'impérialisme, lui répond dans une lettre ouverte le 24 juillet 1908 :

« Les échafaudages politiques qui parlent de la "France", de l'"Allemagne", de la "Russie", de l'"Angleterre" et de l'intérêt de ces entités problématiques, ressemblent comme une goutte d'eau aux combinaisons de la cor-

poration des politiciens bourgeois. Je crois que les "intérêts" des Etats capitalistes d'aujourd'hui en politique étrangère diffèrent également beaucoup, et même s'opposent directement suivant qu'on les considère du point de vue des classes dominantes ou du point de vue du prolétariat et de sa politique de classe.

Il me semble en outre que — grâce à la base scientifique de notre conception socialiste du monde — nous savons très bien que dans le monde capitaliste moderne, la guerre comme la paix sont dues à des causes bien plus profondes que la volonté ou les petites intrigues des hommes d'Etat "dirigeants". En fait, tant que le capitalisme subsistera, il y aura entre les Etats des antagonismes irréductibles qui ne feront que devenir plus aigus avec les progrès de la colonisation et du partage du monde, et que les emplacements des "alliances" ne sauraient réduire. Les "alliances" et les "ententes" des Etats militaristes ne sont que des moyens cachés de renforcer les armements et au besoin d'étendre les dangers de guerre au-delà de son domaine immédiat. Il me semble que ce ne peut être la tâche des socialistes de nourrir les illusions des apôtres bourgeois de la paix, ainsi que leur espoir de maintenir la paix par le moyen de la diplomatie ; elle est bien plutôt de démasquer pas à pas ce jeu de marionnettes risible et pitoyable dans son impuissance, dans son caractère borné et mensonger » (Le Socialisme en France).

LA FAILLITE DE LA II^E INTERNATIONALE

En réalité, à travers les Parlements, les partis sociaux-démocrates des pays impérialistes se sont progressivement subordonnés à leur bourgeoisie respective. Impossible de séparer politique internationale et politique nationale. La collaboration de classe conduit à s'aligner sur son propre impérialisme.

Ainsi, tout en s'opposant formellement à la guerre, la fraction parlementaire social-démocrate allemande vote une rallonge des crédits militaires intégrée dans le budget en 1913 ; rallonge dont le gouvernement prévoyait le financement par un impôt sur la fortune, ce que les députés sociaux-démocrates considéraient comme

positif ! Le 4 août 1914, la fraction parlementaire du plus grand parti ouvrier révolutionnaire du monde vote les crédits de guerre en Allemagne. Les Anglais, les Français suivent. La II^e Internationale vient de faire faillite.

En France, à l'inverse du « modéré » Jaurès, assassiné pour son opposition à la guerre, le « radical » Guesde va se rallier à l'union sacrée et à la guerre. Il osera même, pour couvrir sa capitulation, affirmer que « la guerre est mère de révolution » ! En 1914, il devient, lui l'opposant acharné au « ministérialisme », ministre d'Etat dans le cabinet de guerre.

Réfugié en France, Léon Trotsky, dirigeant du soviet de 1905, partisan de l'internationalisme prolétarien opposé à la guerre et membre de la II^e Internationale, est arrêté et expulsé de France pour ces motifs, par le gouvernement dans lequel siège Guesde, membre lui aussi de la II^e Internationale.

Dans une lettre ouverte, à la veille de son expulsion, Trotsky écrit :

« A monsieur le Ministre Jules Guesde, ministre d'Etat

Monsieur le Ministre,

Avant de quitter le sol français, assisté du commissaire de police personnifiant les libertés à la garde desquelles vous veillez au sein du ministère national, je crois de mon devoir de vous exprimer quelques pensées qui ne vous serviront probablement à rien, à vous, mais qui pourront du moins servir contre vous. (...)

Est-il possible, pour un socialiste honnête, de ne pas lutter contre vous ? Vous avez transformé le Parti socialiste en un chœur docile accompagnant les choryphées du brigandage capitaliste à l'époque où la société bourgeoise — dont vous, Jules Guesde, étiez jadis un ennemi mortel — a dévoilé jusqu'au fond sa véritable nature. Des événements préparés par toute une période de pillage mondial, dont nous avons maintes fois prédit les conséquences, de tout le sang versé, de toutes les souffrances, de tous les malheurs, de tous les crimes, de toute la rapacité et la félonie des gouvernants, vous, Jules Guesde, vous ne tirez pour le prolétariat français que ce seul et unique enseignement : à savoir que Guillaume II et François-Joseph sont deux criminels, qui, contrairement à Nicolas II et à Poincaré, ne respectent pas les règles du droit international ! (...)

Vous vous consolez peut-être en pensant que nous sommes peu nombreux ? Cependant, nous sommes bien plus nombreux que ne le croient les policiers de tous rangs. Ils ne s'aperçoivent pas, dans leur myopie professionnelle, de cet esprit de révolte qui se lève de tous les foyers de souffrance, se répand à travers la France et toute l'Europe dans les faubourgs ouvriers et les campagnes, les ateliers et les tranchées.

Descendez, Jules Guesde, de votre automobile militaire, sortez de la cage où l'Etat capitaliste vous a enfermé, et regardez un peu autour de vous. Peut-être le destin aura une dernière fois pitié de votre triste vieillesse et pourrez-vous percevoir le bruit sourd des événements qui s'approchent. Nous les attendons ;

nous les appelons ; nous les préparons. Le sort de la France serait trop affreux si le calvaire de ses masses ouvrières ne conduisait pas à une grande revanche, notre revanche, où il n'y aura pas place pour vous, Jules Guesde, ni pour les vôtres.

Expulsé par vous, je quitte la France avec une foi profonde dans notre triomphe. Par-dessus votre tête, j'envoie un salut fraternel au prolétariat français, qui s'éveille aux grands destins. Sans vous et contre vous, vive la France socialiste ! »

*Léon Trotsky, Paris,
le 11 octobre 1916*

Lucien Gauthier

Lénine, l'impérialisme et la guerre

Par Daniel Gluckstein

Lorsque dans les premiers jours d'août 1914, Lénine, exilé à Zurich (Suisse), reçoit l'exemplaire du *Vorwärts* (organe du Parti social-démocrate allemand) annonçant le vote des crédits de guerre par les députés de ce parti, il croit à un faux. Impossible que cette social-démocratie allemande — un modèle pour les partis ouvriers à l'échelle internationale, et tout particulièrement pour la social-démocratie russe — ait pu ainsi basculer dans la trahison ! Dans les jours qui suivent, il doit pourtant se rendre à l'évidence : l'inimaginable s'est réalisé. En Allemagne, mais également en Belgique, en France... De chaque côté de la ligne de front, les dirigeants sociaux-démocrates soutiennent leur gouvernement en guerre, et se justifient en invoquant la défense de la démocratie et de la souveraineté de la nation contre « l'opresseur ».

“UNE GUERRE BOURGEOISE, IMPÉRIALISTE”...

Lénine dénonce d'emblée « une guerre bourgeoise, impérialiste, dynastique » (1). Les véritables objectifs des belligérants sont

« la lutte pour les marchés et pour le pillage des autres Etats, la volonté d'enrayer le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la démocratie à l'intérieur des pays belligérants, la tenta-

tive de duper, de diviser et de décimer les prolétaires de tous les pays en jetant les esclaves salariés d'une nation contre ceux d'une autre au profit de la bourgeoisie ».

Le vote des crédits de guerre par les dirigeants du parti social-démocrate allemand est « une trahison pure et simple du socialisme » qui « ne peut se justifier en aucune façon ». Trahison également l'attitude des chefs des partis sociaux-démocrates belge et français entrés dans un gouvernement bourgeois de guerre.

C'est là la « faillite idéologique et politique » de la II^e Internationale, une faillite qui ne tombe pas du ciel :

« Les opportunistes avaient préparé de longue date la faillite de la II^e Internationale, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous couleur de patriotisme et de défense de la patrie et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le Manifeste du Parti communiste, que les ouvriers n'ont pas de patrie ».

(1) « Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne », 24 août 1914.

Et Lénine d'en conclure que

« *la future Internationale doit débarasser définitivement et résolument le socialisme de ce courant bourgeois.* »

Le cadre est ici fixé : la II^e Internationale est morte, le combat s'engage pour une nouvelle Internationale. Ce combat, Lénine le mènera avec acharnement tout au long du conflit, en particulier contre les dirigeants de la II^e Internationale, les Kautsky (Allemagne), Guesde (France), Potressov (Russie) qui osent justifier leur capitulation complète devant la bourgeoisie en guerre au nom du marxisme, invoquant des précédents historiques, particulièrement les positions défendues par Marx et Engels au cours des guerres du XIX^e siècle.

Ces derniers avaient en effet été amenés à considérer comme légitime, dans certaines circonstances, d'appuyer celui des deux camps en guerre, dès lors qu'il représentait un mouvement historiquement progressiste : celui d'une bourgeoisie ascendante porteuse de développement des forces productives, et cherchant, à cet effet, à s'affirmer comme classe dominante la société contre le féodalisme ; ou encore tel mouvement d'émancipation et de constitution des nations contre les empires qui les opprimaient. C'est ainsi, par exemple, qu'ils ont soutenu le « Nord » contre le « Sud » dans la guerre de sécession aux Etats-Unis, ou la Prusse agressive par Napoléon III, en 1870, qui voulait ainsi empêcher la réalisation de l'unité allemande (mais ce soutien cessera net dès lors que, de défensive, la guerre se transformera en conquête avec l'invasion de la France, et ultérieurement, avec la participation à la répression contre la Commune de Paris). De même, Marx et Engels soutiendront-ils les guerres d'émancipation nationale visant à constituer l'unité italienne, ou encore les mouvements d'émancipation nationale de Pologne ou d'Irlande.

... QUI "N'EST PAS UN ACCIDENT"

Mais, pour Lénine, pas question de prendre « *ce qui est juste à l'époque de la naissance du capitalisme, en le rapportant à celle de la fin de ce régime* » (2), un contexte historique dans lequel « *la guerre n'est pas un accident*

(...) *mais une étape inévitable du capitalisme, une forme aussi naturelle de la vie capitaliste que la paix* ». Représentant des liquidateurs russes qui justifient le vote des crédits de guerre et le soutien au gouvernement impérialiste, Potressov invoque Marx qui, en 1859, posait la question : « *Quel est le camp dont le succès est préférable ?* » Analogie balayée par Lénine :

« *Marx répondait à cette question à un moment où non seulement il existait des mouvements bourgeois incontestablement progressistes, mais où ces mouvements se trouvaient au premier plan du développement historique dans les principaux Etats d'Europe. Il serait absolument ridicule de vouloir parler aujourd'hui d'une bourgeoisie progressiste* » (3).

Indispensable, pour Lénine, de distinguer entre les différentes phases du développement du capitalisme.

« *Les marxistes n'ont jamais nié le progrès que constituent les mouvements bourgeois de libération nationale contre les forces de la féodalité et de l'absolutisme (...). Lorsque Marx et Engels se demandaient de quelle bourgeoisie il fallait préférer le succès, c'était à l'époque de la démocratie ancienne (bourgeoise), avec le souci de transformer un mouvement modestement libéral en un mouvement impétueusement démocratique (...). Le contenu objectif du processus historique en Europe continentale n'était pas l'impérialisme, mais les mouvements bourgeois de libération nationale. La force motrice principale était le mouvement de la bourgeoisie contre les forces de la féodalité et de l'absolutisme. Mais le très sage A. Potressov, raisonnant cinquante-cinq ans plus tard, alors que la place des féodaux réactionnaires est occupée par les magnats du capital financier de la bourgeoisie sénile qui ont fini par leur ressembler, veut juger les conflits internationaux du point de vue de la bourgeoisie, et non de la nouvelle classe* » (ouvrière — NDR).

La situation historique objective a changé, martèle Lénine : le « *capital de la période de libération nationale* » a cédé la place au « *capital impérialiste international, le capital réactionnaire, financier* » (4). C'est pourquoi « *la démocratie*

(2) « *Sous un pavillon étranger* », février 1915.

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*.

moderne (le mouvement ouvrier — NDR) ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, si elle déclare que "l'une et l'autre sont les pires", si elle souhaite dans chaque pays la défaite de la bourgeoisie impérialiste ».

La caractérisation de la guerre comme impérialiste devient, pour Lénine, une question centrale. Certes, il est communément admis, non seulement dans le mouvement ouvrier mais aussi dans différents cercles libéraux à cette époque, que l'entrée en guerre des grandes puissances vise à la conquête de territoires, en particulier coloniaux. Mais, pour Lénine, cette définition fort vague de l'impérialisme n'est d'aucune utilité, et même source de confusion. Pour aider la classe ouvrière à se dégager de la putréfaction du « social-nationalisme » — c'est-à-dire de l'alignement de chaque parti ouvrier sur sa bourgeoisie nationale en guerre — et à recouvrer son indépendance politique, il faut aller à la racine : cette guerre découle de la nature même de l'impérialisme, stade atteint par le régime d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Un stade qui distingue la phase historique ouverte en 1914 des deux précédentes :

« La classification courante des époques historiques, fréquemment indiquée dans la littérature marxiste (...), est la suivante : 1) 1789-1871 ; 2) 1871-1914 ; 3) 1914- ? (...). La première époque, qui va de la grande Révolution française à la guerre franco-allemande, est celle où la bourgeoisie est en plein essor, où elle triomphe sur toute la ligne. Nous avons affaire ici à la bourgeoisie montante (...). La seconde époque est celle où la bourgeoisie, parvenue à une domination sans partage, commence à décliner ; c'est l'époque de la transition qui mène de la bourgeoisie progressiste au capital financier réactionnaire et ultraréactionnaire. C'est l'époque où une nouvelle classe, la démocratie moderne (), prépare et rassemble lentement ses forces. La troisième époque, qui vient à peine de commencer, place la bourgeoisie dans la même "situation" que celle des seigneurs féodaux au cours de la première époque. C'est l'époque de l'impérialisme » (5).*

A Potressov et Kautsky qui puisent leurs exemples historiques dans le capitalisme de la première époque, Lénine répond :

« Le contenu objectif essentiel des événements historiques à l'époque des guerres non seulement de 1855, 1859, 1864, 1866, 1870, mais aussi de 1877 (guerre russo-turque) et de 1896-1897 (guerres entre la Turquie et la Grèce et troubles d'Arménie), était constitué par les mouvements nationaux bourgeois, ou par les "convulsions" de la société bourgeoise se libérant des diverses formes du système féodal. Il ne pouvait absolument pas être question, dans nombre de pays évolués, d'une action véritablement indépendante de la démocratie moderne, et correspondant à la période de décomposition et de déclin de la bourgeoisie. (...) Le trait commun à toute cette époque était précisément le caractère progressiste de la bourgeoisie, c'est-à-dire le fait qu'elle n'avait pas encore achevé, pas encore consommé, sa lutte contre la féodalité. Il est tout naturel que les tenants de la démocratie moderne, et Marx qui en était le représentant, s'inspirant du principe incontestable selon lequel il faut soutenir la bourgeoisie progressiste (la bourgeoisie capable de lutter) contre la féodalité, se soient alors posé la question de savoir "quel était le camp", c'est-à-dire quelle était la bourgeoisie dont on devait préférer le succès » (6).

“NAGUÈRE CLASSE AVANCÉE, LA BOURGEOISIE EST DEVENUE UNE CLASSE MORIBONDE”

Mais la guerre qui commence en 1914 n'apparaît-elle pas, à l'instar des précédentes, comme un conflit entre nations ? Lénine ne conteste pas cette similitude de forme. Mais

« leur contenu social et leur signification de classe s'est totalement modifié (...). La lutte menée contre la féodalité par le capital ascendant pour sa libération dans le cadre national a cédé le pas à la lutte du capital financier ultraréactionnaire, décrépit, se survivant à lui-même, allant vers son déclin, contre les forces nouvelles (...). Naguère classe avancée et ascendante, la bourgeoisie est devenue une classe décadente, déclinante, moribonde, réactionnaire. C'est une tout autre classe qui, sur le vaste plan de l'histoire, est devenue la classe ascendante. »

(5) *Ibidem.*

(6) *Ibidem.*

(*) Pour échapper à la censure, Lénine désigne la classe ouvrière comme la « démocratie moderne ».

L'impérialisme n'est donc ni une option ni un choix politique des dirigeants capitalistes : c'est une conséquence incontournable des lois du capital elles-mêmes, il en est l'aboutissement à un certain stade, ultime, « suprême », de son développement.

En quoi consiste le « *contenu social modifié* », selon la formule de Lénine, de la guerre qui commence en 1914 ?

« *La guerre actuelle a un caractère impérialiste. Elle a été engendrée par les conditions de l'époque où le capitalisme a atteint le stade suprême de son développement : ce n'est plus seulement l'exportation des marchandises qui est essentielle, mais aussi l'exportation des capitaux, la cartellisation de la production et l'internationalisation de la vie économique ont pris une extension considérable, la politique coloniale a conduit au partage de la presque totalité du globe, les forces productives du capitalisme mondial débordent le cadre étroit des frontières nationales, les conditions objectives de la réalisation du socialisme sont parvenues à une maturité complète (...). La guerre actuelle est essentiellement une lutte entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne pour le partage des colonies et le pillage des pays concurrents.* »

Il ne s'agit pas pour Lénine de se contenter d'une « *étude scientifique détaillée de l'impérialisme* » mais d'en dégager « *les principes de la tactique socialiste contre l'impérialisme capitaliste* » (7). Pour cela, il faut poursuivre et approfondir l'analyse de l'impérialisme entamée, avant la guerre, au sein de l'Internationale, en particulier dans les années 1908-1910 par Rudolf Hilferding et Rosa Luxemburg.

Lénine écrit :

« *Presque tout le monde reconnaît que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, mais le plus souvent on déforme cette notion, ou bien on l'applique unilatéralement, ou bien on insinue que cette guerre pourrait avoir une portée progressiste bourgeoise, de libération nationale. L'impérialisme est le degré supérieur du développement du capitalisme, que celui-ci n'a atteint qu'au XX^e siècle. Le capitalisme se sent désormais à l'étroit dans les vieux Etats nationaux sans la formation desquels il n'aurait pu renverser le régime féodal.* »

Et cela a une conséquence sur la place de la question nationale :

« *De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations. Ancien facteur de progrès, le capitalisme est devenu réactionnaire ; il a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir durant des années, et même des dizaines d'années, la lutte armée des "grandes" puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature (...). Les peuples qui, de 1789 à 1871, ont combattu la plupart du temps à la tête des autres peuples pour la liberté, sont devenus désormais, après 1876, à la faveur d'un capitalisme hautement développé et "plus que mûr", les oppresseurs et les exploités de la majorité des populations et des nations du globe.* »

“LA QUESTION FONDAMENTALE”

« *L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne* », résumera quelques mois plus tard Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Il l'est sur le plan des forces productives dont il est désormais incapable d'assurer la croissance, sauf d'une manière artificielle, notamment par la guerre et l'économie d'armement ; comme il l'est sur le plan de l'émancipation nationale et de la démocratie. Plus s'aiguise le combat impitoyable entre les courants issus de la II^e Internationale — ceux, peu nombreux au départ, qui, comme Lénine, dressent le drapeau de l'internationalisme prolétarien, et ceux qui se vautrent dans le soutien à leur propre bourgeoisie —, plus Lénine juge indispensable de revenir sur les lois du capital sans lesquelles il serait impossible de dégager la signification de l'impérialisme :

« *La question de l'impérialisme n'est pas seulement l'une des questions essentielles mais, peut-on dire, la question fondamentale du domaine de la science économique qui étudie le changement des formes du capitalisme à l'époque contemporaine (...). Il va de soi qu'il ne saurait être question de porter une appréciation*

(7) « *La faillite de la II^e Internationale* », mai-juin 1915.

historique concrète sur la guerre actuelle si l'on ne fait pas reposer cette appréciation sur une mise en lumière complète de la nature de l'impérialisme, dans ses aspects à la fois économique et politique. Impossible autrement d'essayer de comprendre l'histoire économique et diplomatique de ces dernières dizaines d'années ; or, à défaut de cela, il est ridicule de vouloir même envisager l'élaboration d'une opinion juste sur la guerre. »

Il y reviendra encore en 1917 quand, préfaçant *L'Impérialisme, stade suprême*, il indiquera qu'il s'agit d'aider

« à l'intelligence d'un problème économique capital, sans l'étude duquel il est impossible de rien comprendre à ce que sont la guerre d'aujourd'hui et la politique d'aujourd'hui ; je veux parler de la nature économique de l'impérialisme ».

C'est ce qui permet de traiter du

« véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre ».

Présentant une brochure de Boukharine, Lénine martèle :

« Le capitalisme a connu une époque relativement "pacifique", lorsqu'il avait vaincu complètement le féodalisme dans les pays avancés d'Europe et qu'il pouvait se développer de la façon — relativement — la plus tranquille et la plus aisée, en s'étendant "pacifiquement" sur les régions encore immenses des terres vacantes et des pays qui n'étaient pas encore définitivement entraînés dans le tourbillon capitaliste. Naturellement, même à cette époque, approximativement limitée par les années 1871-1914, ce capitalisme "pacifique" créait des conditions de vie infiniment éloignées de la "paix" véritable, tant au sens militaire qu'au sens général de classe du terme. Pour les neuf dixièmes de la population des pays avancés, pour les centaines de millions d'habitants des colonies et des pays sous-développés, cette époque n'était pas la "paix", mais l'oppression, la souffrance, l'horreur, sans doute d'autant plus horrible qu'elle paraissait devoir être une "horreur sans fin". Cette époque a disparu à jamais ; elle a été remplacée par une époque relativement beaucoup plus violente, marquée par des bonds, des catastrophes, des conflits, et dans laquelle ce qui devient typique pour la masse de la population, ce n'est pas tant l'"horreur sans fin" que "la fin pleine d'horreur". A cet égard, il est extrêmement important de ne pas perdre de vue que ce remplacement n'a été

provoqué par rien d'autre que par le développement, par l'extension et le prolongement directs des tendances les plus profondes et les plus fondamentales du capitalisme et de la production marchande en général. »

Ce « remplacement » de l'époque du développement relativement pacifique du capitalisme par cette époque de guerre et de « fin pleine d'horreur » ne procède donc pas d'un détournement du capitalisme de ses mécanismes originels, mais au contraire de leur plein développement :

« A un certain degré du développement des échanges, à un certain degré de l'essor de la grande production, plus précisément au degré qui fut atteint approximativement à la limite des XIX^e et XX^e siècles, les échanges ont créé une telle internationalisation des rapports économiques et du capital, la grande production est devenue si grande, que le monopole s'est mis à remplacer la libre concurrence. »

S'appuyant sur les travaux de Hilferding, Lénine ancre son analyse dans *Le Capital* :

« La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'œuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. »

Or, le monopole « engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction ». Il peut aboutir à faire « disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès ».

L'IMPÉRIALISME, STADE SUPRÊME, CELUI DE LA "PUTRÉFACTION"

C'est dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, que Lénine conduira jusqu'au bout cette élaboration à la fois théorique, politique et pratique (8).

(8) *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* est achevé en juin 1916, aboutissement de l'élaboration qui constitue le support, dès août 1914, de la bataille contre l'opportunisme, pour la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe.

L'importance qu'il accorde à la définition de l'impérialisme sur le plan économique, comme développement à la fois naturel et contradictoire des lois du capital, tient à ce que la « *scission du mouvement ouvrier est liée aux conditions objectives de l'impérialisme* ». Or :

« *Où est donc la base économique de ce phénomène historique universel ?* »

Lénine répond :

« *Précisément dans le parasitisme et la putréfaction qui caractérisent le stade historique suprême du capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme.* »

Ce n'est pas le lieu de revenir ici en détail sur les traits essentiels qui, pour Lénine, caractérisent l'impérialisme, « *stade suprême du capitalisme* » (9). Le premier, on l'a vu, est la concentration de la production et la constitution des monopoles. Cette dernière constitue un « *progrès immense de la socialisation de la production* » ; il n'en reste pas moins que « *l'appropriation reste privée* ». De ce fait,

« *le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production marchande, bien que continuant de "régner" et d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée, et où le gros des bénéfices va aux "génies" des machinations financières. A la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production ; mais l'immense progrès de l'humanité, qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation, profite... aux spéculateurs.* »

Cette concentration elle-même se relie à une « *dépendance de plus en plus complète du capitalisme industriel, à l'égard de la banque* » qui s'impose parallèlement au développement de « *l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales* ». Union qui est « *complétée par l'"union personnelle" des unes et des autres avec le gouvernement* ». D'où, poursuit Lénine reprenant une formule de Boukharine,

« *une interpénétration du capital bancaire et du capital industriel. (...) Le XX^e siècle marque un tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général.* »

« *La tendance à la putréfaction* » d'« *un capitalisme agonisant* » est ici inscrite par Lénine dans la lignée de l'analyse développée par Marx dans *Le Capital* : la croissance des forces productives étant infiniment plus rapide que la croissance du marché, l'écart entre les deux nourrit en permanence une tendance à la stagnation des forces productives que dans sa phase ascendante le capitalisme parvient, partiellement, à contrecarrer par la destruction des forces productives « *excédentaires* », l'augmentation de la productivité du travail et l'extension des marchés, nourrissant dans le même temps une tendance à la transformation des forces productives en forces destructives (10).

Pour Lénine, cette tendance est devenue le trait dominant du stade impérialiste.

Reprenant en l'adaptant une formulation de Marx, il écrit :

« *Certes, si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde partout terriblement sur l'industrie, s'il pouvait relever le niveau de vie des masses populaires qui, en dépit d'un progrès technique vertigineux, demeurent partout grevées par la sous-alimentation et l'indigence, il ne saurait être question d'un excédent de capitaux. (...) Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les prémisses fondamentales, inévitables, de ce mode de production. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés.* »

(9) « 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière ; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde ; 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. »

(10) Tendance décrite par Marx, dont Rosa Luxemburg démontre qu'elle se généralise à l'époque de l'impérialisme, notamment par la militarisation et le développement de l'économie d'armement.

L'impérialisme étant une immense accumulation de capital-argent, il développe non seulement la couche des rentiers, mais plus généralement l'Etat-rentier qui devient tout entier « *un Etat du capitalisme parasitaire pourrissant ; et ce fait ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général, et sur les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier en particulier* ».

Pour Lénine, on l'a vu, c'est dans les conditions objectives du passage du capitalisme au stade de l'impérialisme qu'il faut chercher les racines sociales du développement de l'opportunisme débouchant sur le social-chauvinisme au sein de la défunte II^e Internationale, permettant la cristallisation d'« *une certaine couche sociale au sein de la démocratie moderne (...), une faible minorité de petits bourgeois, employés les mieux placés, fonctionnaires du mouvement ouvrier* » qui, en rapport même avec les « *surprofits et privilèges particuliers* » qu'en dégage la bourgeoisie, reçoivent « *des miettes de ces parts de gâteau* » (11).

AUX RACINES SOCIALES DU SOCIAL-CHAUVINISME

Dans *L'Impérialisme, stade suprême*, Lénine précise :

« *Le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus "large" et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple "tonte des coupons"* ». (...) On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays), permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés » (12).

Pour Lénine, les formes politiques revêtues par la cristallisation de l'opportunisme dans la II^e Internationale avant 1914 sont d'une grande importance : le municipalisme et le ministérialisme en sont des manifestations significatives (bien qu'elles n'aient

pas revêtu les mêmes formes selon les pays), qu'on ne peut analyser et comprendre (et donc combattre) sans les relier à leurs racines sociales et économiques. A ce sujet, Gérard Bloch (13) souligne :

« *Personne n'a pleinement compris la méthode du Capital à l'époque de la II^e Internationale, ce qui a eu pour effet de donner un caractère partiel et partialisé à toutes les polémiques contre le révisionnisme du début de ce siècle. (...) Il faudra attendre 1915 pour que Lénine produise une analyse de l'impérialisme comme stade du capitalisme, comme découlant inéluctablement de ses lois immanentes, du conflit entre forces productives et propriété privée des moyens de production, comme le stade de son agonie, celui de la révolution prolétarienne mondiale. Sans doute fallait-il, non seulement le génie de Lénine et la lecture de La Logique de Hegel, mais que l'époque de la crise historique finale du capitalisme ait commencé le 1^{er} août 1914, pour que celui-ci puisse ressaisir la méthode de Marx dans son ensemble* » (14).

Caractériser la guerre impérialiste comme réactionnaire a des conséquences pratiques pour le positionnement du mouvement ouvrier dans chaque pays concerné :

« *Dans chaque pays, la lutte contre son propre gouvernement engagé dans la guerre impérialiste ne doit pas s'arrêter devant l'éventualité d'une défaite par suite de l'agitation révolutionnaire. (...) Une victoire de la Russie entraînerait un renforcement de la réaction mondiale et de la réaction à l'intérieur du pays, et s'accompagnerait d'un asservissement complet des peuples dans les régions déjà conquises. C'est pourquoi la défaite de la Russie apparaît en tout état de cause comme un moindre mal* » (15).

Par conséquent :

« *Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement* » (16).

(11) « *Sous un pavillon étranger* », février 1915.

(12) *L'Impérialisme, stade suprême*.

(13) Membre de la direction de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) des années 1967-1981, devenue aujourd'hui courant communiste internationaliste (CCI) du Parti ouvrier indépendant, section française de la IV^e Internationale.

(14) « *Marx et la Commune* », *La Vérité*, n° 552, mai 1971.

(15) « *Conférence des sections à l'étranger du POSDR* », 19 février 1915.

(16) « *De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre capitaliste* », 26 juillet 1915.

Lénine est amené à polémiquer contre une autre définition de l'impérialisme, celle formulée par Kautsky, qui fut, rappelle Lénine, « le principal théoricien marxiste de l'époque dite de la II^e Internationale, c'est-à-dire des vingt-cinq années comprises entre 1889 et 1914 », avant de rallier le social-chauvinisme. A Lénine définissant l'impérialisme comme le stade suprême du capitalisme ou encore comme « un degré de l'économie », Kautsky oppose une autre définition : l'impérialisme serait simplement une politique, celle que « préfère » le capital financier. Pour Kautsky, il ne faut pas « identifier » l'impérialisme avec le « capitalisme contemporain », bien que l'impérialisme soit « une nécessité vitale » pour un « capitalisme industriel hautement évolué » dont la tendance constante est de chercher « à s'annexer ou s'assujettir des régions agraires toujours plus grandes, quelles que soient les nations qui les peuplent ». Une telle définition, souligne Lénine,

« ne vaut absolument rien, car elle fait ressortir unilatéralement, c'est-à-dire arbitrairement, la seule question nationale (...), en la rattachant de façon arbitraire et inexacte au seul capital industriel des pays annexionnistes, et en mettant en avant, d'une façon non moins arbitraire et inexacte, l'annexion des régions agraires ».

Or, souligne, Lénine, la tendance aux annexions concerne

« non seulement les régions agraires, mais même les régions les plus industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France), car, premièrement le partage du monde étant achevé, un nouveau partage oblige à tendre la main vers n'importe quels territoires ; deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires — non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie ».

A quoi se combine ce qu'il appelle « l'aspect économique » de la question.

« Kautsky détache la politique de l'impérialisme de son économie en prétendant que les annexions sont la politique "préférée" du capital financier, et en opposant à cette politique une autre politique bourgeoise prétendument possible, toujours sur la base du capital financier. Il en résulte que les monopoles dans l'économie sont compatibles avec un compor-

tement politique qui exclurait le monopole, la violence et la conquête. Il en résulte que le partage territorial du monde, achevé précisément à l'époque du capital financier et qui est à la base des formes originales actuelles de la rivalité entre les plus grands Etats capitalistes, est compatible avec une politique non impérialiste. Cela revient à estomper, à émousser les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme. »

À PROPOS DE L'“ULTRA-IMPÉRIALISME”

Dès lors que, pour Kautsky, l'impérialisme ne découle pas des lois du capital mais n'est que l'expression d'une tendance politique du capitalisme, on pourrait imaginer — Kautsky le fait — une autre forme de capitalisme surmontant ses contradictions, ce que Kautsky appelle « l'ultra-impérialisme ».

Pour Lénine, cette notion de « super-impérialisme, d'union et non de lutte des impérialismes du monde entier, une phase de la cessation des guerres en régime capitaliste, une phase “d'exploitation en commun de l'univers par le capital financier uni à l'échelle internationale” », n'est rien d'autre qu'une « ultra-niaiserie », une « idée profondément erronée (...) qui porte de l'eau du moulin des apologistes de l'impérialisme, suivant laquelle la domination du capital financier atténuerait les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale, alors qu'en réalité elle les renforce ».

Bien au contraire :

« Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport de force s'étant modifié, où peut résider, en régime capitaliste, la solution des contradictions, si ce n'est dans la force ? »

On en revient à la racine de la guerre :

« Faut-il se demander s'il y avait, sur le terrain du capitalisme, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le

partage des colonies et des "zones d'influence" pour le capital financier ? »

A quoi il répond négativement : les contradictions interimpérialistes ne peuvent se résoudre que par la confrontation, y compris des plus violentes, des différentes puissances impérialistes entre elles.

La guerre mondiale qui commence en 1914 n'est donc pas un accident, elle découle de la nature de l'impérialisme développant les lois du capital. Cela n'implique pas que la question nationale soit absente du conflit. Mais on est passé d'une époque à une autre. Les mots d'ordre d'émancipation nationale, d'autodétermination des nations ne se posent plus dans les mêmes termes que dans la phase antérieure. Désormais, écrit Lénine,

« le mot d'ordre de l'autodétermination des nations doit être, lui aussi, posé en liaison avec l'époque impérialiste du capitalisme (...). Nous sommes pour la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, c'est-à-dire contre le capitalisme. L'impérialisme consiste précisément dans la tendance des nations qui en oppriment un certain nombre d'autres à étendre et aggraver cette oppression, à procéder à un nouveau partage des colonies. C'est pourquoi le nœud de la question de l'autodétermination des nations réside précisément, à notre époque, dans l'attitude des socialistes des pays oppresseurs. »

NATIONS OPPRESSIVES ET NATIONS OPPRIMÉES

Cette distinction entre nations oppressives et nations opprimées à l'époque de l'impérialisme devient, aux yeux de Lénine, une question essentielle.

« Le programme social-démocrate doit être centré sur la division des nations en nations oppressives et nations opprimées, division qui constitue l'essence de l'impérialisme (...). Cette division (...) est capitale sous l'angle de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. Et c'est de cette division que doit procéder notre définition du "droit des nations à disposer d'elles-mêmes", une définition démocratique conséquente, révolutionnaire et conforme à la tâche générale de la lutte immédiate pour le socialisme. Agissant au nom de ce droit et en exigeant qu'il ne soit pas seule-

ment reconnu du bout des lèvres, les social-démocrates des nations oppressives doivent revendiquer la liberté de séparation au bénéfice des nations opprimées, car autrement la reconnaissance de l'égalité en droits des nations et de la solidarité internationale des ouvriers ne serait en réalité qu'un mot creux et une tartuferie » (17).

Qualifier l'impérialisme de réaction sur toute la ligne et la guerre comme une guerre impérialiste, a, pour Lénine, de multiples conséquences. Notamment sur la manière de formuler la lutte pour la paix :

« Détachée de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat, la lutte pour la paix n'est qu'une phrase pacifiste de bourgeois sentimentaux ou qui trompent le peuple. Nous ne pouvons ni ne devons prendre des poses d'"hommes d'Etat" et élaborer des programmes "concrets" de paix. Nous devons, au contraire, expliquer aux masses qu'il est vain d'espérer une paix démocratique (sans annexions, ni violences, ni pillage) sans le développement de la lutte de classe révolutionnaire (...). La lutte pour le renversement de l'impérialisme est difficile, mais les masses doivent connaître la vérité sur cette lutte difficile et pourtant nécessaire. On ne doit pas les bercer de l'espoir d'une paix acquise sans le renversement de l'impérialisme », dans la mesure où « les guerres impérialistes sont absolument inévitables, aussi longtemps qu'il existera la propriété privée » (18).

Mais formuler la nécessité de ce rapport étroit entre lutte contre la guerre et lutte pour le renversement du capital n'implique nullement que les tâches démocratiques aient perdu de leur importance et de leur signification. A ce sujet, Lénine écrit :

« Le prolétariat ne peut vaincre autrement qu'en passant par la démocratie, c'est-à-dire en réalisant la démocratie intégrale et en rattachant à chacun des épisodes de sa lutte des revendications

(17) « L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale », fin 1915. Notons que c'est en ces termes qu'après la prise du pouvoir, les bolcheviks répondront positivement aux aspirations des nations opprimées par l'empire tsariste

(18) On verra, après le surgissement de la révolution en février 1917 en Russie, quand cette question de la paix se posera pratiquement, comment ceux qui refusent de rompre avec la bourgeoisie refuseront également de décréter la paix. Il faudra la prise du pouvoir par les soviets pour que leur gouvernement décrète la paix sans annexion, dans des conditions chaotiques.

démocratiques formulées de la façon la plus énergique. Il est absurde d'opposer la révolution socialiste et la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à l'une des revendications démocratiques, en l'espèce à la revendication nationale. Nous devons associer la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à un programme et à une tactique révolutionnaires pour l'ensemble des revendications démocratiques : république, milice, élection des fonctionnaires par le peuple, égalité civique des femmes, droit des nations à disposer d'elles-mêmes, etc. » (19).

Il y a un rapport évident entre l'intransigeance de Lénine combattant pour le défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire pour la défaite de son propre gouvernement, et son analyse en profondeur de la nature même de l'impérialisme. Il y a un rapport entre cela et les conclusions pratiques qu'il devait en tirer dès les premiers jours de la révolution de 1917. En particulier lorsque, de retour en Russie, il prononça les fameuses *Thèses d'avril* par lesquelles il mettait à l'ordre du jour le combat pour que la classe ouvrière et ses représentants, rompant avec le gouvernement bourgeois, prennent entre leur mains la réalisation des tâches démocratiques qu'elle était seule, comme classe, à pouvoir assumer jusqu'au bout. Il y a un rapport entre l'ensemble de ces éléments et son combat acharné pour assumer consciemment la scission nécessaire d'avec les sociaux-chauvins dans l'Internationale.

QUELQUES RÉFLEXIONS

Ce n'est pas le lieu, ici, d'examiner les développements historiques qui, à partir d'octobre 1917 allaient vérifier l'analyse de Lénine et son combat contre l'impérialisme. C'est là une autre histoire qui appellerait d'autres développements. Mais on peut soumettre à la discussion trois réflexions :

- Un siècle après qu'a commencé la grande boucherie de 1914-1918, ce même impérialisme décadent, décrépît, décomposé parvenu au stade où il n'est plus à même d'apporter un quelconque développement positif à l'humanité, est à la racine du déchaînement de décomposition et de destruction qui frappe aujourd'hui, en

2014, les continents et les peuples du monde entier, menaçant l'existence même de l'humanité. Cette survie, improbable aux yeux de Lénine, du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production parvenu au stade de la putréfaction aurait-elle été possible sans le soutien sans faille que lui ont apporté les appareils qui ont définitivement trahi le combat pour le socialisme, l'appareil de la social-démocratie rejoint par l'appareil contre-révolutionnaire du stalinisme, et tous ceux qui sont issus de leur crise de décomposition et s'acharnent, un siècle après 1914, à prolonger l'agonie d'un système social définitivement failli ?

- La deuxième réflexion porte sur la distinction entre nations oppressives et nations opprimées. Nombreux sont ceux (20) qui, au nom de la « démocratie » ou de la lutte contre le despotisme (étranger) se rangent derrière leur propre impérialisme pour justifier des interventions aux quatre coins du monde, de l'Irak à la Libye, du Mali à l'Ukraine. En 2014 comme en 1914, le premier devoir du mouvement ouvrier, au sein des « nations oppressives », n'est-il pas de combattre son propre impérialisme au côté des nations opprimées ?

- Le troisième aspect, c'est la nécessité de l'indépendance politique de la classe ouvrière, condition pour arracher le régime de propriété des mains de la classe capitaliste. Pas plus en 2014 qu'en 1914, il ne saurait y avoir de retour à un « bon capitalisme », à un capitalisme d'investissement productif opposé au capitalisme de la finance. Le capital est le capital. Pour reprendre la formule de Lénine :

« La place des féodaux réactionnaires est occupée aujourd'hui par les magnats du capital financier de la bourgeoisie sénile. Elle doit être définitivement balayée. »

Telle est la tâche de la IV^e Internationale.

Daniel Gluckstein

(19) « *Prolétariat révolutionnaire et droit des nations* ».

(20) Y compris les « révolutionnaires » du Secrétariat unifié, comme nous l'avons montré à de nombreuses reprises dans les colonnes de cette revue (en particulier dans nos numéros 73, 76, 77 et 79).

Lénine et le défaitisme révolutionnaire

Par Jean-Jacques Marie

Dès qu'il est libéré des attentions de la police de la monarchie austro-hongroise et installé en Suisse, au début de septembre 1914, Lénine, un moment abasourdi par le vote des crédits de guerre par les sociaux-démocrates allemands le 4 août 1914, réunit en hâte le petit groupe des bolcheviks exilés en Suisse. Soucieux de définir sans tarder une orientation, il leur fait adopter des thèses sur « *Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne* », signées « *Un groupe de social-démocrates membres du POSDR* », et qu'il envoie par la poste aux groupes bolcheviques exilés.

LES THÈSES SUR LA GUERRE...

Il dénonce le vote des crédits de guerre par les sociaux-démocrates allemands le 4 août comme « *une trahison pure et simple* ». Il leur reproche non de n'avoir pu empêcher la guerre, mais de l'approuver et de la cautionner par ce vote, attitude injustifiable « *même en supposant que le parti social-démocrate allemand soit extrêmement faible et provisoirement obligé de se plier à la volonté de la majorité bourgeoise de la nation* ». Les partis ouvriers ne pouvaient certes pas empêcher la guerre une fois qu'elle était enclenchée, et il reviendra plusieurs fois sur cette affirma-

tion — Lénine ne le leur reproche nullement ! —, mais en se subordonnant par leur vote et leur soutien à leur bourgeoisie nationale, ils aliènent leur indépendance et, devenant les auxiliaires, voire les valets de leur bourgeoisie, il s'interdisent demain d'utiliser la guerre et ses méfaits pour la renverser.

Lénine précisera en 1922 :

« *L'organisation ordinaire des ouvriers, même si elle s'intitule révolutionnaire, est impuissante devant une guerre véritablement imminente (...), la question de la "défense de la patrie" se pose inévitablement, et l'immense majorité des travailleurs la tranchera inévitablement en faveur de sa bourgeoisie.* »

Et il déclarera impossible de « *répondre* » à la guerre par la grève ou par la révolution. Il faut en revanche utiliser le mécontentement qu'elle ne peut que susciter dans les masses au fur et à mesure qu'elle s'éternise pour préparer la révolution.

Il définit alors comme premier mot d'ordre une

« *vaste propagande dans l'armée comme sur le théâtre des opérations en faveur de la révolution socialiste et de la nécessité de tourner les armes non pas contre ses frères, les esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et les partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays* ».

Lénine, enfin, propose aux sociaux-démocrates hostiles à l'Union sacrée un programme politique apparemment modeste :

« République démocratique, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de huit heures. »

Ces mots d'ordre, à la fois politiques (la république) et sociaux, intégrés dans une

« propagande en faveur d'une république allemande, d'une république polonaise, d'une république russe et d'autres encore, et de la transformation de tous les Etats européens en Etats-Unis républicains d'Europe »,

concentrent pour Lénine la nature de la révolution prochaine, qu'il considère encore alors comme devant être une révolution démocratique ouvrant la voie au socialisme. Il modifiera ce dernier point de vue lorsque la révolution de Février renversant la monarchie débouchera sur la constitution d'un gigantesque réseau de soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans, et qu'il l'analysera comme le premier moment de la révolution mondiale.

VOTER LES CRÉDITS DE GUERRE, C'EST ALIÉNER SON INDÉPENDANCE

Lénine soumet ses thèses à une conférence socialiste italo-suisse réunie le 27 septembre à Lugano à l'initiative du Parti socialiste italien. Le lendemain, le 28 septembre, dans *La guerre et la social-démocratie russe*, Lénine définit la position des bolcheviks, dite du défaitisme révolutionnaire. Revenant sur le vote du 4 août pour les crédits de guerre par la social-démocratie allemande, il précise à nouveau :

« Si même l'on admet que les forces de la social-démocratie allemande étaient insuffisantes au point de lui faire abandonner toute action révolutionnaire, il ne fallait pas, même dans ce cas, rejoindre le camp chauvin. »

Voter les crédits de guerre, c'est aliéner son indépendance en se soumettant à sa bourgeoisie ; or la première garantie de l'action révolutionnaire, c'est l'indépendance politique à l'égard de son gouvernement.

LA DÉFAITE DE LA MONARCHIE OUVRIRAIT LA VOIE À LA RÉVOLUTION

Il définit ensuite les fondements du défaitisme révolutionnaire :

« On ne saurait dire, du point de vue du prolétariat international, quel est le groupe de nations belligérantes dont la défaite serait le moindre mal pour le socialisme »,

mais, pour les masses laborieuses de tous les peuples de Russie,

« le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, le plus réactionnaire et le plus barbare des gouvernements, qui opprime le plus grand nombre de nations et les masses les plus larges d'Europe et d'Asie ».

L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays, c'est sa bourgeoisie et son gouvernement. Il faut créer une nouvelle Internationale et transformer « la guerre impérialiste » en guerre civile.

Lénine précise : on ne peut défendre la Russie qu'en combattant

« la monarchie, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes de sa patrie, les pires ennemis de notre patrie », et donc qu'« en souhaitant la défaite du tsarisme (...) comme un moindre mal pour les neuf dixièmes de la population de la Grande-Russie ».

La défaite de la monarchie sèmerait en effet les graines de la révolution ; il souligne :

« Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement ; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. »

Cette révolution née de la guerre et de ses souffrances est une nécessité pour éviter

« la triste éventualité qui menace le genre humain (...) de connaître une seconde guerre impérialiste si la révolution ne surgit pas de la guerre actuelle ».

Dès octobre 1914, il affirme :

« Dans tous les pays avancés, la guerre met à l'ordre du jour la révolution socialiste. »

Il faut donc la préparer. La préparer exige non seulement une orientation déterminée (le défaitisme révolutionnaire), mais aussi un instrument, à savoir une nouvelle Internationale. Lénine lie constamment les deux aspects de sa politique. Il est alors l'un des seuls avec Trotsky, mais plus nettement et plus clairement que lui, à avancer cette perspective d'une nouvelle Internationale

En août 1915, il achève la rédaction de sa brochure *Le socialisme et la guerre*. Il revient brièvement sur le défaitisme révolutionnaire :

« Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement : elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser (...). Les socialistes doivent expliquer aux masses qu'il n'est point de salut pour elles hors du renversement révolutionnaire de "leurs" gouvernements respectifs et que les difficultés rencontrées par ces gouvernements dans la guerre actuelle doivent être exploitées précisément à cette fin. »

Les termes sont explicites : « *souhaiter la défaite de son gouvernement* », « *expliquer aux masses* » qu'elles doivent se préparer à exploiter « *les difficultés* » rencontrées par leurs gouvernements. Il ne s'agit donc nullement, pour Lénine, d'appeler à l'insubordination, à la désertion ou au sabotage, mais de préparer politiquement les plus larges couches possibles au combat plus ou moins prochain contre leur gouvernement pour le renverser. D'ailleurs, au début de 1915, lorsque Boukharine vient lui proposer de lancer une panoplie de slogans antimilitaristes, il refuse. En revanche, il donne une extrême importance aux quelques mouvements de fraternisation qui se manifestent ici et là dans les tranchées, sans qu'aucune force n'y ait appelé, entre les soldats qui se font face.

Juste avant, il a rédigé un appel aux ouvriers russes sur la guerre qui n'a connu aucune diffusion. Après avoir défini les buts de guerre impérialistes des deux camps qui s'affrontent, il y définit sa politique :

« Seul le renversement révolutionnaire des gouvernements bourgeois, et en premier lieu du gouvernement tsariste, le plus réactionnaire, le plus féroce et le plus barbare de tous, ouvre la voie au socialisme et à la paix entre les peuples. »

Et il oppose cette perspective à la propagande chauvine qui se déverse sur tous les peuples belligérants :

« La guerre engendre une haine aveugle contre l'adversaire, et la bourgeoisie s'évertue à orienter dans ce sens le mécontentement du peuple pour détourner son attention de l'ennemi principal : le gouvernement et les classes dirigeantes de son propre pays. »

LE DÉBAT DE ZIMMERWALD

Deux semaines plus tard, il défend cette orientation à la conférence des militants internationalistes tenue à Zimmerwald en septembre 1915. Du 24 au 30 avril 1916, les participants de Zimmerwald réunissent une seconde conférence internationale contre la guerre à Kienthal ; elle rassemble quarante-trois délégués : huit délégués italiens, sept allemands, six suisses, cinq polonais, huit russes (dont Lénine et Zinoviev, les deux mencheviks Axelrod et Martov, et trois socialistes-révolutionnaires), quatre français, dont trois députés socialistes, Alexandre Blanc, Pierre Brizon et Jean-Pierre Raffin-Dugens, futur communiste qui adhérera à la IV^e Internationale en 1945, un serbe, un portugais, un autrichien, un anglais et Willy Müzenberg, secrétaire de l'embryonnaire Internationale de la Jeunesse.

Le débat porte en fait sur l'unité ou non des adversaires et des partisans de la guerre dans un même parti et une même Internationale. Lénine se prononce contre cette unité qui paralyse tout combat réel contre la guerre et considère que les pacifistes du genre Kautsky ou Longuet qui refusent de rompre avec les bellicistes de l'Union sacrée servent de trait d'union avec eux. Martov, irrité, s'écrie : « *Lénine parle dans le vide ! Où sont donc ses bataillons d'ouvriers ? Nulle part.* »

Mais pour Lénine, l'important est d'abord de répondre à la question suivante : peut-on combattre effectivement contre la guerre en restant dans le même parti que les partisans de la défense nationale ? Le refus des zimmerwaldiens de rompre les liens avec eux l'amène à conclure que Zimmerwald-Kienthal, ce n'est pas l'embryon de la III^e Internationale indispensable.

LA GAUCHE DE ZIMMERWALD

Lénine propose, par la bouche de Radek, un projet de résolution et de manifeste.

Le projet de résolution entièrement rédigé par lui appelle les socialistes à lutter pour

« refuser tout crédit militaire, quitter aussitôt les ministères, démasquer de la tribune parlementaire, dans la presse légale, et, si c'est impossible, dans la presse illégale, le caractère capitaliste et antisocialiste de la guerre actuelle, mener la lutte la plus intransigeante contre le socialisme patriote, tirer parti de tout mouvement du peuple découlant des effets mêmes de la guerre (tels que la misère, les pertes en hommes, etc.) pour organiser des manifestations antigouvernementales, propager la solidarité internationale dans les tranchées, soutenir toute grève économique et chercher à la transformer en cas de circonstances favorables en grève politique ».

Ainsi, Lénine lie la définition des objectifs de la lutte contre la guerre à la formation d'une organisation politique indépendante.

Son projet de manifeste, encore plus net, appelle les prolétaires d'Europe à l'action sur ces objectifs en préparant la formation d'une « Internationale puissante qui mette fin à la guerre et au capitalisme ».

La définition des objectifs a plus pour fin de préciser les contours de l'organisation indépendante à construire que de constituer une véritable plate-forme d'action à mettre en œuvre sans tarder (1).

LE CHOIX DE LA RÉVOLUTION

La première condition de l'indépendance à l'égard du gouvernement, c'est le refus de voter les crédits de guerre. C'est pourquoi, lors de la discussion de son projet d'appel, il interpella le social-démocrate allemand Ledebour : « *En rentrant (en Allemagne), vous allez voter contre les crédits de guerre, n'est-ce pas ?* » Ledebour, qui ne veut pas s'y engager, lui rétorque : « *C'est trop commode de lancer des appels révolutionnaires aux masses après s'être réfugié à l'étranger.* » Lénine lui répond qu'arrêté pour la première fois en Russie il y a 29 ans, il n'a « *cessé de jeter dans les masses des appels révolutionnaires (...) de sa prison, de Sibérie, ensuite de l'étranger* ».

En fait, Ledebour, piqué au vif, répond à une question politique par une mise en cause personnelle, à laquelle Lénine se croit contraint de répondre. Pourtant, la question que pose Lénine est politique : si l'on vote les crédits de guerre, il est impossible d'utiliser contre le gouvernement auquel on apporte ainsi son soutien le mécontentement suscité demain dans les masses par les horreurs de la guerre et le cortège de souffrances et de misère qu'elle entraîne.

C'est une question de courage politique et non de courage personnel. Lénine l'avait déjà souligné : les députés allemands (ou français) pouvaient voter contre les crédits de guerre sans grand risque. La preuve ? Les députés sociaux-démocrates russes bolcheviques et mencheviques (comme deux députés sociaux-démocrates en Serbie) ont refusé de les voter. Ils sont sortis au moment du vote ; leur immunité parlementaire les a protégés, comme elle protégera les quelques députés sociaux-

(1) Notons que, bizarrement, le projet de motion de la gauche de Zimmerwald et le projet de manifeste ne sont ni l'un ni l'autre reproduits dans les *Œuvres complètes* de Lénine quatrième édition en français comme cinquième édition en russe où ne figure que le premier projet de résolution, qui n'est pas celui que Lénine a fait soumettre à la conférence. Pour trouver ces textes, il faut se reporter aux pages finales du premier tome du *Mouvement ouvrier pendant la guerre*, d'Alfred Rosmer. Ces textes gênaient donc le Kremlin.

démocrates allemands qui, à partir de 1915, voteront en nombre croissant contre les crédits de guerre. La police tsariste, certes, se rattrapera peu après : le député Samoïlov, présent à Berne en septembre 1914, emporte en Russie un exemplaire des *Thèses sur la guerre*. Les députés bolcheviques se réunissent pour en discuter. La police débarque chez eux, les arrête pour subversion et les exile en Sibérie.

Député au Reichstag, Liebknecht ne sera pas arrêté pour ses votes répétés à partir de décembre 1914 contre les crédits de guerre. Il sera arrêté en mai 1916, après avoir diffusé, en uniforme puisqu'il était mobilisé, des tracts contre la guerre à Berlin et avoir appelé dans la capitale du Reich à une manifestation contre la guerre qui avait rassemblé près de dix mille manifestants. Le vote contre les crédits de guerre n'était donc pas un acte personnel héroïque (même si le député socialiste français Pierre Brizon sera couvert d'insultes à la Chambre des députés quand il s'y rendra en 1916 et en sera suspendu pendant un mois), c'était un acte politique qui reflétait la volonté de s'engager sur la voie de la révolution.

C'est pourquoi, à Zimmerwald, les délégations italienne, allemande, française qui hésitent — pour le moins — à s'engager sur cette voie rejettent les deux volets de l'action proposée par Lénine. Une sous-commission prépare un texte de synthèse dont elle confie la rédaction à Trotsky. Après une discussion parfois très houleuse, le manifeste est adopté à l'unanimité.

Ce manifeste dénonce l'impérialisme comme fauteur de la guerre, les responsabilités des dirigeants socialistes et l'Union sacrée, mais reste vague sur l'action. Axé sur la lutte « *pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre* », il n'évoque pas la perspective d'une nouvelle Internationale. Lénine le juge « *inconséquent et timoré* », mais le vote ; il y voit en effet un pas en avant et un cadre de regroupement au sein duquel la gauche se battra pour défendre ses positions. La conférence s'achève le 8 septembre. Dès le lendemain, Lénine réunit les huit membres de « la gauche de Zimmerwald », dont Zinoviev, Radek et le Suisse Fritz Platten.

La réunion désigne un bureau chargé d'organiser la diffusion des textes de la gauche de Zimmerwald.

QUELLE LUTTE POUR LA PAIX ?

Peu après, Lénine écrit à la Commission socialiste internationale installée à Berne à la suite de la conférence. Il y insiste sur un point qui découle du défaitisme révolutionnaire et qui a été l'un des points d'achoppement de la conférence : la question de la lutte pour la paix. Il écrit :

« *Détachée de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat, la lutte pour la paix n'est qu'une phrase pacifiste de bourgeois sentimentaux ou qui trompent le peuple.* »

Pourquoi ? Parce qu'elle tend à persuader les masses que l'on peut instaurer une paix véritable, authentique, en maintenant le système capitaliste :

« *Nous devons expliquer aux masses qu'il est vain d'espérer une paix démocratique (sans annexions, ni violences, ni pillage) sans le développement de la lutte de classe révolutionnaire.* »

La guerre étant le produit du choc entre puissances impérialistes désireuses de se partager le monde,

« *nous devons aider les masses à renverser l'impérialisme, faute de quoi la paix sans annexions est impossible. Naturellement, la lutte pour le renversement de l'impérialisme est difficile, mais les masses doivent connaître la vérité sur cette lutte difficile et pourtant nécessaire.* »

On ne saurait mieux dire qu'il s'agit d'une lutte politique, qui exige une vaste campagne d'explication auprès des masses.

Lénine poursuit donc inlassablement le même objectif et tape sur le même clou : la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, car une vraie paix durable ne peut venir d'un accord entre les Etats engagés dans la guerre, mais de l'action des masses opprimées pour les renverser.

La révolution de Février confirmera l'analyse de Lénine : le rejet croissant de la guerre, le mécontentement suscité dans les masses par sa prolongation et le cortège de

privations qu'elle entraîne provoqueront la chute de la monarchie, minée de l'intérieur par le conflit qui s'éternise. Le combat des bolcheviks contre la prolongation de la guerre par le gouvernement provisoire, qui se soumet alors au diktat de Londres et de Paris, sera l'un des éléments décisifs du ralliement des paysans-soldats aux bolcheviks, et donc de la victoire de la révolution d'Octobre.

Jean-Jacques Marie

Les guerres balkaniques (1912-1913), le mouvement ouvrier et le combat pour la fédération des Balkans et du Danube

Par Dominique Ferré

« La guerre est à nos portes. Quand ces lignes paraîtront, elle sera probablement un fait accompli. »

Ainsi commence le *Manifeste des socialistes de Turquie et des Balkans*, publié au début de la première guerre balkanique (octobre 1912-mai 1913).

Le *Manifeste*, émanant de représentants des sections de l'Internationale ouvrière (Deuxième Internationale) de l'Empire ottoman, de Serbie, de Bulgarie, etc., souligne la portée internationale du conflit qui s'engage :

« Nous nous trouvons simplement aux avant-postes, car la guerre des Balkans porte en elle un danger imminent pour la paix générale. En réveillant tous les appétits capitalistes des grands Etats, en donnant la prépondérance dans la vie politique aux éléments impérialistes, avides de conquêtes, elle peut provoquer non seulement le conflit entre nations, mais encore la guerre civile. Et comme les gouvernements capitalistes de plusieurs pays sont acculés par les victoires successives du prolétariat dans leurs derniers retranchements, ils ne manqueront pas de saisir l'occasion qui leur sera offerte pour noyer dans le sang des masses, ou d'étrangler par une législation restrictive, notre mouvement d'émancipation, de civilisation et de progrès humain. »

Les socialistes de Turquie et des Balkans prennent nettement position :

« Les prolétaires des Balkans n'ont rien à gagner à une aventure, car vaincus et vainqueurs verront également, sur des monceaux de cadavres et de ruines,

s'élever plus fort et plus arrogants encore le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière, avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère profonde.

La guerre aura en outre, pour les pays balkaniques, d'autres conséquences, qui résultent de leur situation politique et géographique (...). Pour justifier la guerre, les nationalistes des Etats des Balkans invoquent la nécessité de réaliser leur unité nationale, ou, du moins, d'obtenir l'autonomie politique pour leurs nationaux qui se trouvent sous la domination turque (...). Le droit des nationalités à une vie autonome est la conséquence directe de l'égalité politique et sociale, et de la suppression de tout privilège de classe, de caste, de race ou de religion, demandées par l'Internationale ouvrière. Mais cette unité sera-t-elle réalisée par le fait d'un partage des populations et des territoires de la Turquie entre les petits Etats balkaniques ? (...) La bourgeoisie et le nationalisme sont impuissants à constituer une unité nationale véritable et durable. Ce qui aura été créé par la guerre pourra être détruit par une autre guerre. »

Les socialistes de la Turquie et des Balkans réaffirment donc le combat pour une fédération des peuples de l'Europe orientale, sans laquelle *« il n'y a pas d'unité nationale possible et durable pour eux »*, plaçant la classe ouvrière — même lorsqu'elle est numériquement minoritaire, comme c'est le cas dans la plupart de ces Etats — comme la seule force sociale capable de régler cette question.

En dépit de cette position internationaliste authentique — soutenue par les instances dirigeantes de l'Internationale ouvrière, et qui est à l'opposé de la capitulation de la Deuxième Internationale en août 1914 —, les partis ouvriers des Etats balkaniques n'empêcheront pas les deux guerres balkaniques de déchaîner leur cortège de massacres et de désolation.

Deux guerres balkaniques qu'ils saisissent comme les prémices de la montée vers un conflit mondial dans le cadre de ce que Lénine appellera, quelques années plus tard, l'impérialisme, « *stade suprême du capitalisme* », « *réaction sur toute la ligne* » et « *ère des guerres et des révolutions* ».

Mais si le mouvement ouvrier balkanique ne put empêcher la guerre de se déchaîner, il resta tout au long des conflits balkaniques l'instrument indispensable du prolétariat pour se défendre et ouvrir une issue face à la montée de la barbarie. Ce

n'est pas un hasard si, dans les Balkans, des pans entiers du mouvement ouvrier, socialiste, refuseront, en août 1914, la capitulation de l'Internationale ouvrière, rompront avec le cadavre politique de la social-démocratie et se rangeront aux côtés des bolcheviks lorsqu'éclatera la révolution en Russie (1).

(1) La Lettre d'invitation au Parti communiste allemand (Spartakusbund) au Premier Congrès de l'Internationale communiste est ainsi contresignée — entre autres — par le comité exécutif de la Fédération social-démocrate révolutionnaire balkanique (Christian Rakovski), aux côtés de Lénine et Trotsky, pour le comité central du Parti communiste de Russie et d'autres. La lettre propose que soient « membres à pleins droits de la Troisième Internationale » une liste de trente-neuf partis, groupes et tendances, parmi lesquels le Parti social-démocrate bulgare (étroits), le Parti social-démocrate roumain, l'aile gauche du Parti social-démocrate serbe. Participeront au Premier Congrès de l'Internationale communiste de la région balkano-danubienne des délégations bulgare, hongroise, roumaine et turque.

Les guerres balkaniques : repères historiques

Les Balkans, en 1912, sont constitués de petits Etats qui ont, au cours du XIX^e siècle, conquis leur autonomie, puis leur indépendance vis-à-vis de la vieille puissance régionale, l'Empire ottoman, qui occupe toujours des terres où vivent différentes nationalités. Les faibles Etats balkaniques sont utilisés par les grandes puissances régionales, en particulier l'empire tsariste de Russie, qui se prétend « protecteur des Slaves » pour en réalité chercher à contrôler les détroits de la mer Noire, et l'empire d'Autriche-Hongrie.

La première guerre balkanique (9 octobre 1912-30 mai 1913) a dressé la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro contre la Turquie (l'Empire ottoman), qui perd la guerre et dont les vainqueurs se partagent les dépouilles dans les Balkans. La seconde guerre balkanique (30 juin-10 août 1913) oppose la Bulgarie, d'un côté, à la Serbie et la Grèce de l'autre, auxquelles se joignent la Roumanie, puis la Turquie. La seconde guerre balkanique s'achève en août par la défaite de la Bulgarie. Le traité de Bucarest prive la Bulgarie de ses conquêtes territoriales antérieures : la Macédoine est divisée entre Grèce et Serbie, la Roumanie récupère la nouvelle Dobroudja (peuplée à 48 % de Bulgares et 3 % seulement de Roumains), la Turquie récupère Andrinople et une grande partie de la Thrace.

« *Tel fut l'épilogue des guerres balkaniques. Elles n'apaisèrent personne et ne résolurent aucun problème. La question des Balkans, demeurée irrésolue pour les puissances européennes et les petits Etats balkaniques, était prête, à n'importe quel moment, à se transformer en un conflit diplomatique ou militaire* » à l'échelle mondiale, écrit Léon Trotsky en 1926 dans l'introduction à la réédition des reportages de guerre qu'il avait réalisés en 1912-1913, alors qu'il était correspondant pour le journal libéral *Kievskaja Mysl'*. On le sait, c'est dans les Balkans — à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine, alors territoire appartenant à l'empire d'Autriche-Hongrie — qu'un an après la fin de la deuxième guerre balkanique, aura lieu l'événement « contingent » qui réalise le nécessaire, l'assassinat du prince-héritier François Ferdinand par des activistes serbes.

QUESTION NATIONALE, "BALKANISATION" ET RÔLE DES GRANDES PUISSANCES

Il est impossible de comprendre les raisons des guerres balkaniques de 1912-1913, prélude à la guerre impérialiste, comme il n'est pas possible de comprendre la situation actuelle des Balkans, sans partir d'une analyse marxiste de la question nationale dans cette région du monde. En pleine guerre de dislocation de la Yougoslavie, en 1992, notre revue (2) écrivait :

« Parler de l'existence de problèmes nationaux non réglés dans la région balkano-danubienne est une évidence qui voit une multitude de peuples demeurer imbriqués dans une même région et au sein d'un même Etat, tantôt comme nations dominantes (par exemple, les Albanais en Albanie), tantôt comme minorités opprimées (les Albanais au Kosovo). Mais est-ce là le fait des peuples, ou le fait de ceux qui ont tracé les contours de ces Etats ?

Il ne s'agit pas ici de revenir sur la formation historique du problème des nationalités dans les Balkans, mais de souligner comment celui-ci s'est trouvé posé à l'époque moderne, à l'époque du capitalisme, au moment où la liquidation du féodalisme a signifié l'explosion d'un cadre ancien étouffant les forces productives et la mise en place de nouveaux cadres permettant leur développement. Ainsi se sont constitués les Etats modernes. La capacité de ces Etats (ou leur incapacité en ce qui concerne les Balkans) de s'ériger comme Etats-nations est directement liée au degré atteint par la révolution bourgeoise.

La destruction du féodalisme par la révolution bourgeoise et l'unification nationale qui en découlait ont créé les bases d'un essor des forces productives appuyé sur un nouveau régime social. Ce fut le cas en France, en Angleterre ou en Hollande. C'est ce qui a donné son caractère progressiste à la bourgeoisie ascendante. Mais ce processus ne put aboutir là où la bourgeoisie se montra incapable de mener à son terme ce rôle révolutionnaire. Le développement inégal et combiné de la société européenne illustre en particulier cette incapacité à régler complètement le problème national (...).

La fusion des petites unités balkaniques au sein de nations plus larges, qui aurait ouvert la voie au développement d'une production marchande élargie et à celui des forces productives — ce qu'avaient envisagé Marx et Engels pour l'Europe centrale en 1848 —, fut contrecarrée par le développement historique.

Car si, d'un côté, le développement capitaliste donna un nouvel essor aux aspirations nationales des peuples balkaniques, de l'autre, le surgissement du mouvement des masses dans les révolutions de 1830 et 1848 plaça les grandes puissances lancées à la conquête de l'Europe et du monde devant la nécessité de soumettre cet éveil des nationalités à leurs intérêts.

L'inégalité du développement économique signifia que nombre de bourgeoisies nées dans le berceau des empires féodaux ne purent se libérer elles-mêmes et réaliser leur propre révolution par crainte de déchaîner des soulèvements révolutionnaires qu'elles n'auraient pu contrôler. Elles abandonnèrent alors la tâche de centraliser l'Etat à l'aristocratie et à la monarchie, qui s'en acquittèrent bureaucratiquement en opprimant les peuples sous le joug des empires d'Autriche et de Turquie.

Quant aux bourgeoisies française et anglaise, qui avaient, elles, accompli leur révolution, elles collaborèrent avec les régimes autocratiques les plus arriérés du continent, comme la Russie ou la Turquie, contre les mouvements nationaux bourgeois des nations opprimées dans l'objectif de dominer l'Europe. Ainsi, elles acceptèrent et soutinrent le partage de la Pologne, l'écrasement de la révolution hongroise de 1848, la mise sous-tutelle des Balkans (...).

D'un côté, les nationalités subordonnées à l'Autriche ou à la Turquie ont cherché à s'émanciper, et ébranlé l'ordre établi, de l'autre, les impérialismes français et britannique avec la Russie ont transformé cette région en zone d'influence, utilisé les revendications nationales tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, selon leur objectif d'affaiblissement ou d'alliance avec l'empire ottoman ou autrichien. Toutes les grandes puissances ont repris le vieux mot d'ordre de la cour de Vienne pour les Balkans : "Diviser pour régner."

(2) *La Vérité*, n° 4 (610), *La question nationale dans le miroir de la Yougoslavie* (Lucien Gauthier).

Les impérialismes, en se disputant l'Europe, ont ainsi poussé au déclenchement des guerres balkaniques de 1912-1913, qui, opposant Grecs, Turcs, Roumains, Serbes, Bulgares, ont joué le rôle de préparatifs à la guerre mondiale de 1914.

Car l'impérialisme, foulant aux pieds les aspirations nationales des peuples qu'il n'utilisait qu'à son profit, ne pouvait donner à telle ou telle de ces aspirations une apparence de satisfaction qu'au travers des massacres, du chaos et de la guerre. C'est ce qui trouva sa plus sanglante expression dans la guerre de 1914-1918, qui redécoupa l'Europe "en taillant dans la chair des nations" (Léon Trotsky). »

GUERRES BALKANIQUES, IMPÉRIALISME ET FÉDÉRATION BALKANO-DANUBIENNE

Les guerres balkaniques, préludes à la guerre impérialiste, sont une illustration de ce que, trois ans plus tard, Lénine allait caractériser comme étant l'impérialisme, « *stade suprême du capitalisme* », c'est-à-dire une époque dans laquelle les forces productives étouffent dans le cadre du maintien du système fondé sur la propriété privée des moyens de production et des États nationaux.

La phase « ascendante » du capitalisme, au cours de laquelle la bourgeoisie était capable de développer les forces productives (à commencer par la classe ouvrière elle-même), de constituer et d'unifier des nations, et donc facteur de progrès pour la civilisation humaine, est définitivement terminée.

C'est dans ces conditions, comme cela est expliqué plus haut, que la bourgeoisie a été incapable de constituer, dans la région balkano-danubienne où pour des raisons historiques, peuples et nationalités sont étroitement imbriqués les uns aux autres, une forme d'État plus vaste que les petites entités existantes, permettant le développement des forces productives. Cette incapacité a été en grande partie le résultat de l'intervention des grandes puissances capitalistes européennes elles-mêmes engagées dans la conquête des marchés au

niveau mondial. Dès lors, toute tentative de « règlement » de telle ou telle question nationale dans les Balkans ne pouvait se faire qu'au détriment des autres, « au travers de massacres, du chaos et de la guerre ».

L'ère de l'impérialisme signifiait la mort définitive de toute tentative d'un règlement démocratique de la question nationale dans la région balkano-danubienne par la bourgeoisie, c'est-à-dire par la constitution d'une vaste fédération démocratique des peuples des Balkans et du Danube. Une perspective pourtant évoquée par les fractions les plus radicales et démocratiques de la bourgeoisie révolutionnaire de la région au cours du XIX^e siècle (depuis la Serbie jusqu'à la Hongrie).

Cette perspective — une union libre des peuples et nations libres de toute la région, reconnaissant les droits démocratiques de toutes les nationalités à égalité —, la seule qui puisse permettre d'avancer vers le règlement de la question nationale dans la région balkano-danubienne, abandonnée par la bourgeoisie, a été tout naturellement reprise par le prolétariat révolutionnaire, devenu la seule classe sociale capable de prendre en charge les aspirations nationales et démocratiques, car la seule classe sociale capable de combattre l'impérialisme et de le renverser.

C'est précisément pour cela que le *Manifeste des socialistes de Turquie et des Balkans*, déjà cité, réaffirmait au moment même du déchaînement de la première guerre balkanique :

« A l'idéal sanglant des nationalités de disposer du sort des peuples par la guerre et de marchander leurs droits et leurs territoires, nous répondrons par l'affirmation de la nécessité impérieuse, déjà proclamée à la conférence interbalkanique et socialiste de Belgrade de 1910, d'unir étroitement, sous la forme la plus démocratique, tous les peuples des Balkans et du Proche-Orient, sans distinction de race ou de religion. En dehors de cette Fédération des peuples de l'Europe orientale, il n'y a pas d'unité nationale et durable possible pour eux. Il n'y aura pas de progrès économique et social rapide, car leur développement sera continuellement menacé par des retours perpétuels de la réaction intérieure et de la domination étrangère. »

Le *Manifeste* s'appuyait en particulier sur la conférence organisée à Belgrade en juin 1910, réunissant des délégués de Serbie, Bulgarie, Roumanie, de l'Empire ottoman, du Monténégro, de Macédoine et des régions slovènes de l'empire d'Autriche-Hongrie. Soulignons le rôle majeur, dans l'organisation de cette conférence, du dirigeant social-démocrate serbe Dimitrije Tucović (1881-mort au front en 1914), fondateur du Parti social-démocrate en Serbie, collaborateur de Rosa Luxemburg et de Lénine dans la II^e Internationale, et militant inlassable du droit des peuples, notamment contre l'oppression des Albanais par la bourgeoisie serbe. Sa position sera déterminante dans l'opposition du Parti social-démocrate serbe à la guerre impérialiste en 1914, à l'opposé de la trahison de la direction de l'Internationale.

Une telle perspective était alors reprise par tous les courants composant la II^e Internationale, avant que la direction de celle-ci ne sombre lamentablement dans la soumission à son propre impérialisme en août 1914. Ainsi, Jean Longuet, dans *L'Encyclopédie socialiste* (1913), note ceci :

« Au lendemain de cette horrible boucherie, après les horreurs du choléra, des massacres, de la famine et les 150 000 cadavres jetés au Moloch militariste, aucune autre solution humaine et logique ne se présente encore aux belligérants épuisés, que la réalisation de cette confédération que les socialistes seuls avaient eu la clairvoyance de préconiser et de défendre depuis des années, et qui devra tôt ou tard se réaliser si on ne veut pas aboutir à des catastrophes plus graves encore. »

Même écho dans les articles que publie alors, contre les guerres balkaniques, le grand socialiste français (qui n'était pas marxiste) Jaurès, invoquant la perspective de cette

« grande Confédération balkanique qui aurait compris la Turquie régénérée en même temps que les Etats chrétiens unis et solidaires. C'était depuis des générations l'espérance et le vœu des plus illustres démocrates en Europe et en France. C'était le programme du petit groupe héroïque et sage des socialistes des Balkans » (3).

LES BOLCHEVIKS DE RUSSIE ET LES GUERRES BALKANIQUES

Ce n'est pas un hasard si c'est dans le mouvement ouvrier (clandestin) de l'empire tsariste russe, et plus précisément dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolcheviks), que le combat des socialistes balkaniques trouva un écho important.

Les bolcheviks de Russie étaient à plusieurs titres directement concernés par le combat pour la fédération balkanique. D'abord, parce que l'empire tsariste russe, l'un des bastions de la réaction en Europe, était particulièrement impliqué dans la manipulation des aspirations nationales (se présentant notamment comme « protecteur des peuples slaves ») et dans les préparatifs de guerre. L'historien Georges Castellan rappelle ainsi que s'il serait

« inexact de ne voir en elles que les heurts d'impérialismes européens, les guerres balkaniques n'en furent pas moins facilitées, voire encouragées, par les antagonismes des puissances, singulièrement celui de la Triple Alliance (4) contre la Triple Entente (5). La crise de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine avait mis fin à l'accord tacite de non-agression qui, depuis 1886-1887, présidait aux rapports entre Vienne et Saint-Pétersbourg dans la péninsule. Isvolsky et son successeur Sazanov oublièrent d'autant moins l'affront que celui-ci avait frappé une Russie déjà humiliée par sa défaite contre le Japon et affaiblie par la révolution de 1905 : les querelles balkaniques offraient à l'empire des tsars des possibilités de revanche sans affrontement direct avec les puissances de la Triple Alliance. C'est sous l'égide de Saint-Pétersbourg que les Etats des Balkans esquissèrent des rapprochements, puis des alliances, pour parvenir à un partage de l'héritage ottoman en Europe. »

C'est ainsi que l'empire tsariste fut le principal promoteur de la constitution de la « deuxième ligue balkanique » (Serbie,

(3) *La Dépêche de Toulouse*, 25 novembre 1912.

(4) Alliance diplomatique et militaire entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

(5) Alliance diplomatique et militaire entre la France, la Grande-Bretagne et l'empire tsariste russe.

Bulgarie, Grèce, Monténégro), qui déclencha les hostilités contre l'Empire ottoman en octobre 1912. Pour l'empire tsariste, comme pour les autres grandes puissances,

« les intérêts et les prétentions des grands pays européens se nouent dans les Balkans autour des détroits, des sphères d'influence et des débouchés maritimes (...). Les visées expansionnistes autrichiennes se heurtaient aux résistances de la Russie ; cette dernière avait ses propres intérêts dans la péninsule balkanique, qu'elle poursuivait alternativement, à travers la Serbie ou la Bulgarie. Durant les périodes de refroidissement de ses rapports avec la Bulgarie, la Serbie devait être préservée en tant que royaume indépendant et être renforcée. Une Serbie forte, ou, comme on disait alors, une Grande Serbie, devait servir de rempart et de vecteur à la politique russe dans les Balkans » (Léon Trotsky, 1926, dans la présentation à la réédition de ses correspondances de guerre parues dans la *Kievskaja Mysl'*).

Mais la position nette du POSDR(b) sur la question balkanique en 1912 tient également au fait que le combat du prolétariat pour la fédération balkanique, c'est-à-dire pour le règlement démocratique de la question nationale, recoupait pleinement les positions du parti sur la question nationale dans les conditions de la « prison des peuples » qu'est l'empire tsariste, où la nationalité dominante (Grand-Russe) opprime plus de cent nationalités. Une politique nationale élaborée tout particulièrement sous la direction de Lénine. Une position intransigeante pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, y compris leur droit à se séparer. Une position cherchant à dégager l'avant-garde prolétarienne de toute forme, même la plus minime, d'adaptation au chauvinisme grand-russe, condition pour unifier l'ensemble de la classe ouvrière de l'empire indépendamment de la nationalité dans une seule organisation révolutionnaire. Cette politique du Parti bolchevique sur les nationalités sera un élément déterminant pour la victoire de la révolution en octobre 1917, ralliant les nationalités opprimées à la révolution prolétarienne.

Ces deux raisons expliquent certainement la netteté des formules de l'Appel du comité central du POSDR(b) adressé aux ouvriers et citoyens de Russie au début de

la première guerre balkanique. L'appel inscrit d'emblée la guerre dans les Balkans comme l'expression de l'impasse à laquelle conduit le maintien de la domination capitaliste et comme le prélude d'une guerre générale de brigandage :

« La guerre a éclaté aux Balkans entre la Turquie et quatre Etats. On prévoit une guerre générale européenne et l'on s'y prépare malgré tous les démentis mensongers des gouvernements russe et autrichien. Les paniques boursières à Vienne et à Berlin, à Paris et à Londres, montrent que les capitalistes dans toute l'Europe ne voient pas la possibilité de maintenir la paix européenne. Toute l'Europe veut prendre part aux événements des Balkans ! Tous veulent intervenir en faveur des réformes et même pour la liberté des peuples balkaniques. En réalité, la Russie veut s'emparer d'un morceau de la Turquie asiatique et s'établir au Bosphore. L'Autriche a les yeux fixés sur Salonique, l'Italie convoite l'Albanie, la Grande-Bretagne l'Arabie, et l'Allemagne vise l'Anatolie. La crise devient de plus en plus menaçante. »

Plus nettement que tout autre document émanant des organisations ouvrières de l'époque, l'appel du comité central du POSDR(b) inscrit la première guerre balkanique non seulement dans la montée vers la guerre impérialiste, mais dans la montée vers la révolution mondiale. Il déclare :

« Des centaines de milliers et de millions d'esclaves du capital et de paysans opprimés par la féodalité doivent sacrifier leur vie pour les intérêts dynastiques de quelques brigands couronnés, pour les profits de la bourgeoisie qui convoite les terres étrangères. La crise balkanique est un chaînon dans la série des événements qui, à partir du commencement du XX^e siècle, a conduit au renforcement de l'opposition des classes et des nationalités, aux guerres et révolutions. La guerre russo-japonaise, la révolution russe, une série de révolutions asiatiques, la rivalité et l'hostilité grandissante des Etats européens, les incidents belliqueux du Maroc, le brigandage italien de Tripoli ont tous préparé la crise actuelle (...). Les gouvernements excitent à la guerre et ils la craignent, car ils savent que la guerre mondiale peut signifier la révolution mondiale (...).

“Une république fédérative des Balkans !” : c'est le cri de nos camarades socialistes des pays balkaniques. En

poursuivant ce but, ils défendent le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ainsi que leur complète libération, afin de préparer ainsi le terrain à une lutte de classe de grande allure, c'est-à-dire au socialisme. »

Et l'appel du comité central du POSDR(b) de prendre nettement position contre son propre impérialisme (au moment où celui-ci se présente frauduleusement comme le protecteur des Slaves balkaniques) :

« La politique internationale du tsarisme russe est une scène ininterrompue de crimes et de violences inouïes, d'intrigues malpropres et basses contre la liberté des nations, contre la démocratie, contre la classe ouvrière. Le tsarisme égorge et opprime en Perse avec l'aide des libéraux d'Angleterre ; il mine la République chinoise, il se prépare à s'emparer du Bosphore et à étendre "ses" terres au détriment de la Turquie d'Asie. La monarchie était un gendarme européen au XIX^e siècle lorsqu'elle armait des serfs russes et réprimait la révolte en Hongrie. Cette même monarchie tsariste apparaît aujourd'hui au XX^e siècle dans le même rôle du gendarme européen et asiatique. Le tsar Nicolas II le sanglant, qui a chassé la Première et la Deuxième Douma, qui a répandu le sang à travers la Russie, qui opprime la Pologne et la Finlande, qui, de connivence avec les Cent-Noirs, pratique la politique de l'étranglement des Juifs et d'autres éléments "étrangers", ce tsar, dont les fidèles ont fusillé les ouvriers de la Lena et poussé les paysans de toute la Russie jusqu'aux frontières de la faim, ce même tsar se donne comme le défenseur de la liberté et de l'indépendance des Slaves. »

Et de conclure que

« seule la disparition révolutionnaire du tsarisme peut garantir le libre développement de la Russie et de l'Europe orientale. Seule la victoire de la République fédérative des Balkans, à côté du triomphe de la République en Russie, peut

libérer des centaines de millions d'hommes des abominations de la guerre, de l'oppression douloureuse et de l'exploitation en temps dit de paix. »

Écrites alors que se déchaînent les massacres et que s'entregorgent les différentes nationalités des Balkans, premier pas vers la boucherie impérialiste mondiale, ces lignes n'en sont pas moins une boussole qui va permettre à une avant-garde d'ouvrir une autre voie, lorsque les soviets d'ouvriers et paysans prendront le pouvoir en octobre 1917.

Pour conclure, car il n'est pas lieu dans cet article d'évoquer en détail les événements qui vont se succéder dans les Balkans pendant le siècle qui nous sépare des guerres balkaniques, nous dirons simplement qu'il n'y a aucun hasard au fait que le parti de Lénine ait saisi jusqu'au bout la portée révolutionnaire internationale du mot d'ordre de fédération balkano-danubienne. Les événements ultérieurs (constitution d'une fédération yougoslave portée par la guerre révolutionnaire de 500 000 partisans de toutes nationalités, guerre civile en Grèce, opposition de Staline et de la bureaucratie à la constitution d'une fédération balkanique et rupture de la bureaucratie avec la Yougoslavie, guerres de destruction de la Yougoslavie par l'impérialisme et ses relais dans les bureaucraties, « protectorat » américain dans les Balkans, intervention de l'OTAN, de l'Union européenne, etc., accords de Dayton, « indépendance » du Kosovo... jusqu'aux derniers récents soulèvements ouvriers de Bosnie en février 2014, sous le mot d'ordre « *Mort au nationalisme* ») ont confirmé que le combat pour la fédération libre des peuples libres des Balkans a été et reste un puissant levier du combat révolutionnaire sur le continent européen.

Dominique Ferré

Les fraternisations et leur signification

Par Pierre Roy

On peut indiquer en commençant cet article que bien des militants révolutionnaires de grande valeur (du côté allemand, on pense, à Karl Liebknecht, à Rosa Luxemburg et à tous ceux qui étaient peu ou prou associés à leurs écrits et leurs actions ; on pense, du côté de la France, à Rosmer, Monatte, Trotsky avant son expulsion, et à leurs amis) n'ont pas su que des fraternisations avaient eu lieu sur le front. Il n'y a pas d'autre explication possible au fait que nulle part, à ma connaissance, dans leurs écrits, ils n'y fassent allusion.

Exilé en Suisse, Lénine a pu, quant à lui, consulter une presse relativement libre ; la presse anglaise, moins censurée, au moins durant les premiers mois de la guerre, et la presse helvétique. Il a donc été assez vite au courant de ces événements, et il en a tiré les leçons politiques dans le journal de la fraction bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR).

Nous allons d'abord donner quelques faits tels qu'ils sont relatés par deux acteurs de ces événements.

LES FAITS

Et pour commencer, évoquons ce que relate le caporal Barthas, tonnelier socialiste de l'Aude, qui a vécu une scène de fraternisation en décembre 1915 et en rend

compte. La scène se passe dans le secteur de Neuville-Saint-Vaast, il pleut. Il pleut tellement que boyaux et tranchées disparaissent sous l'eau. Les abris s'effondrent. Les efforts pour contenir l'inondation se révèlent inefficaces. Le 10 décembre,

« en maints endroits de la première ligne, les soldats durent sortir des tranchées pour ne pas s'y noyer ; les Allemands furent contraints d'en faire de même et l'on eut alors ce singulier spectacle, deux armées ennemies face à face sans se tirer un coup de fusil » (1).

La progression, dans le récit du caporal, est la suivante : on ne tire pas ; on se regarde ; on prend conscience de la communauté des souffrances. Après, ce sont des sourires, des échanges de tabac, de vin ou de café, de paroles aussi, dans la mesure du possible. On se serre la main. La fraternisation est en elle-même une condamnation implicite de la guerre. Plus tard, les choses deviennent encore plus claires lorsqu'un Allemand, après un discours compris seulement de ses compatriotes, brise son fusil dans un geste de colère. Alors, écrit Barthas, *« des applaudissements éclatèrent de part et d'autre et L'Internationale retentit » (2).*

(1) *Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier.*
(2) Extrait de *Frères de tranchées*, Marc Ferro, Malcolm Brown, Rémy Cazals, Olaf Mueller, chapitre 2 (écrit par Rémy Cazals), *« Ici, les Français et les Boches parlent ensemble comme en temps de paix »*, p. 78.

Citons maintenant Rouvière (Camille Arthur Augustin), qui a fait la guerre de 1914, affecté à un poste de mitrailleuse et qui a écrit des notes dans des cahiers que ses descendants ont publiées sous le titre *Journal de guerre d'un combattant pacifiste* (Atlantica, 2007). Il évoque un moment de fraternisation (pp. 119-20) :

« 16 novembre 1915 — [...] Beaucoup de brouillard en plaine. Beaucoup de Fritz, aussi. Ils déambulent, béats, en calots. Ils sont couverts de boue.

On dit bien : "Ils ne s'en font pas ! Ce culot !" Mais les fusils se taisent. Mieux, des copains se risquent, s'éloignent, assez loin... Puis ils reviennent — un cigare au bec ! Et les Fritz s'aventurent, assez près...

Puis, le quart à la main, ils nous invitent. Leur jus est si chaud ! Le nôtre si froid !

"Gnôle ?

— Ya !"

Ça va mal pour la revanche ! Ça va mal pour la guerre !

Les "ennemis" tellement semblables ! Se flairent, se frôlent, se scrutent, se révèlent les uns aux autres.

Des fantassins, des clochards, des bonshommes, des pauvres types : voilà ce que nous sommes, eux et nous, sous le même uniforme : la boue, contre un même ennemi : le cambouis glacé, dans un même tourment : les poux ; un même, crucifiement : par le canon. Ah ! Le canon, qui tape partout ! Le canon ! Ce fouet génial des maîtres pour parquer ou pousser les troupeaux ! Le canon que Dieu laisse faire ! Le canon, qui prouve Dieu par la cruauté et le cœur des parias par la redoutée fraternisation !

Il y a sur notre gauche un poste d'écoutes allemand, à quinze mètres. Un à un, ses occupants se lèvent. Découverts jusqu'à la ceinture, ils manifestent pour la paix.

On leur crie : "Guten Tag !"

Ils répondent par des acclamations. Et les rires pactisent.

On insinue : "Kommen Sie mit uns ?"

Alors tout le poste brandit ses mausers croisées en l'air. Des mouchoirs flottent. Cependant que Berceau entonne : "Komm Karolin, komm..."

Soudain, les Fritz disparaissent. Un seul émerge encore du trou et il souffle : "Unter Offizier !", avant de s'effacer...

Chez nous, alerte. Un adjudant du 246^e : "Alors, on fraternise ? Vos noms !"

Et il file.

Une heure après, même scène, corsée d'un rabiot de gradés : "Alors, qui a

commencé ? Les Boches ? Et qu'avez-vous dit ? Et qu'ont-ils dit ? Sergent Boccage, vous n'y coupez pas ! Conseil de guerre !" Là dessus, exit... tandis que nous rentrons dans la sauce où les officiers ne séjournent point.

Le 75 maintenant. Le 77, ensuite. Une Hotchkiss. Une volée de 105. Et voilà !

Guerre aux hommes de bonne volonté !
Pluie. Grêle. Neige. On signale un coup de mine. »

LE POINT DE VUE DE LENINE

« Le 8 janvier [1915], on mandait de Berlin aux journaux suisses :

"Ces derniers temps, les journaux ont publié à plusieurs reprises des informations relatives à des tentatives de rapprochement pacifique entre les tranchées allemandes et françaises. La *Tägliche Rundschau* communique qu'un ordre de l'armée en date du 29 décembre interdit la fraternisation et, en général, tout rapprochement avec l'ennemi dans les tranchées ; toute infraction à cet ordre sera réprimée comme un crime de haute trahison."

Donc la fraternisation et les tentatives de rapprochement sont un fait. Le haut commandement allemand s'en inquiète : il lui reconnaît donc de l'importance. Le journal ouvrier britannique *Labour Leader* du 7 janvier 1915 reproduit toute une série d'extraits de journaux bourgeois anglais faisant état de cas de fraternisation entre soldats anglais et allemands, qui ont organisé (pour la Noël) des "armistices de 48 heures" des rencontres amicales à mi-chemin entre les deux lignes de tranchées etc. Le haut commandement britannique a interdit la fraternisation par un ordre spécial. Alors que les opportunistes socialistes et leurs défenseurs (ou leurs valets ?) s'évertuaient dans leur presse (comme Kautsky) à persuader les ouvriers, d'un air plein de suffisance et avec la tranquille assurance, que la censure militaire leur épargnerait tout démenti, que les accords entre socialistes des pays belligérants en vue d'actions contre la guerre étaient impossibles (expression littérale de Kautsky dans la *Neue Zeit*) ! »

Et Lénine, pour souligner l'importance politique, à ses yeux considérable, de ces faits, imagine ce qui se serait produit si la II^e Internationale, au lieu de trahir comme elle l'a fait la cause ouvrière, avait eu une

politique conforme à des buts révolutionnaires :

« *Imaginez que Hyndman, Guesde, Vandervelde, Plékhanov, Kautsky, etc., au lieu de se faire comme maintenant les complices de la bourgeoisie, aient constitué un comité international pour l'agitation en faveur "de la fraternisation et des tentatives de rapprochement" entre socialistes des pays belligérants, "dans les tranchées" aussi bien que parmi les troupes en général. Quels auraient été les résultats au bout de plusieurs mois, si aujourd'hui, six mois après la déclaration de guerre, et contre la volonté de tous les gros bonnets, des chefs et des étoiles de première grandeur qui ont trahi le socialisme, une opposition monte partout contre ceux qui ont voté les crédits et contre les coureurs de portefeuilles ministériels, et que le haut commandement agite la menace de la peine capitale contre la "fraternisation" !* »

Et Lénine conclut alors :

« "En pratique, une seule question se pose : la victoire ou la défaite de son propre pays", écrivait Kautsky, le laquais des opportunistes, en pleine communion avec Guesde, Plékhanov et Compagnie. Oui, si l'on oublie le socialisme et la lutte de classes, c'est exact. Mais si l'on n'oublie pas le socialisme, c'est faux : il se pose une autre question pratique. Périr dans la guerre entre les esclavagistes, en restant un esclave aveugle et impuissant, ou bien périr pour "des tentatives de fraternisation" entre les esclaves, afin de renverser l'esclavage ?

Telle est, en réalité, la question "pratique" (3).

Lénine revient sur cette question le mois suivant. En effet, dans une lettre en date du 9 février 1915 à la rédaction de *Nache Slovo* (4) qui proposait un plan de lutte commun contre le « social-patriotisme officiel », Lénine demandait « d'appliquer immédiatement et fermement la résolution de Bâle ». Il énumérait alors les différents points que cela impliquait. En voici le point 6 :

« *Soutenir toutes les tentatives de rapprochement et de fraternisation dans l'armée et dans les tranchées entre les socialistes des pays belligérants, malgré les interdictions des autorités militaires d'Angleterre, d'Allemagne, etc.* » (5).

PORTÉE DU POINT DE VUE DE LÉNINE, ACTION DE LIEBKNECHT, ÉTAT D'ESPRIT DES SOLDATS

Il ne s'est donc pas agi pour Lénine d'une attitude anecdotique. Il insiste, selon son habitude, sur le côté *pratique* et, à mon avis, c'est chez Karl Liebknecht qu'il trouvera la formulation populaire de l'orientation défaitiste révolutionnaire qu'il avait dégagée dès le début du conflit ; la formule de Liebknecht était : « *L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays !* »

En effet, définir le fond d'une politique révolutionnaire dans le cadre d'une guerre impérialiste (« *la défaite de son propre pays est un moindre mal* », dans la mesure où elle déchaînera à plus ou moins long terme les forces de la révolution dans tous les camps des pays belligérants), est une chose, et la traduire en un mot d'ordre de ralliement pour les masses en est une autre. Sans qu'ils aient pu — à ma connaissance — se concerter, les deux révolutionnaires, Lénine et Liebknecht, parce que l'un et l'autre travaillaient de toutes leurs forces à une issue révolutionnaire à la grande boucherie de 14-18, se retrouvèrent sur une ligne commune.

Karl Liebknecht militait sur une ligne révolutionnaire au cœur de la puissance impérialiste allemande, d'abord en tant que député au Reichstag, puis, déchu de son immunité parlementaire, comme simple soldat de la territoriale, avant d'être condamné à des années de forteresse dont le sortit l'armistice. Il connaissait de l'intérieur l'état d'esprit des masses envoyées à la boucherie par le gouvernement allemand. Il avait acquis une grande

(3) Lénine : « *Pour illustrer le mot d'ordre de la guerre civile* » (*Œuvres*, édition en français, 1960, tome 21), article paru dans *Le Social-démocrate*, n° 40, 29 mars 1915.

(4) *Nache Slovo* était le journal de l'émigration russe paraissant en France, dont Trotsky, en exil à Paris, était le directeur ; il exprimait un point de vue révolutionnaire qui se rapprochait de celui des bolcheviks, avec des nuances que la révolution russe résoudra, puisque l'organisation inter-rayons dirigée par Trotsky fusionnera très vite avec le Parti bolchevique.

(5) Lénine, *Œuvres*, tome 21, p. 124.

connaissance du militarisme impérialiste des grands pays européens durant toute son action militante avant la guerre.

Dès qu'on sut qu'il avait rompu la discipline du vote bloqué de son parti à la fin de 1914, il acquit un immense prestige parmi les soldats, dans l'Europe entière, des deux côtés de la ligne de front. C'est son nom qui est cité par les soldats allemands quand ils fraternisent, c'est un nom qui est connu aussi des poilus français ; c'est son exemple que les trois députés français revenus de Kienthal (6) invoqueront pour refuser de voter les crédits de guerre à partir du 24 juin 1916. Liebknecht était devenu un étendard. Paradoxe de la situation : Liebknecht, qui, à ma connaissance, ignorait le phénomène des fraternisations, fut pour beaucoup de soldats des deux camps antagonistes un emblème. Mais le paradoxe n'est qu'apparent dans la mesure où toute l'action de Karl Liebknecht allait dans le sens du rapprochement des soldats des deux côtés de la ligne de front.

Liebknecht fut clairement l'emblème de la fin de la guerre et de la révolution. Son nom était en quelque sorte la concrétisation de cette aspiration à en finir avec l'enfer et à bâtir un monde nouveau où de telles horreurs ne soient plus concevables

FRATERNISATION SUR LE FRONT RUSSE, "UNE VOIE VERS LA PAIX"

Une fois la révolution russe commencée en février 1917, le tsarisme renversé, on sait que la section militaire du soviet de Petrograd d'ouvriers et de soldats prit des décisions qui mirent fin à la réglementation militaire et instituèrent un nouvel ordre disciplinaire (7).

Si, au début, la question des fraternisations — qui n'entraient pas dans le programme du soviet, en retard sur l'état d'esprit de la troupe — n'est pas posée (l'esprit des responsables du soviet reste « défensiste »), elle va bientôt l'être spontanément au printemps, par les soldats allemands pour commencer (8). Puis les Russes s'y mirent aussi. Tout se passait alors comme si la révolution russe pouvait

faire tache d'huile, chez ceux d'en face, les Allemands. Les chefs militaires russes recoururent à l'artillerie pour tenter de stopper les fraternisations, en rendant impossibles par la canonnade les contacts « pacifiques » entre les deux armées. Ils ne purent enrayer la décomposition galopante de l'armée, les moujiks voulant désormais rentrer chez eux pour s'emparer des terres du barine (*seigneur*), hier tout-puissant et aujourd'hui profondément déstabilisé.

Si on relit la littérature politique alors sortie par le Parti bolchevique, sous la plume de Lénine, on constatera que cette question des fraternisations est au cœur de la stratégie révolutionnaire, totalement intégrée aux grands mots d'ordre de la « paix » tout de suite et de la « terre » à ceux qui la travaillent. Relisons Lénine, écrivant dans la *Pravda* du 28 avril 1917 :

« Les capitalistes tournent en ridicule les fraternisations ou bien les attaquent furieusement avec mensonges et calomnies en insistant sur la façon dont les Allemands veulent tromper les Russes. Ils menacent, au travers de leurs généraux et officiers, de punir sévèrement tous ceux qui sont coupables de fraternisation. »

Du point de vue de la sauvegarde du droit sacré à la propriété du capital et de ses profits, c'est tout à fait bien vu ; de fait, pour que la révolution prolétarienne soit détruite dans ses débuts mêmes, il est nécessaire d'interpréter les fraternisations à la façon dont les capitalistes y procèdent.

Or les ouvriers conscients, les semi-prolétaires et paysans pauvres qui, guidés par l'instinct même des classes opprimées, marchent dans les traces des ouvriers conscients, voient les fraternisa-

(6) Les députés s'appelaient Alexandre Blanc (Vaucluse), Pierre Brizon (Allier), Raffin-Dugens (Isère) ; ils réagirent aussi, par la voix de Pierre Brizon, aux exécutions pour l'exemple qui mirent fin aux refus de monter au front, après la calamiteuse offensive Nivelle (mutineries), en avril-mai-juin 1917, sur le front de Champagne (Chemin des Dames).

(7) « Outre l'élection de comités de soldats, seuls habilités à entériner les ordres venus d'en haut, ce Prikaze (la décision du soviet appelée Prikaze 1) faisait surtout grief aux officiers des abus dont les combattants avaient été victimes : sanctions excessives et notamment fustigations pour un oui ou pour un non, voies de fait, langage grossier, injustices, arbitraires », *Frères de tranchées*, Marc Ferro (sous la direction de), Perrin, 2005, pp. 230-231.

(8) Cf. Ferro, *ibidem*, p. 234.

tions avec la plus vive sympathie ; il est évident que les fraternisations sont une voie vers la paix.

Il est évident que cette voie ne va pas dans le sens des gouvernements capitalistes, mais va au contraire dans un sens opposé. Elle développe, renforce, consolide le sentiment de confiance fraternelle qui unit les travailleurs des différents pays. Elle commence à miner la discipline maudite de ces casernes-prisons, la discipline exigeant une soumission absolue envers "ses" officiers et généraux, envers leurs capitalistes, car les officiers et les généraux sont pour la plupart soit membres de la caste capitaliste soit ses défenseurs.

*Il est évident que les fraternisations constituent une initiative révolutionnaire des masses, qu'elles signifient l'éveil de leur conscience, l'esprit de courage des classes opprimées ; **qu'elles sont, en d'autres mots, un des nœuds de la chaîne qui conduit à la révolution socialiste prolétarienne** (souligné par nous).*

Vivent les fraternisations. Vive la révolution socialiste mondiale prolétarienne » (9).

Les mots utilisés par Lénine sont frappants : nous avons souligné la dernière phrase de l'avant-dernier paragraphe qui donne tout le contenu révolutionnaire accordé par son auteur aux fraternisations. Certes, un processus révolutionnaire s'était ouvert en Russie, et ce processus accélérerait, démultiplierait la force des fraternisations elles-mêmes, mais cela n'empêcha pas Lénine, dans un contexte bien différent dès le début de la guerre, de reconnaître la valeur hautement subversive de ce genre d'événement. De le considérer comme un des maillons du processus révolutionnaire.

Bien entendu, un maillon à lui tout seul ne fait pas la chaîne, et des fraternisations isolées d'une intense lutte des classes peuvent être finalement sans influence déterminante sur le cours des événements. Ce qui ne les empêche sans doute pas de s'inscrire dans la mémoire, la conscience de ceux qui vécurent de telles situations et, le cas échéant, participer à la maturation d'une situation révolutionnaire, bien après que les faits relatés se sont produits. Et puis, il serait utile de mesurer l'influence qu'ils ont eue sur le cours même de la guerre. Mais c'est un autre sujet.

Les historiens ont encore à travailler pour prendre la mesure complète du phénomène des fraternisations. Sujet resté longtemps tabou, me semble-t-il, pour la recherche historique. Et c'est un champ d'investigation très vaste, sinon facile, qui s'ouvre aux chercheurs.

Sujet éminemment politique aussi, et qui n'a rien perdu de son actualité, car, sous des aspects inattendus, imprévisibles, les formes de la guerre ayant évidemment beaucoup changé, on doit le retrouver dans les conflits impérialistes de notre temps. Cela devrait faire l'objet d'une autre étude, mais dans ces conflits, il est possible que des phénomènes de rapprochement entre les camps se produisent. En eux-mêmes, auraient-ils une portée suffisante pour changer la donne, ici ou là ? Je n'en sais rien, mais si de tels phénomènes étaient repérés, ils devraient être reconnus comme constitutifs des poussées révolutionnaires de notre époque.

Pierre Roy

(9) Cf. Ferro, *ibidem*, pp. 236-237.

Le mouvement ouvrier en France avant et au début de la guerre

Par Jean-Marc Schiappa

1) LA SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER EN 1914

A la différence d'autres pays, notamment la Grande-Bretagne et l'Allemagne, le mouvement ouvrier en France ne fonctionne pas sur le binôme parti-syndicat.

Cela s'explique par l'histoire même de ce mouvement, émiétté, divisé, qui s'est lentement reconstitué après la Commune de Paris, dans un paysage social et politique d'un pays encore rural et artisanal. La République bourgeoise n'a pu s'asseoir qu'en faisant des concessions à la classe ouvrière et à la démocratie parlementaire.

Depuis 1895, les syndicats sont réunis au sein de la Confédération générale du travail). Celle-ci fait coexister plus ou moins harmonieusement en son sein des tendances totalement antagoniques ; cela va des « guesdistes », qui se disent marxistes, pour qui le syndicat est une courroie de transmission et qui a un rôle subordonné au parti. Pour eux, il faut « *prendre l'Etat avant de tenter la reprise de la propriété capitaliste* ». On compte des réformistes assumés comme Keufer qui explique :

« *Se placera-t-on sur un terrain moins théorique, plus pratique pour la conquête d'améliorations quotidiennes ? Vaut-il mieux organiser la résistance aux abus,*

barrer la route au passé et marcher progressivement vers notre idéal ? Personnellement, je suis un partisan résolu de cette dernière méthode, estimant qu'à chaque jour suffit sa peine. »

Il y a aussi, même surtout, les syndicalistes révolutionnaires qui, après avoir été une minorité dans le mouvement syndical, ont un rôle de direction et pour qui le syndicat est à la fois l'organe de l'amélioration du quotidien du travailleur et l'organe qui accouchera de la société future à travers la révolution ; le moyen privilégié, pour eux, est la grève générale.

La synthèse est permise par la Charte d'Amiens (1906) qu'il faut toujours rappeler :

« "La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat." *Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être*

des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »

Il faut relever l'inexistence du syndicalisme chrétien, la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC, dont sortira, en 1964, la CFDT) n'apparaît qu'en 1919 contre la vague révolutionnaire d'après-guerre.

D'autre part, la CGT regroupe en 1914 de l'ordre de 300 000 salariés sur 7 millions. C'est une tradition française, le mouvement syndical n'a pas les effectifs comparables à d'autres pays. Il n'en est pas moins une force considérable.

Politiquement, le courant socialiste a été longtemps et violemment divisé. On ne compte pas moins de cinq courants, par ailleurs peu structurés.

Les marxistes, ou qui se considèrent comme tels, sont regroupés autour de Paul Lafargue et de Jules Guesde, d'où leur nom de « guesdistes ». Si leur mérite historique est d'avoir constitué, les premiers, un parti ouvrier et d'avoir défendu la lutte des classes, ils se caractérisent par un dogmatisme et un sectarisme sans égal. Pour eux, c'est la révolution ou rien. Ainsi, sur la Révolution française, Jules Guesde écrit en juillet 1897 :

« Le prolétariat a autre chose à faire qu'à poursuivre la révolution du tiers état dont il a fait les frais. »

Comme si ce n'était pas la noblesse et le clergé qui avaient « fait les frais » de la Révolution française ! A propos de l'affaire Dreyfus, qui voit un officier condamné à tort parce que « juif » et quand cette affaire met le pays au bord de la guerre civile, leur manifeste du 24 juin 1898 écrit :

« Les prolétaires n'ont rien à faire de cette bataille. Ils n'ont, du dehors, qu'à compter les coups. »

Du « dehors », c'est exactement ce qu'est le guesdisme. C'est pour cela qu'ils vont combattre la Charte d'Amiens, par exemple.

Un autre grand courant est appelé « blanquiste » parce que ses militants se réclament de Louis Blanqui, révolutionnaire, considéré par Marx comme « *la tête et le cœur du prolétariat français* ». Si leur dévouement est incontestable, leur faiblesse théorique et leurs constantes références à un passé glorieux mais mythifié (la Révolution française, notamment) leur fait perdre le sens des réalités.

Beaucoup plus modérés, on trouve les « possibilistes », appelés également « broussistes », du nom de leur principal dirigeant, Paul Brousse. Ils considèrent que tout ce qui est possible doit être fait, du moment que cela va « *dans le bon sens* ». Incontestablement, ce sont des réformistes. Honteusement, l'ancien ministre socialiste Vincent Peillon s'en réclame, à une différence (de taille) près. Pour les possibilistes, le socialisme était l'objectif ultime ; pour Peillon, le capitalisme est indépassable.

Ce courant a connu une scission de gauche, les « allemanistes » du nom de Jean Allemane, plus syndicalistes, plus anticléricaux, mais dépourvus d'un corpus théorique quelconque.

La principale figure des « socialistes indépendants » est Jean Jaurès. Le principal dirigeant socialiste en France n'était pas marxiste ; plus exactement, il était d'un marxisme très relatif et, sur certains points essentiels, il s'y opposait nettement. Il est difficile de résumer en quelques lignes Jaurès. Le plus simple, dans une revue comme la nôtre, est de renvoyer à l'interview donnée à *Informations ouvrières* par l'historien Gilles Candar, d'une part, et de donner la parole à Trotsky, d'autre part.

Trotsky, qui avait croisé Jaurès à plusieurs reprises, écrit en 1915 :

« Par ses conceptions, Jaurès était et restait un réformiste. Mais il possédait une étonnante faculté d'adaptation et en particulier d'adaptation aux tendances révolutionnaires du moment. »

Il ajouta en 1920 :

« L'idéologue de la démocratie, Jaurès, représentait la démocratie comme le tribunal suprême de la nation au-dessus

des classes en lutte. (...) Ardent défenseur des intérêts du prolétariat et profondément dévoué au socialisme, Jaurès, tel le tribun d'une nation démocratique, s'est levé contre l'impérialisme. »

Et en 1922 :

« Et nous pouvons dire maintenant, et nous pourrions dire demain, que chaque parti révolutionnaire, chaque peuple opprimé, chaque classe ouvrière opprimée, et surtout l'avant-garde des peuples et des classes ouvrières opprimées, l'Internationale communiste, peuvent se réclamer de Jaurès, de sa mémoire, de sa figure, de sa personnalité. Jaurès est notre bien commun, il appartient aux partis révolutionnaires, aux classes, aux peuples opprimés. »

Sur injonction de l'Internationale, tous ces courants vont s'unifier, avec difficulté (il a été décidé qu'il n'y aurait pas de procès-verbal du congrès) en 1905, et Jaurès va en prendre peu à peu la direction effective.

2) LA CRISE LATENTE

Tel est le tableau figé de la situation apparente du mouvement français en 1914.

La réalité est bien plus complexe.

Les trois grandes forces du mouvement ouvrier connaissent des tensions ou des difficultés internes, toutes liées à une question simple : combattre ou s'adapter.

Depuis 1911, l'anarchisme, qui avait une influence réelle, surtout dans le monde syndical, traverse une forte crise. Elle prend, entre autres, la forme de l'illégalisme, notamment avec « l'affaire Bonnot », qui voit des militants anarchistes connus s'engager dans la voie du gangstérisme, et avec la répression qui suit. Un incontestable hébétément est présent : ainsi, Kropotkine, théoricien et haute figure de l'anarchie, justifie par avance dès 1905 « l'Union sacrée » à venir (1). Des militants comme Marcel Hasfeld, le libre penseur André Lorulot, Victor Serge, Amédée Dunois, qui va rejoindre la SFIO en 1912 avant de refuser l'Union sacrée, s'interrogent sur leur engagement anarchiste.

Le syndicalisme traverse, aussi, une crise profonde. Confronté à des tentatives d'in-

filtration de la police et du Parti radical, victime de provocations et de répression, il est aussi la proie de machinations. Une d'entre elles va aboutir, en 1909, à la démission de Griffuelhes de son poste de secrétaire de la CGT. Incapable, son successeur Niel ne tient que quelques mois avant d'être remplacé par un syndicaliste révolutionnaire, Léon Jouhaux, qui va s'empresse de proclamer une « *rectification du tir* » du syndicat. Une autre machination voit l'exclusion du combatif Merrheim, responsable de la Fédération des métaux, exclu de son syndicat de base. Il y a bien « *une crise de pensée chez les militants des syndicats* » (Monatte).

Les grèves deviennent routinières, mal préparées, mal dirigées, souvent appelées « *grève générale* ». Ainsi, le 16 décembre 1912, la grève générale de la CGT contre la guerre, conçue comme une répétition générale du soulèvement des prolétaires en cas de conflit, est plus symbolique que réelle. Parmi les dirigeants, personne ou presque ne s'inquiète du radicalisme de façade qui voit les « *braillards* » (Monatte) ou les « *rrrrévolutionnaires* » (Lénine) se comporter comme des petits chefs au-dessus de la classe.

La crise de la SFIO n'est pas moins significative. Les guesdistes, à force de vilipender les autres courants socialistes, perdent toute légitimité à s'unir avec eux. Ils versent dans un dogmatisme qui cache mal un profond électoralisme. L'ultra-gauchiste Gustave Hervé, qui avait planté « *le drapeau tricolore dans le fumier* », prépare dès 1912 son ralliement et s'oppose, en juillet 1914, à la grève générale contre la guerre. Jean Jaurès, s'il détient le *magister* de la SFIO, le fait sur son seul prestige personnel, intellectuel et politique, ni théorique ni organisationnel. Le parti qui s'était affirmé en 1905 un parti de classe devient de plus en plus un parti électoraliste dont les candidats ne parviennent – ni ne veulent – toujours se détacher du Parti radical, dominant à l'époque. Pour le moment, la figure de Jaurès, qui le représente quasi à lui seul, est écrasée et interdit toute inquiétude. Lui disparu ...

(1) Jean Maitron, *Histoire du mouvement anarchiste en France*, tome 1, pp. 377 et suivantes.

C'est dans ce contexte français (et international avec la crise marocaine et les guerres des Balkans) que la loi dite de « trois ans », portant le service militaire à trois ans, est votée, illustrant et accélérant la montée du militarisme (1913). La SFIO, officiellement pacifiste et internationaliste, mène campagne contre cette loi, c'est incontestable, mais dans son journal *L'Humanité*, tous les articles relatifs sont publiés sous le titre « *Pour la défense nationale* ».

Dans une tradition bien française, de nombreux anciens révolutionnaires ou socialistes, comme Viviani, Briand, Millerand essayent — et souvent parviennent — à influencer ou à attirer leurs anciens camarades. Clemenceau, « *le premier flic de France* », pour sa part, ne cesse d'organiser la répression. Au passage, rappelons que Manuel Valls, actuel Premier ministre « socialiste » avait, il y a peu, confié préférer Clemenceau à Jaurès.

Rares sont ceux que l'inquiétude ravage devant l'inefficacité, voire la complaisance des responsables des grandes organisations.

Dans ce petit groupe, on peut mentionner le noyau de *La Vie ouvrière*, jeune revue syndicale autour de Monatte, Merrheim et Rosmer.

En fait, ce n'est pas la guerre qui a conduit à (ni qui a fait surgir) la crise du mouvement ouvrier, notamment en France. C'est la crise du mouvement ouvrier qui a permis la guerre, ou plus exactement la politique officielle du mouvement ouvrier ne lui a pas permis de tenir bon pendant la crise chauvine. La guerre ne fut que le tragique révélateur de l'impuissance des dirigeants.

3) RALLIEMENT

Août 1914 est un drame, incontestablement. Des millions de prolétaires et de paysans de tous pays vont s'entre-massacrer.

L'assassinat de Jean Jaurès, opposant déclaré à la guerre, le 31 juillet 1914 par un illuminé, est la forme paroxystique de ce drame. L'assassin de Jaurès va être défendu par Zévaès, un dirigeant socialiste de haut niveau, devenu socialiste « indépendant ». Au procès, un homme témoigna en faveur

de l'assassin, Raoul Villain. Cet homme s'appelait Marc Sangnier, le fondateur de la démocratie chrétienne dans ce pays et dont nombre des partisans de la « gauche » officielle se réclament. Il présenta Villain, l'assassin, comme « *un être droit, sincère, loyal* » et insista sur sa « *valeur morale* » (la « valeur morale » consistant à tirer deux balles dans la nuque). Villain sera tellement bien défendu qu'il sera acquitté et la veuve de Jaurès condamnée aux dépens.

Les derniers jours de juillet 1914 voient la CGT organiser de puissantes et nombreuses manifestations (avec des heurts violents contre la police). Mais les dirigeants attendent et la mobilisation commence dans un délire nationaliste : ainsi, la station de métro « Allemagne » est renommée « Jaurès » avant même la déclaration de guerre (3 août 1914), les magasins au nom germanique sont pillés...

Le ralliement des dirigeants ouvriers à l'Union sacrée, c'est-à-dire au massacre international, est explicite dans un manifeste commun (ce qui, en soi, est un événement) SFIO-CGT, qui critique, dès le 28 juillet, « *la responsabilité historique* » de l'Autriche-Hongrie et qui célèbre les dirigeants français qui veulent « *sincèrement la paix* ». En conséquence, Jules Guesde va devenir ministre, comme deux autres dirigeants socialistes.

A l'enterrement de Jaurès, le principal dirigeant de la CGT, Léon Jouhaux, parle « *au nom de ceux qui partent* » au front, reste à l'arrière et se rallie à l'Union sacrée pour devenir commissaire du gouvernement. Certes, la biographie de Jouhaux n'est pas réductible à ce moment (son refus de la Charte du Travail de Pétain-Belin en 1940, qui aurait détruit — sans son refus — la CGT dans un ensemble corporatiste est d'une importance extrême), mais il ne faut pas l'oublier non plus.

Les anarchistes participent de ce concert avec le célèbre « manifeste des 16 » qui affirme :

« *A moins que la population allemande (...) renonce à servir plus longtemps d'instrument aux projets d'instrument de domination politique pangermaniste, il ne peut être question de paix.* »

Le gouvernement Poincaré opère un chantage au « Carnet B » (liste des

opposants possibles qu'il s'agissait d'empêcher d'agir en cas de troubles) dont il affirme ne pas poursuivre les inscrits dès qu'il eut connaissance des bonnes volontés officielles. Il pratique en même temps une répression choisie des opposants (le syndicaliste Broutchoux va rester deux ans en prison, l'institutrice J. Bertrand est également emprisonnée, entre autres) et une promotion sociale, non moins choisie, d'autres responsables (certains cherchent à obtenir un grade, par exemple, ou, plus prosaïquement, à ne pas « partir » au front, quitte à appeler les autres au combat). Contre les opposants ou les tièdes, une arme est efficace : l'envoi au front.

L'ambiance contre les internationalistes est oppressante : pour ne prendre qu'un exemple, le dirigeant syndicaliste Merrheim, qui est alors un opposant, doit s'accompagner de deux énormes chiens pour sa propre protection quand il se rend aux réunions de la direction de la CGT où il se fait régulièrement traiter de « boche » et insulter par ses « camarades ».

La vague chauvine emporte tout. Victor Serge, dans une page terrible, rapporte les propos d'un « ami » qui essaye de le corrompre :

« Je tutoie des ministres... Jules Guesde et Marcel Sembat sont ministres ; un socialiste défend l'assassin de Jaurès, Me Zévaès, tu le connais... Chose, l'illégal, a la médaille militaire », etc. (2).

D'ailleurs, les opposants ne feront pas grief aux dirigeants de ne pas avoir empêché cette vague de chauvinisme mais de ne pas s'en être désolidarisée. « Nous avons été impuissants et les uns et les autres », dit Pierre Monatte au congrès syndical de 1919.

Ce ralliement n'est pas abstrait : des dirigeants du Parti socialiste et de la CGT se sont faits auxiliaires de police, au sens littéral du terme, en dénonçant leurs propres camarades dont ils rapportent les propos internationalistes.

4) LES RÉSISTANCES

C'est le petit groupe de *La Vie ouvrière*, en liaison avec les émigrés russes autour de

Trotsky et Martov du journal *Nache Slovo*, qui tient le coup.

L'action de ce groupe est marginale, presque symbolique. Un des témoins raconte :

« Presque au coin de la Grange-aux-Belles et du quai de Jemmapes, à Paris, s'ouvrait encore en 1914 une petite boutique grise, une Librairie du Travail. Là vivait Pierre Monatte, le rédacteur en chef de *La Vie ouvrière*, qui partagea avec Merrheim la gloire d'avoir formulé l'initiale protestation du monde prolétaire français contre la guerre. Cette boutique ferma le 2 août. Et pourtant, certains soirs d'automne, vers 9 heures, les policiers pouvaient constater qu'une vie furtive y brillait, que des conspirateurs, l'un après l'autre, s'y glissaient, et que dès 11 heures, les colloques s'éteignaient (...) On se bornait à tisonner tristement les restes refroidis de l'Internationale ; à dresser, d'une mémoire amère, la liste immense de ceux qui avaient failli (...). Rosmer, le poète Martinet, Trotsky, Guilbeaux, Merrheim et deux ou trois autres dont j'ignore les noms, nous avons su, en plein Paris, être à la fois les derniers Européens de la belle Europe intelligente que le monde venait de perdre à jamais, et les premiers hommes d'une Internationale future dont nous gardions la certitude. Nous formions la chaîne entre les deux siècles... »

Pierre Monatte, après avoir mené (et avant de continuer à mener) une politique oppositionnelle qui lui vaut les foudres du gouvernement et des chefs syndicaux, donne un tour virulent et public à cette opposition à l'intérieur de la CGT en démissionnant, le 3 janvier 1915, du comité confédéral national de la CGT, contre l'orientation de la direction confédérale qui a notamment accepté de faire une tournée de propagande au compte du gouvernement.

Sa « lettre ouverte » sera largement — et clandestinement — diffusée. Notons que cette démission est diversement appréciée par les opposants à la guerre. Pour Merrheim, c'est une erreur ; pour Trotsky, c'est un acte de scission nécessaire et salutaire. Monatte est aussitôt envoyé au front par le gouvernement.

(2) Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 542.

Le 1^{er} novembre de la même année, Rosmer, autre militant syndical en vue, envoie une « *Lettre aux abonnés de La Vie ouvrière* » :

« *En France, le socialisme et le syndicalisme ont abandonné la classe ouvrière dans le moment le plus grave, le plus douloureux. Le désarroi a été plus grand qu'en tout autre pays et, devant une telle trahison, on se laisse volontiers aller au découragement et au scepticisme. Mais il n'est pas vrai que nous ne puissions rien faire.* »

D'autres publications syndicales, malgré la répression et la censure, arrivent à défendre l'internationalisme ouvrier ; c'est le cas de *L'Union des métaux*, organe de la Fédération CGT, qui publie le manifeste des ouvriers allemands se prononçant contre la guerre, ou du syndicat des instituteurs. Les enseignants syndicalistes regroupés autour de la revue *L'École émancipée*, qui est interdite et remplacée par *L'École de la fédération*, vont être également actifs.

Et ce n'est pas, cela ne peut pas être un accident que du tréfonds des organisations ouvrières, même les plus malmenées par leurs dirigeants officiels, s'élève puis surgit le refus. L'opposant R. Lefebvre adhère à la SFIO en 1916, à son retour du front où il a été blessé, où il rejoint la poignée de cadres qui refusent l'Union sacrée. Monatte, depuis le front, écrit :

« *La guerre ne durera pas éternellement. Nous vous reviendrons des tranchées. A notre retour, le prolétariat sera toujours le prolétariat.* »

C'est cette certitude, cette confiance qui anime les militants.

Ces premiers regroupements, d'abord informels, deviennent le Comité pour la

reprise des relations internationales et le Comité de défense syndicaliste. Ensemble, dans ce comité et malgré des tiraillements facilement explicables et des préjugés anciens, des socialistes, des syndicalistes, des libertaires vont agir, contre la guerre, contre le capitalisme, et, ensuite, pour la défense de la révolution russe.

Cela va aboutir à la présence d'Albert Bourderon (syndicaliste CGT Fédération du tonneau, et délégué à la Fédération des Bourses du Travail) et de Merrheim à la conférence ouvrière internationale du 3 au 8 septembre 1915 à Zimmerwald. Les fils organisés de l'internationalisme ouvrier sont renoués.

Jean-Marc Schiappa

Ouvrages :

Les plus importants sont Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, deux tomes, 1936 et 1959, rééd. 1993, et l'ouvrage classique (antérieur à celui de Rosmer, ce qui permet à Rosmer d'effectuer quelques corrections), Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, tome 2 (1871-1920), 1957 ; Pierre Monatte, *La Lutte syndicale*, 1976 ; l'ouvrage de J. Vidal (pseudonyme du grand historien soviétique Vladimir Daline qui fut, aussi, signataire d'une lettre de soutien à Trotsky en 1924 puis déporté au Goulag pendant vingt ans) : *Le Mouvement ouvrier français de la Commune à la guerre mondiale*, 1934 est malheureusement épuisé.

“Une guerre pour la conquête des colonies... avec l’aide des colonies”

Par Olivier Doriane

La Première Guerre mondiale pourrait, à première vue, sembler ne pas mériter son nom. Elle ne fut, au sens strict des opérations militaires, qu’une guerre essentiellement concentrée sur le sol de l’Europe. Ce fut pourtant bien, au sens plein du terme, une guerre mondiale. D’autres articles de cette revue établissent qu’elle eut lieu pour un nouveau partage du monde entre les puissances capitalistes, et combien Lénine avait eu raison, en ce début de XX^e siècle, de définir l’impérialisme, stade suprême du capitalisme, comme la réaction sur toute la ligne, fauteur de guerres et de révolutions.

Ce fut une guerre mondiale, car elle fut provoquée par les intérêts concurrents à l’échelle internationale des puissances coloniales qui se partageaient le monde et des Etats impérialistes émergents qui se trouvaient privés de colonies.

Guerre mondiale, car les peuples du monde furent jetés sur le sol européen de la bataille.

Guerre mondiale quant à ses conséquences, qui bouleversèrent l’ensemble de la planète.

Le Premier Congrès de l’Internationale communiste, tenu à Moscou en mars 1919, explique dans son *Manifeste aux prolétaires du monde entier* :

« La dernière guerre, qui a été dans une large mesure une guerre pour la conquête des colonies, fut en même temps une guerre faite avec l’aide des colonies. Dans des proportions jusqu’alors inconnues, les peuples coloniaux ont été entraînés dans la guerre européenne. Les Hindous, les Nègres (1), les Arabes, les Malgaches se sont battus sur la terre d’Europe, au nom de quoi ? Au nom de leurs droits à demeurer plus longtemps esclaves de l’Angleterre et de la France. Jamais encore le spectacle de la malhonôreté de l’Etat capitaliste dans les colonies n’avait été aussi édifiant ; jamais le problème de l’esclavage colonial n’avait été posé avec une pareille acuité. »

Ainsi, alors même que la guerre civile menée par la réaction blanche encerclait la Russie, le Premier Congrès de l’Internationale communiste soulignait avec force les proportions jusqu’alors inconnues dans lesquelles les peuples ont été entraînés dans cette guerre. Ce fut une déportation massive. C’est par millions que travailleurs et paysans ont été arrachés à leurs pays par les puissances coloniales pour être jetés dans la mêlée sanglante.

(1) Nègres : cette terminologie, employée dans toutes les publications de l’époque, n’avait pas le contenu péjoratif qu’elle a aujourd’hui. Cela vaut également pour les textes des années 1930.

LA "NOUVELLE TRAITE DES NOIRS"

On sait que l'impérialisme français a « opéré » une véritable dévastation de ses possessions coloniales en Afrique. Il ne fut pas le seul. L'impérialisme britannique s'y emploiera aussi.

En mai 1915, le militant noir américain W. E. B. Du Bois, dans un article intitulé : « *Les origines africaines de la guerre* », expliquait :

« *Au sens le plus strict, l'Afrique est la cause première de ce terrible retournement de civilisation qu'il nous est donné de vivre.* »

L'Afrique, selon Du Bois, était « *la terre du XX^e siècle* » en raison de l'or et des diamants de l'Afrique du Sud, du cacao de l'Angola et du Nigeria, du caoutchouc et de l'ivoire du Congo et de l'huile de palme de la Côte Ouest.

Et si les formes du déclenchement de la Première Guerre mondiale ne concernaient pas, au premier abord, les peuples africains, la domination des puissances européennes belligérantes sur ce continent va les entraîner dans la mêlée.

« *A la fin des hostilités, tous les pays d'Afrique, à l'exception des petits territoires espagnols demeurés neutres, s'étaient trouvés formellement engagés dans l'un ou l'autre camp* » (*Histoire générale de l'Afrique*, vol. VII, chap. 12, ed. Unesco).

Ils le seront en premier lieu par l'effort de guerre qui leur a été imposé (fourniture de soldats et de porteurs, de denrées, etc.). L'Afrique souffrira également de la crise économique induite par la guerre et de la pénurie de main-d'œuvre qu'elle engendre. Des combats limités auront également lieu sur son sol lors de l'invasion des colonies allemandes.

Une guerre a besoin de combattants. Les puissances colonialistes ont vite compris l'avantage qu'elles pouvaient tirer de leurs « possessions africaines ». Le général français Mangin, promoteur d'un corps d'armée appelé La Force noire et auteur d'un livre du même nom, écrit :

« *Nos forces africaines constituaient une réserve presque inépuisable, dont la source est hors de portée de l'adversaire.* »

Toutes les puissances belligérantes présentes en Afrique vont y recruter des soldats pour les champs de bataille en Europe et en Afrique, et, dans ce dernier cas, des porteurs. Plusieurs méthodes furent utilisées pour réaliser ce recrutement. La promesse d'obtenir le statut de citoyen, dont ne bénéficiaient généralement pas les colonisés, a amené certains Africains de « l'élite » à s'engager volontairement (nous reviendrons plus loin sur toutes les promesses mensongères faites aux peuples colonisés et sur les conséquences de ces tromperies). Mais surtout, l'obligation faite aux chefs traditionnels de livrer un contingent d'hommes, dont l'effectif est fixé par les administrateurs des colonies, et la conscription (décret français de 1912, décret britannique de 1915) qui institua le service militaire pour les Africains, permirent cette levée en masse. De nombreux historiens la qualifièrent de « *nouvelle traite des Noirs* ».

« *Mais la campagne de recrutement provoqua d'importantes révoltes, et il fut impossible de lever des troupes dans les régions en rébellion. Ce fut le cas du sud de la Côte d'Ivoire, d'une grande partie de la Libye ou du Karamoja, en Ouganda. Une grande partie du Haut-Sénégal-Niger et du Dahomey échappa à l'autorité française pendant un an. Comme en Libye, certaines populations ont profité de l'affaiblissement de la présence européenne du fait de la mobilisation des colons pour la guerre en Europe pour tenter de secouer le joug colonial. La résistance n'était pas toujours violente. Pour échapper aux agents recruteurs, comme à l'époque de la traite négrière, les habitants de villages entiers disparaissaient dans la brousse (...). De même, à Zanzibar, des hommes se cachaient la journée et passaient la nuit dans des arbres pour ne pas être enrôlés d'office comme porteurs* » (*Histoire générale de l'Afrique*, vol. VII, chap. 12, ed. Unesco).

Au total, « *plus d'un million de soldats africains (d'Afrique noire et d'Afrique du Nord) participèrent à ces campagnes ou aux opérations militaires en Europe. Plus nombreux encore furent les hommes, auxquels s'ajoutèrent des femmes et des enfants, recrutés, souvent de force, pour servir de porteurs (...). Plus de 150 000 soldats et porteurs ont perdu la vie au cours du conflit. Le nombre de blessés et de mutilés fut encore plus élevé (...). De plus, des Nord-Africains durent aller remplacer dans les usines les ouvriers français mobilisés (...). Dans l'ensemble, plus de*

2,5 millions d'Africains, soit bien plus de 1 % de la population du continent, participèrent d'une façon ou d'une autre à l'effort de guerre » (ibidem).

EN ASIE AUSSI

Ces véritables razzias humaines touchèrent également l'Asie. Les saignées sur les champs de bataille rythmaient ces réquisitions humaines dans les colonies.

Ainsi, en 1916, les pertes humaines de la bataille de la Somme sont terribles. Le 1^{er} juillet, en une seule journée, on compte 60 000 victimes britanniques, dont 19 240 décès. Au total, les batailles de juillet mettent 400 000 soldats britanniques hors de combat, dont la moitié de morts et de disparus. L'impérialisme britannique a déjà commencé sa levée en masse en Inde : plus de 750 000 hommes seront mobilisés (36 000 périrent). Cela ne suffit pas. Après ces batailles de la Somme, les autorités coloniales britanniques mettent alors en

La place des Noirs dans l'armée américaine

Sur un autre plan, le sort des Noirs américains fut tout aussi révélateur. 200 000 travailleurs noirs furent jetés sur les champs de bataille européens, dans des proportions largement supérieures au rapport réel avec la population américaine. Le militant trotskyste noir américain C. L. R. James explique :

« La guerre était une guerre pour la "démocratie", mais les Nègres étaient ségrégués. Il n'y avait pas un seul régiment où les soldats noirs et blancs étaient mélangés. La "démocratie" américaine ne voulait même pas avoir des officiers de couleur, et ce fut une rude bataille pour en avoir ne serait-ce que quelques centaines. Et lorsqu'ils tombèrent d'accord pour former des Nègres comme officiers, ils le firent dans un camp nègre spécial. Et ces futurs officiers furent informés par le département d'Etat que lorsqu'ils se rendraient dans le Sud, ils ne devraient pas porter leur uniforme. La "démocratie" envoyait le Nègre au combat pour la "démocratie", mais elle ne pouvait pas supporter de le voir en uniforme d'officier de la "démocratie" (...). Lorsqu'ils sont arrivés en France, la discrimination a continué. La "démocratie" américaine a transformé la plupart des soldats noirs en manœuvres (...). Bien loin de mettre en œuvre une quelconque forme de "démocratie" pour les Nègres, le commandement américain faisait tout son possible pour que les Français maltraitent les Nègres. Quand l'état-major américain a constaté la façon amicale dont les Français, hommes et femmes, accueillaien les Nègres, il a publié l'Ordre n° 40, interdisant aux Nègres d'adresser la parole aux Françaises. Pour un tel délit contre la "démocratie", de nombreux Nègres furent arrêtés, alors même qu'aucun Français, homme ou femme, ne s'était plaint. Au cours de cette guerre pour la "démocratie", le commandant américain rédige un document spécial destiné à l'état-major français pour lui expliquer les choses suivantes : les Nègres étaient une race inférieure et dégénérée à laquelle on ne pouvait pas faire confiance dans ses rapports avec les Blancs, et, bien que quelques Nègres soient officiers, les officiers français ne devaient avoir aucune relation avec eux, à l'exception de ce qui concernait le service. Les Français, expliquait l'instruction américaine, ne devaient pas manger avec les Nègres, ni leur serrer la main. »

Et l'auteur poursuit :

« à peine la guerre avait-elle pris fin que se déchaîna la plus épouvantable série d'émeutes racistes que l'Amérique ait connues depuis des années. A Washington, à Chicago, la populace blanche, inspirée et encouragée par les patrons américains et la police capitaliste, a abattu des Nègres, dont beaucoup d'entre eux avaient perdu des amis dans la grande guerre pour la "démocratie". Les sudistes blancs étaient si impatients de remettre les Nègres à leur place qu'ils ont lynché ceux qui osaient porter leur uniforme militaire. La grande guerre pour la "démocratie" avec la bravoure et les sacrifices des Nègres pour cette "démocratie" a contraint des milliers d'entre eux à se battre désespérément non pour la "démocratie", mais pour leur vie dans l'Amérique "démocratique" » (C. L. R. James, brochure du SWP : « Pourquoi les Nègres doivent-ils s'opposer à la guerre ? », 1939).

place le Chinese Labour Corps, qui recrute 100 000 travailleurs chinois.

Il faut en effet rappeler qu'à l'ouverture de la guerre, les impérialismes européens étaient présents en Chine, occupant les concessions étrangères. Au nombre de vingt-cinq, ces dernières étaient réparties entre la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, mais aussi les Etats-Unis. Si les historiens chinois appellent cette guerre la « guerre européenne », la présence des troupes des différents pays belligérants sur le même territoire, ainsi que le fait que la majorité des grandes villes chinoises soumises aux « traités inégaux » étaient également accessibles par la mer menaçaient le sol chinois lui-même de confrontations. Le 6 août 1914, le gouvernement chinois proclame « sa neutralité absolue dans la guerre européenne » et accompagne cette proclamation d'une déclaration des « règlements de la neutralité de la République de Chine ». Il demande aux Etats en guerre de respecter la neutralité du pays. Quelques conflits éclatent du fait de l'alliance anglo-japonaise de 1902, qui pousse le Japon à déclarer la guerre à l'Allemagne et à prendre le territoire « allemand » de Qingdao en novembre 1914. Mais c'est en 1915, avec ces envois massifs de travailleurs chinois vers la Russie, puis vers les champs de bataille en France en 1916, que la Chine fait sa véritable entrée dans la guerre.

Au total, 200 000 travailleurs chinois partirent ainsi vers la Russie de 1915 à 1917 et 140 000 pour la France entre 1916 et 1918, convoyés vers l'Europe dans des conditions abominables. 27 000 ne reviendront jamais. Au Vietnam voisin, 90 000 Anamites seront également mobilisés.

LA DUPERIE DES PROMESSES DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Cette implication dans la guerre aura des profondes conséquences quant aux rapports entre les peuples des colonies et les autorités coloniales. Partout, les questions nationales surgissent avec force.

Le II^e Congrès de l'Internationale communiste, en 1920, dans ses *Thèses et*

additions sur la question nationale et coloniale, souligne avec raison :

« La guerre impérialiste de 1914-1918 a mis en évidence devant toutes les nations et toutes les classes opprimées du monde la duperie des phraséologies démocratiques et bourgeoises — le traité de Versailles dicté par les fameuses “démocraties” occidentales ne faisant que sanctionner à l'égard des nations faibles des violences plus lâches et plus cyniques encore que celles des Junkers et du Kaiser à Brest-Litovsk. »

Cette politique d'agression, souligne le document, hâte

« la banqueroute des illusions nationales de la petite bourgeoisie quant à la possibilité d'un paisible voisinage et d'une égalité véritable des nations sous le régime capitaliste ».

Car partout, les puissances coloniales n'avaient guère été avares de promesses sur les récompenses futures. Or l'après-guerre, loin de marquer un relâchement de l'ordre colonial ou du racisme aux Etats-Unis, sera marqué par un renforcement des dispositifs répressifs.

En Inde, on avait fait miroiter des promesses de réforme en contrepartie de l'engagement aux côtés des « démocraties » contre le « militarisme barbare » (2).

La réalité ? En mars 1919, l'Imperial Legislative Council vota le *Rowland Act*, qui prolongeait indéfiniment l'état d'urgence de la guerre en permettant aux autorités coloniales d'emprisonner les suspects de « terrorisme » pendant deux ans, de contrôler étroitement la presse. Il punissait de mort toute aide apportée aux « ennemis de sa Majesté ».

Une manifestation de protestation organisée à Amritsar, dans le Pendjab, fut

(2) L'écho immense de la révolution russe de 1917 n'est pas pour rien dans cette nécessité éprouvée par l'impérialisme d'annoncer des réformes. Présentant à l'Assemblée, en avril 1918, la réforme constitutionnelle pour l'Inde, Lord Chelmsford, vice-roi des Indes, faisait explicitement référence à la révolution russe pour la justifier : « *La révolution russe, à son début, fut considérée en Inde comme un triomphe sur le despotisme, et malgré le fait qu'elle ait depuis entraîné ce malheureux pays dans l'anarchie et la dislocation, elle a donné une impulsion aux aspirations politiques indiennes.* » On appréciera cet hommage du vice à la vertu.

réprimée dans le sang (1 000 à 1 500 morts). Une nouvelle étape dans la lutte de libération nationale s'ouvrait. Elle devait trouver sa conclusion dans l'indépendance vingt-huit ans plus tard.

Cette politique répressive, l'impérialisme britannique la mènera avec férocité dans sa plus vieille colonie : l'Irlande. Lorsque cette dernière est entraînée dans la guerre, des voix s'élèvent au sein du mouvement ouvrier irlandais pour appeler à refuser cette guerre menée par la puissance coloniale. James Connolly est l'un des principaux dirigeants du mouvement ouvrier irlandais, et notamment de l'Irish Transport and General Workers Union. Le local de ce syndicat, *Liberty Hall*, arbore une banderole qui proclame : « *We serve neither king nor Kaiser, but Ireland* » (« Nous ne servons ni le roi ni le Kaiser, mais l'Irlande »).

Comme le dira Connolly :

« *La puissance qui tient dans ses chaînes une plus grande fraction de la population mondiale qu'aucune autre puissance du globe, qui traite ces populations asservies comme des esclaves sans aucune garantie de liberté ou de droit à l'autodétermination, qui dresse le catholique contre le protestant, l'Hindou contre le musulman, le Jaune contre le Noir, pour mieux les piller et les assassiner, cette puissance appelle aujourd'hui les Irlandais à combattre sous le drapeau de l'Angleterre contre l'oppression ! (...) La cause pour laquelle combat le mouvement ouvrier est celle de l'Irlande, elle est inséparable de la conscience du mouvement ouvrier* » (*Workers Republic*, 8 avril 1916).

Liberty Hall est sous la protection d'hommes en armes de l'Irish Citizen Army (ICA, Armée citoyenne irlandaise), organisation d'autodéfense ouvrière constituée pendant la grève générale de Dublin. L'ICA est le fer de lance de l'insurrection contre la domination britannique déclenchée le 24 avril 1916. Elle sera écrasée et réprimée de manière impitoyable.

Mais au lendemain de la guerre, le peuple irlandais s'identifiera à la cause républicaine. Une guerre d'indépendance commence en 1918. Elle se développera jusqu'en 1921, contraignant le gouvernement anglais à la négociation.

LA JONCTION AVEC LE MOUVEMENT OUVRIER EN EUROPE

Mais si l'oppression coloniale perdue dans le monde entier et si la répression frappe, les relations au sein des pays dominés se sont modifiées en conséquence de la guerre. Comme le note S. K. Koza, auteur de la série d'articles consacrés à l'Afrique publiée dans *Informations ouvrières*, organe du POI en France :

« *L'enrôlement forcé de l'Afrique dans cette guerre va avoir des conséquences considérables. Il ne fait pas de doute que la guerre ouvre de nouveaux horizons à de nombreux Africains, en particulier aux membres de l'élite cultivée.*

La nouvelle image de l'homme blanc, qu'ils ont été incités à tuer pendant la guerre alors que, jusque-là, ce dernier avait appartenu à un clan dont les membres, en vertu de la couleur de leur peau, étaient considérés comme sacrosaints, comme le non-respect de la promesse de réformes, ont convaincu nombre d'Africains non seulement que l'amélioration de leur condition ne peut venir que d'un retour à leur souveraineté, mais que désormais la victoire est possible. »

Le brassage entre les millions d'hommes déplacés vers l'Europe a également permis, dans les conditions les plus terribles, qu'une jonction s'opère partiellement avec le mouvement ouvrier des pays impérialistes. Ainsi en est-il des relations entre le mouvement national algérien naissant et le mouvement ouvrier français. Durant la guerre, 173 000 Algériens furent mobilisés (25 000 furent tués). Dans le même temps, 75 000 Algériens remplacèrent la main-d'œuvre française partie au front.

Cela entraîna la découverte de l'usine et des luttes de la classe ouvrière française. Les travailleurs algériens commencèrent à s'organiser dans le mouvement ouvrier français. Si la guerre a arraché des dizaines de milliers d'Algériens à leur foyer pour les jeter sur les champs de bataille, elle a dans le même temps ouvert de nouveaux horizons à de larges masses.

Ces contacts constituent un phénomène mondial.

Aux Etats-Unis, en août 1914, un groupe de soixante militants indiens d'un parti nationaliste, Ghadar, quittent San Francisco par voie maritime. Ils recrutent 150 Indiens à Shanghai. L'objectif : constituer un réseau de militants Ghadar en Inde. La première tentative échouera. D'autres navires arriveront avec succès.

Nombre des jeunes militants qui ont formé le PC chinois sont venus en France et ont travaillé dans les usines.

Hô Chi Min, le futur dirigeant du Parti communiste vietnamien, adhère à la SFIO en France et rejoint ensuite le PCF au moment du Congrès de Tours.

En Tunisie, le mouvement qui donna naissance au Destour, ou Parti de la Constitution, en 1920, fut sans doute, pour une grande part, le fait de soldats et de travailleurs rapatriés, mécontents de la condition d'infériorité qu'ils connaissaient dans leur propre pays.

L'UNITÉ MONDIALE DE LA LUTTE DES CLASSES S'AFFIRME

Ce sont là quelques expressions organisées d'un processus beaucoup plus profond : l'unité mondiale de la lutte des classes s'affirme avec force en relation même avec le fait que le marché mondial étant constitué, l'impérialisme déchire la planète pour se la partager.

Les thèses du II^e Congrès de l'Internationale communiste soulignent :

« La grande guerre européenne et ses résultats ont montré très clairement que les masses des pays assujettis en dehors de l'Europe sont liées d'une façon absolue au mouvement prolétarien d'Europe, et que c'est là une conséquence inévitable du capitalisme mondial centralisé. »

Après avoir relevé que *« les colonies constituent l'une des principales sources des forces du capitalisme européen »*, le manifeste de ce même congrès souligne l'importance de la combinaison de la mobilisation contre le joug colonial et des mobilisations dans les pays impérialistes.

Le manifeste de l'Internationale communiste poursuit :

« De là une série de révoltes ou de mouvements révolutionnaires dans toutes les colonies. En Europe même, l'Irlande a rappelé par de sanglants combats de rue qu'elle était encore et qu'elle avait conscience d'être un pays asservi. A Madagascar, en Annam, en d'autres lieux, les troupes de la république bourgeoise ont eu plus d'une fois, au cours de la guerre, à mater des insurrections d'esclaves coloniaux. Dans l'Inde, le mouvement révolutionnaire n'a pas cessé un seul jour. Il a abouti en ces derniers temps à des grèves ouvrières grandioses, auxquelles le gouvernement britannique a répondu en faisant intervenir à Bombay les automobiles blindées (il s'agit de la grève générale de 1919, qui mobilisa 150 000 travailleurs — NDLR). Ainsi, la question coloniale est posée dans toute son ampleur non seulement sur le tapis vert du congrès des diplomates à Paris, mais dans les colonies mêmes. »

Les mobilisations des peuples soumis à l'humiliation coloniale vont en effet se développer durant toute cette période. Plusieurs facteurs entreront en jeu : la déstabilisation de toutes les relations inter-impérialistes, l'éveil à l'activité de larges masses au contact de la barbarie impérialiste et, bien sûr, l'appel de la révolution d'Octobre.

En effet, cette guerre engagée pour le partage du monde, si elle avait établi un équilibre, n'avait pas réglé du point de vue de l'impérialisme l'ensemble des questions, bien au contraire. C'était une guerre porteur de nouveaux affrontements.

Bien que victorieuses, la France et la Grande-Bretagne voyaient en réalité leurs positions affaiblies comme impérialismes à l'échelle mondiale. L'impérialisme américain émergeait, et l'ébranlement mondial qui était le produit de la guerre amenait à la mobilisation des peuples des colonies.

L'IMPACT DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Mais, surtout, il est impossible de séparer cette vague de l'une des conséquences de la guerre : la victoire, sous la conduite du Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, de la révolution prolétarienne en Russie, et l'immense espoir qu'elle suscite chez tous les peuples du monde.

Le combat pour la libération nationale, pour la souveraineté nationale, va se combiner avec les perspectives de l'expropriation du capital ouvertes par la révolution russe. C'est de ce point de vue, au stade de l'impérialisme, l'éclatante confirmation de l'ensemble de la théorie de la révolution permanente.

Dans *La Tragédie de la révolution chinoise*, Harold Isaacs explique comment cela s'est traduit dans ce pays :

« L'éclatement de la Première Guerre mondiale engendra des transformations spectaculaires. Grâce aux demandes de guerre des puissances occidentales, la croissance industrielle prit un essor significatif.

La montée des forces productives fit naître une nouvelle concurrence entre les ambitions du capital chinois et les intérêts étrangers enracinés. Elle va ouvrir également la lutte entre la nouvelle classe des travailleurs industriels et leurs patrons, qu'ils soient étrangers ou chinois (...).

A la différence du banquier, de l'industriel, du fonctionnaire ou du prêteur, l'ouvrier chinois n'avait aucun intérêt à préserver le système d'exploitation existant à la campagne (...). En Chine, en particulier, l'influence révolutionnaire russe commençait à grandir.

La Russie, comme la Chine, était un pays arriéré ; les paysans russes s'étaient soulevés, et leur gigantesque jacquerie qui avait fusionné avec les courants révolutionnaires au sein de l'armée et dans les villes avait renversé le tsar, rejeté les dirigeants modérés, adopté la cause des bolcheviks et repoussé la coalition armée des puissances occidentales pendant quatre années. C'était quelque chose que les Chinois pouvaient adapter directement.

La nouvelle Russie, en 1919 et en 1920, avait abrogé tous les traités inégaux que le gouvernement tsariste avait imposés à la Chine (...).

Les promesses de Wilson sur l'autodétermination et la justice sociale pour tous les peuples avaient nourri l'espoir qu'après la guerre, la Chine serait relevée de sa vassalité à l'égard du Japon et des puissances occidentales. Lorsqu'à Versailles, le maquignonnage des politiciens dissipa ces illusions, la jeunesse étudiante de Chine se souleva furieusement contre la trahison du gouvernement pro-japonais de Pékin. Le 4 mai 1919, de gigantesques manifestations d'étudiants

eurent lieu dans la capitale. Le mouvement s'étendit au pays tout entier, résonnant d'une façon nouvelle lorsque les ouvriers des usines se mirent en grève pour soutenir les exigences des étudiants.

A la fin de 1916, il y avait déjà près d'un million d'ouvriers en Chine et, en 1922, ce nombre avait presque doublé. Plus de 200 000 ouvriers chinois avaient été envoyés en Europe pendant la guerre. Beaucoup d'entre eux y avaient appris à lire, à écrire, et surtout entrèrent en contact avec des ouvriers européens. Ils revinrent avec des idées nouvelles ; le sentiment nationaliste s'était solidement implanté dans leur esprit et beaucoup de ceux qui revenaient d'Europe refusèrent de descendre dans les ports japonais pendant l'affaire du Shandong » (occupation de cette province auparavant sous contrôle allemand par les Japonais à la suite de son « attribution » par le traité de Versailles — NDLR).

Après avoir souligné qu'après

« la déception engendrée par la conférence de Versailles, le peuple, surtout parmi les étudiants, concentra son attention sur la révolution russe »,

Harold Isaacs poursuit :

« Le gouvernement de Moscou avait déjà indiqué qu'il était prêt à reposer sur une base radicalement nouvelle le problème des rapports sino-soviétiques.

Le 4 juillet 1918, Tchitcherine, alors commissaire aux Affaires étrangères, avait déclaré que la Russie bolchevique renonçait à tous les traités inégaux tsaristes passés avec la Chine, ainsi que tous les arrangements passés avec le Japon et les autres pays relativement à la Chine.

Cette politique fut à nouveau proclamée dans un manifeste en date du 25 juillet 1919.

Les déclarations de Moscou en 1919 et 1920 avaient fait souffler un vent nouveau dans les annales de la diplomatie internationale, ce qui irrita les puissances occidentales. »

L'APPEL À LA LUTTE "POUR LA LIBÉRATION DE L'ORIENT DU JOUG DES TYRANS EUROPÉENS"

Cela avait valeur dans le monde entier. La Déclaration des droits des peuples de Russie (15 novembre 1917) produisit

partout où elle fut connue une énorme impression : elle proclamait l'égalité et la souveraineté de tous les peuples de Russie, leur droit à l'autodétermination, y compris à la séparation et à la formation d'un Etat indépendant.

Dans le Maghreb, des tracts qui passaient de main en main reproduisaient en arabe la déclaration du Conseil des commissaires du peuple *A tous les travailleurs musulmans de Russie et d'Orient*. Ce document déclarait que les croyances et les coutumes des musulmans étaient « libres et inviolables ». Des appels comme « *Organisez votre vie nationale librement et sans entraves* » ou encore « *Nous attendons de vous que vos cœurs soient avec nous* » étaient appréciés. Il est symptomatique qu'après la révolution d'Octobre, le Comité d'union des Arabes a déclaré :

« *Le gouvernement de Lénine et de ses amis, et la grande révolution à laquelle ils ont appelé pour la libération de l'Orient du joug des tyrans européens sont considérés par les Arabes comme une grande force, capable de leur apporter bonheur et bien-être.* »

LE DEMANTÈLEMENT DE L'EMPIRE OTTOMAN

Le démantèlement de l'Empire ottoman fait en effet surgir avec force la question nationale dans l'ensemble du Maghreb et du Moyen-Orient. Au cours même de la guerre, les impérialismes s'étaient rués sur la région. En 1914, l'Égypte devient protectorat britannique. En 1917, c'est l'occupation de la Mésopotamie. Et avec la déclaration de Balfour, la Grande-Bretagne prévoit et prépare sa mainmise sur la Palestine. Le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, consacre la dislocation de la Turquie. Dans leurs anciennes possessions, Liban, Palestine, Syrie, Irak, Arabie, Français et Britanniques se livrent à une lutte d'influence compliquée.

La France occupe la Syrie en 1920. Et en 1926, l'Irak est placée sous mandat britannique. Cette balkanisation du Proche et Moyen-Orient aura été préparée par les accords secrets franco-britanniques en 1916, connus sous le nom de « négocia-

tions Sykes-Picot », en liaison avec la Russie tsariste.

Mais la fin de la guerre, c'est aussi la révolte dirigée par Mustafa Kemal en Turquie, qui va abolir l'Empire et fonder la République de Turquie.

Ce sont aussi les multiples révoltes dans tout le Moyen-Orient. Après 1919, dans tous les territoires placés sous mandat, la répression fut extrêmement brutale. De 1920 à 1926, les généraux français Gouraud, Weygand et Sarrail appliquent une véritable dictature militaire en Syrie, et une répression sanglante contre les masses arabes qui se soulèvent plusieurs fois. En Irak, fin 1919, une véritable révolte se développe contre les Britanniques. Après une sanglante répression, les Britanniques installent Fayçal comme roi d'Irak.

En Palestine, contre le mandat britannique et la colonisation sioniste, les émeutes se développent en 1920, 1921, 1929. Elles seront chaque fois réprimées brutalement par les troupes britanniques.

LES DEUX PÔLES

Ainsi, au lendemain de la guerre la situation apparaît clairement définie : d'un côté la révolution russe victorieuse qui en appelle à la lutte de libération nationale, à la mobilisation des plus larges masses pour le droit à la nation, pour l'expropriation des exploités. De l'autre, les puissances qui, ayant gagné la guerre, se partagent le monde, en accentuant l'oppression des nations.

Mais tout a été bouleversé. Le manifeste du II^e Congrès de l'Internationale communiste : « *Le monde capitaliste et l'Internationale communiste* » indique :

« *C'est avec mélancolie et regret que la bourgeoisie du monde entier se rappelle les jours d'antan. Tous les fondements de la politique internationale ou intérieure sont bouleversés ou ébranlés. Pour le monde des exploités, demain est gros d'orages. La guerre impérialiste a achevé de détruire le vieux système des alliances et des assurances mutuelles sur lequel étaient basés l'équilibre international et la paix armée. Aucun équilibre nouveau ne résulte de la paix de Versailles.* »

La Russie d'abord, ensuite l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont été jetées hors de la lice. Ces puissances de premier ordre, qui avaient occupé la première place parmi les pirates de l'impérialisme mondial, sont devenues elles-mêmes les victimes du pillage et ont été livrées au démembrement. (...)

Mais même dans le camp des vainqueurs il y a des vaincus. Enivrée par son chauvinisme et par ses victoires, la bourgeoisie française se voit déjà maîtresse de l'Europe. En réalité, jamais la France n'a été à tous les points de vue dans une dépendance plus servile vis-à-vis de ses rivales plus puissantes, l'Angleterre et l'Amérique. (...)

Le Japon, en proie aux contradictions inhérentes au régime capitaliste dans une société demeurée féodale, est à la veille d'une crise révolutionnaire des plus profondes ; déjà, malgré des circonstances plutôt favorables dans la politique internationale, cette crise a paralysé son élan impérialiste.

Restent seulement deux véritables grandes puissances mondiales, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. (...)

En même temps, la lutte nationale, dans les domaines possédés par les vainqueurs, a atteint sa plus haute tension. La bourgeoisie anglaise, qui voudrait prendre sous sa tutelle les peuples des quatre parties du monde, est incapable de résoudre d'une manière satisfaisante la question irlandaise qui se pose dans son voisinage immédiat.

La question nationale dans les colonies est encore plus grosse de menaces. L'Egypte, l'Inde, la Perse sont secouées par les insurrections. »

Ainsi, la Première Guerre mondiale mettait-elle fin à toute possibilité de stabilisation de l'ordre impérialiste. Avec elle s'était ouverte « l'ère des guerres et des révolutions », « et des contre-révolutions », précise Trotsky.

Dans celle-ci, le drapeau de la lutte pour l'indépendance nationale, pour en finir avec la domination coloniale, était définitivement passé dans les mains de la classe ouvrière engagée dans le long et difficile combat pour le socialisme.

Olivier Doriane

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Avril 1917, les Etats-Unis d'Amérique entrent en guerre

Par François Forgue

Avril 1917 : les Etats-Unis d'Amérique entrent en guerre contre l'Allemagne et les puissances qui lui sont liées. Avec l'irruption directe dans le conflit de l'Etat le plus puissant à l'extérieur du continent européen, la guerre devint effectivement mondiale non seulement par ses enjeux mais par ses participants.

Du point de vue strict des opérations militaires, à la veille de l'intervention américaine, l'impasse persistait sur le front de l'Ouest : ni l'un ni l'autre camp ne paraissait en état de provoquer une rupture décisive. A l'Est, la révolution qui avait commencé en Russie avait d'emblée renversé le tsarisme ; le nouveau gouvernement assurait qu'il poursuivrait la guerre du côté des Alliés, mais le pourrait-il ?

Les premiers détachements du corps expéditionnaire américain arrivent en France dès le mois de mai. L'industrie de guerre américaine, qui tourne à plein régime, n'a plus seulement comme débouché le conflit européen : elle en est directement une composante. Cependant, il faut un délai de plusieurs mois pour que les forces américaines soient opérationnelles, selon l'expression consacrée. Mais au printemps 1918 comme à l'automne, les troupes américaines compteront pour beaucoup dans l'échec des dernières grandes offensives allemandes. C'est l'apport américain qui fait basculer la situation militaire.

L'engagement militaire américain coûta 116 000 vies de jeunes Américains — comme pour tous les pays belligérants, en majorité des travailleurs, ouvriers, paysans, étudiants. Cela semble peu en regard des pertes allemandes (1 800 000), françaises

(1 600 000), britanniques (800 000), mais souligne l'effroyable carnage que signifiait la « guerre de position », le contingent américain n'ayant occupé qu'une portion limitée du front, et ce pour quelques mois...

Ce bref et nécessaire exposé factuel, si l'on s'y limitait, éviterait l'essentiel.

Pourquoi les Etats-Unis sont-ils intervenus ? Quelle a été la portée historique de cette intervention ?

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ET LA CONSTITUTION DE L'IMPÉRIALISME À L'ECHELLE MONDIALE

L'homme d'Etat français Raymond Poincaré parle de l'année 1917 comme de « l'année terrible ». Commencée par le renversement du régime impérial, la révolution russe — le soulèvement des ouvriers et des paysans contre la guerre, la misère, l'autocratie — s'incarnait, à l'armée comme dans tout le pays, dans un réseau de comités d'ouvriers, de paysans et de soldats (les soviets) et allait aboutir, en octobre 1917, à l'instauration du premier gouvernement ouvrier.

Partout se développe l'action des masses contre la guerre et le système qui l'a engendrée. Mutineries sur le front français, sur le front italien, grèves en Allemagne, en France, en Angleterre.

L'intervention militaire américaine est d'emblée une intervention directement

contre-révolutionnaire, contre les peuples et les travailleurs de tous les pays.

Cette intervention confirme le caractère impérialiste, réactionnaire du conflit en cours. Les deux camps opposés combattent pour les mêmes buts de pillage et d'exploitation. Mais, plus précisément, quelle portée a cette intervention pour le jeune impérialisme américain lui-même, et quelles modifications va-t-elle entraîner pour le système impérialiste mondial ?

Lénine, dans sa préface à l'ouvrage de Boukharine *L'Economie mondiale et l'impérialisme*, préface datée de décembre 1915, écrit :

« On ne saurait émettre un jugement historique concret sur la guerre actuelle si l'on ne se base pas sur une complète élucidation de la nature de l'impérialisme, tant du point de vue économique qu'au point de vue politique. »

Comment Lénine résume-t-il sa conception de l'impérialisme ? Il écrit :

« L'impérialisme, c'est le capitalisme à cette phase de son développement où est constitué le règne du capital financier et des monopoles, quand l'exportation des capitaux a acquis une importance décisive, quand a commencé le partage du monde entre trusts capitalistes internationaux, et s'est terminé le partage du globe par les grandes puissances capitalistes » (L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme).

Avant de donner cette définition concentrée, Lénine indique :

« L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines caractéristiques du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires... »

La manière dont le mode de production capitaliste s'est développé aux Etats-Unis a été une composante de ce processus mondial. Toutes les études qui abordent la question de l'impérialisme au moment où il se constitue — les descriptions empiriques des changements en cours, comme les tentatives d'aborder la question en termes marxistes, c'est-à-dire en fonction de la lutte des classes et de la perspective de la révolution prolétarienne — se réfèrent à ce qui se passe aux Etats-Unis.

Dès les premières phrases de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine constate que « dans ces 15 ou 20 dernières années, surtout depuis la guerre hispano-américaine (1898) et anglo-boer (1899-1902), la notion d'impérialisme est devenue courante. » Ce sont déjà, alors que s'achève le XIX^e siècle, l'Etat et le capitalisme américain qui se drapent dans la « nécessité d'apporter la démocratie » pour installer avec la pire violence leur domination. Et c'est à Cuba que s'illustre Pershing qui, en 1914, sera le commandant des forces américaines en France. Le repartage par la force des possessions coloniales des grandes puissances, ce trait caractéristique de l'impérialisme qui sera à la racine de la Première Guerre mondiale, est, quinze ans plus tôt, à l'égard de l'Espagne, le ressort de la politique américaine. L'émergence des Etats-Unis comme puissance mondiale est un élément constitutif de l'impérialisme à l'échelle mondiale.

Aux Etats-Unis mêmes, la période qui suit la guerre de Sécession est une période de développement frénétique dans tous les secteurs de l'économie. De 1860 à 1884, l'extraction de charbon passe de 14 à 100 millions de tonnes, de 1880 à 1910 la production d'acier est multipliée par 25. Cette période est aussi celle de la construction des chemins de fer. Il y avait déjà plus de 330 000 kilomètres de voies ferrées en 1890, il y en a 540 000 en 1911. On ne revient pas ici sur la sanglante épopée que fut la construction d'une économie moderne à l'échelle de ce pays continent, ce qui fut le règne des « barons voleurs » (robber barons). Pour mener à bien ces travaux titanesques, il fallait décupler les emprunts. Les banques s'assujettirent les branches de l'industrie en développement, assurèrent pour mieux les contrôler leur concentration ; dans les années 1890, la plupart des compagnies ferroviaires fusionnaient en six réseaux, dont quatre étaient totalement contrôlés par la banque Morgan. Les banques elles-mêmes connaissaient le même processus de concentration, comme le signale Boukharine dans *L'Economie mondiale et l'impérialisme* :

« En Amérique, deux banques à elles seules détiennent le monopole : la National City Bank (Rockefeller) et la National Bank of Commerce. »

Lénine, dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans le chapitre intitulé : « Concentration de la production et les monopoles », cite les Etats-Unis comme pays où s'accéléra la concentration :

« Près de la moitié de la production totale du pays fournie par un centième de l'ensemble des entreprises. Et ces trois mille entreprises géantes embrassent 58 branches d'industrie. On voit par là que la concentration, arrivée à un certain degré de son développement, conduit d'elle-même — pour ainsi dire — au monopole. »

C'est en référence à des entreprises américaines — la Standard Oil, la United States Steel Corporation — tout autant qu'à des exemples allemands, que Lénine précise sa définition de la concentration des monopoles :

« Concentration de la production avec comme conséquence les monopoles, fusion et interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion. »

Cette ère de développements tempétueux est aussi une période de violentes luttes des classes.

Si l'une des conditions de l'épanouissement du capitalisme aux Etats-Unis avait été la destruction, par la guerre, du système esclavagiste, l'une des nécessités de la stabilité du système d'exploitation capitaliste avait été l'écrasement du mouvement révolutionnaire des Noirs du Sud, qui, pour la seule fois dans l'histoire des Etats-Unis, étaient majoritaires dans certaines assemblées d'Etat et posaient la question d'une réforme agraire radicale. C'est cet écrasement qui allait fonder la ségrégation généralisée.

C'est au moment où s'achève, en 1877, cette véritable contre-révolution que l'Etat met ses moyens de répression au service des magnats du rail pour écraser une vague de grève commencée par les cheminots, mais qui reçoit l'appui actif de larges secteurs de la population.

Ce sont à nouveau les travailleurs du rail qui entreront dans la lutte en 1884. En 1885-1886, ce sera l'immense mouvement pour la journée de 8 heures, qui culminera à Chicago le 1^{er} mai 1886 et qui sera brisé par une sanglante répression, notamment par la condam-

nation de six des principaux organisateurs du mouvement, à la suite d'une provocation à la bombe. Les dernières décennies du XIX^e siècle et les premières du XX^e seront marquées par d'intenses conflits de classe, notamment dans les mines. C'est dans cette période que se constitueront, succédant aux « Knights of Labor », les organisations ouvrières qui joueront un rôle prédominant dans la lutte des classes, l'American Federation of Labor (AFL, fédération américaine du travail), constituée en 1886, et l'Industrial Workers of the World (IWW), fondée en 1905 (1).

La particularité du développement du capitalisme aux Etats-Unis, dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, c'est que son expansion — dans le cours de laquelle se constituent certains des traits de l'impérialisme — se déroule essentiellement dans des frontières nationales, telles qu'elles ont été dessinées y compris par des conquêtes antérieures (guerre avec le Mexique, 1840). Pour consolider son empire, le capitalisme américain a besoin de s'étendre, d'où la guerre de Cuba, celle des Philippines, les incursions en Amérique centrale, au Mexique. Mais ces poussées impérialistes ont un impact secondaire sur l'économie : le marché intérieur reste déterminant.

Au tournant du siècle, les Etats-Unis deviennent la puissance industrielle la plus forte du monde. En chiffres absolus, leur

(1) Les Knights of Labor est l'une des premières organisations nationales à caractère syndical formée au lendemain de la guerre de Sécession. Elle conserve un caractère de société dont les membres sont initiés, mais elle s'adresse à tous les travailleurs. Elle jouera un rôle important après 1876. L'AFL organise les travailleurs sur la base de syndicats de métier. Elle sera, pendant des décennies, la principale organisation syndicale aux Etats-Unis. En refusant d'organiser les travailleurs non qualifiés et précaires — la masse des travailleurs immigrés —, en rejetant les travailleurs noirs, elle limitera de fait son action à l'aristocratie ouvrière. Son principal dirigeant, Samuel Gompers, laissera son nom à ce qu'on désignera comme le « syndicalisme d'affaires » (business trade unionism) : gompérisme.

Les Industrial Workers of the World, qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire, appellent à la constitution d'organisations syndicales fondées sur les branches d'industrie. Ils seront à l'avant-garde de l'organisation des millions de travailleurs immigrés et préfigurent par leur action ce que sera le (Congress of Industrial Organisations (CIO).

production de charbon par exemple dépasse celle de tous les autres pays capitalistes, et il en est de même pour l'acier. Si des capitaux américains sont exportés en quantité considérable vers le Mexique et l'Amérique latine, les Etats-Unis restent avant tout un pays où des capitaux étrangers sont investis. En particulier, le capital britannique tire d'importants profits de son financement de la construction des chemins de fer.

Grande puissance industrielle, la première du monde dans certains secteurs, ils ne mettent pas encore en cause la domination du marché mondial exercée par les vieilles puissances capitalistes, notamment la Grande-Bretagne. Tout dans leur développement pousse à une remise en cause des bases sur lesquelles est constitué le marché mondial. La guerre sera l'occasion — et la forme — au travers de laquelle ces tendances impérialistes s'imposeront.

« LE MAÎTRE DE L'HUMANITÉ CAPITALISTE »

La Première Guerre mondiale — qui s'était bien transformée en « guerre civile » — a eu comme résultat principal la victoire de la révolution d'Octobre, sous la conduite du Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, l'établissement du premier Etat ouvrier.

Le 28 juillet 1924, dix ans après le début de la guerre, Léon Trotsky prononce un discours sur les « perspectives de l'évolution mondiale ». Il parle alors des Etats-Unis comme du « facteur capital de l'histoire contemporaine de l'humanité » et souligne que

« vouloir raisonner sur le sort de l'Europe et du prolétariat mondial sans tenir compte de la force et de l'importance des Etats-Unis, c'est dans un certain sens compter sans le maître. Car le maître de l'humanité, c'est New York et Washington. L'Europe, hier encore si puissante, si fière de sa culture et de son passé historique, doit maintenant, pour se tirer de l'impasse, des contradictions et des malheurs qu'elle a elle-même attirés sur sa tête, faire venir d'outre-Atlantique un général Dawes (qui établira) un tableau exact des modes et des délais de restauration de l'Europe » (2).

C'est dans ce discours que Trotsky définit la volonté du capitalisme américain à l'égard des impérialismes européens par la formule célèbre, mille fois citée :

« Le capital américain doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints du marché mondial (...). En un mot il veut réduire l'Europe à la portion congrue. »

Il ne s'agit en rien d'un programme visant à établir un équilibre pacifique, un partage harmonieux.

« Ce programme américain de mise en tutelle du monde entier n'est pas du tout un programme pacifiste, au contraire, il est gros de guerres et de bouleversements révolutionnaires (...). L'ère de l'américanisme pacifiste qui semble s'ouvrir en ce moment n'est qu'une préparation à de nouvelles guerres monstrueuses », ajoute Trotsky.

Ces lignes datent de 1924. Illusoire serait la tentation d'y voir par analogie une clef qui, à elle seule, permettrait de comprendre les développements contemporains, près d'un siècle plus tard, vains les exercices scolastiques visant à apprécier après coups la validité de tel ou tel pronostic.

La marche de la lutte des classes internationale avait déjà modifié bien des données dix ans plus tard : la crise du système capitaliste tout entier, ajoutant, certes, au déclin de l'Europe, mais frappant avec une force sans égale la principale puissance capitaliste elle-même, la montée du fascisme face à la menace de la révolution sociale, la dégénérescence de l'Etat issu de la révolution russe, la contre-révolution politique menée par le stalinisme...

Puis la Seconde Guerre mondiale, ses conséquences, les bouleversements révolutionnaires qu'elle a engendrés, la situation créée par la survivance d'un système impérialiste en décomposition, l'effondrement de l'URSS dont les bases ont été sapées par la bureaucratie, constituent une situation nouvelle dans laquelle, pourtant, les Etats-Unis demeurent la principale puissance impérialiste.

(2) Charles Dawes avait été désigné par le gouvernement américain comme responsable d'une commission d'experts devant superviser la réorganisation économique de l'Europe au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Ce qui frappe avant tout, c'est à quel point les problèmes soulevés par Trotsky ne sont nullement résolus et conservent toute leur importance. Le système capitaliste mondial n'a pu se perpétuer qu'en préservant et en accentuant le rôle majeur des Etats-Unis. Il n'y a pas eu de nouvelle donne, de redistribution des rôles, de changement de hiérarchie au sein du système capitaliste :

« *La puissance économique des Etats-Unis ne s'est pas encore entièrement fait sentir, mais elle se fera sentir sur tout* »,

disait encore Trotsky en 1924. N'est-ce pas justement ce qui s'est imposé, au travers des catastrophes jalonnant l'histoire du maintien du système capitaliste ? Et les obstacles auxquels se heurte le capital américain n'ont-ils pas leur source dans la crise généralisée du système capitaliste lui-même ?

La fantastique expansion du capitalisme américain, sa puissance manifeste acquise dès les premières années du XX^e siècle, le degré de concentration qui était atteint aux Etats-Unis, la place des monopoles, du capitalisme financier, exigent pour sa pleine constitution comme puissance impérialiste, que la diplomatie du bâton, le recours à l'agression militaire, cessent de s'exercer prioritairement à l'échelle régionale ou continentale. Pour devenir au plein sens du terme la principale puissance impérialiste dont le développement sur lequel il reposait lui donnait déjà la place potentielle, l'Etat impérialiste américain devait faire valoir ses droits par la guerre.

Lorsque le président Wilson, qui avait maintes fois répété que les Etats-Unis resteraient neutres, demanda au Congrès l'autorisation d'entrer en guerre (autorisation que le Congrès accorda à une large majorité), il le justifia par la défense du droit des citoyens américains à naviguer sur des navires marchands dans la zone des hostilités. En fait, sous une forme sophistiquée, c'était l'affirmation de la liberté de commerce.

Encore une fois, dans *Europe et Amérique*, l'essentiel est dit. Après être revenu sur les étapes dans la voie de l'impérialisme où se sont engagés délibérément les Etats-Unis (la guerre hispano-américaine de 1898, le détachement de la

Colombie de la province du Panama et le percement du canal), Trotsky écrit :

« *De ces étapes, la guerre mondiale a été la plus importante. Les Etats-Unis n'y sont entrés qu'à la dernière heure, ils ont attendu trois ans avant de sortir de leur neutralité. Bien plus, deux mois avant leur intervention, Wilson déclare qu'il ne pouvait être question de la participation de l'Amérique à la folie sanglante des peuples européens. Trois années durant, les Etats-Unis se sont contentés de convertir méthodiquement en dollars le sang des "fous" d'Europe. Mais au moment où la guerre menace de se terminer par la victoire de l'Allemagne, leur rival le plus dangereux, les Etats-Unis sont intervenus, et c'est ce qui a décidé de l'issue de la lutte (...). C'est dans un but intéressé que l'Amérique a alimenté la guerre par son industrie, c'est dans un but intéressé qu'elle est intervenue.* »

“LA GUERRE EST LA SANTÉ DE L'ÉTAT”

« *La guerre est la santé de l'Etat* ». C'est ce titre que l'historien américain Howard Zinn a donné à un chapitre de son livre *Une Histoire populaire des Etats-Unis*. Il est celui du livre d'un écrivain américain, Randolph Bourne, publié pendant la Première Guerre mondiale.

A la veille de la guerre, rappelle Zinn, en 1914, les Etats-Unis étaient touchés par une sérieuse récession. Lors de sa campagne présidentielle de 1912, Wilson déclarait : « *Notre marché intérieur ne suffit plus, il nous faut les marchés extérieurs.* »

Le déclenchement de la guerre en Europe fut un salutaire volant d'entraînement pour toute l'économie américaine. Les industries américaines devinrent le principal fournisseur de matériel de guerre des Alliés : le massacre en cours offrait un débouché sans cesse renouvelable aux moyens de destruction offerts par les Américains. En avril 1917, les Etats-Unis avaient vendu pour plus de 2 milliards de dollars de marchandises aux Alliés. Pour apprécier ce que signifie cette somme, il suffit de rappeler qu'à la même époque, les investissements privés des Etats-Unis s'élevaient à 3,5 milliards de dollars. Howard Zinn note qu'avec

« la Première Guerre mondiale, l'Angleterre devient de plus en plus un marché pour les marchandises américaines et pour les prêts financiers à intérêt. La JP Morgan and Co agissait en tant qu'agent pour les Alliés. Quand en 1915, Wilson leva l'interdit sur les prêts bancaires destinés aux Alliés, Morgan se mit à prêter de telles sommes d'argent qu'il fit d'immenses profits personnels, tout en intéressant plus étroitement la finance américaine à une victoire anglaise contre l'Allemagne » (H. Zinn, *Une Histoire populaire des Etats-Unis*, p. 411).

Plus généralement, c'est dans le creuset de la guerre que l'impérialisme américain fait sa mue, qu'il connaît la transformation qui en fera la principale fabrique, le principal entrepôt, la principale banque du monde, comme l'expliquait Trotsky dans *Europe et Amérique*.

De manière immédiate, prospérité, accumulation de profits liés à la guerre, « bonne santé » des exploités qui sera aussi la bonne santé de leur Etat.

La guerre sera bien sûr la santé de l'Etat, dans un autre sens encore. Dans la première partie de cet article a été évoquée l'intensité de la lutte des classes aux Etats-Unis. Les années qui précèdent l'explosion de la Première Guerre mondiale sont marquées par une montée de l'action de la classe ouvrière sur tous les terrains, de luttes revendicatives qui aboutissent parfois à des affrontements avec l'appareil d'Etat et qui signifient dans tous les cas un élargissement et un approfondissement de l'action syndicale. Ce sera le cas, pendant plusieurs mois, y compris après l'entrée des Etats-Unis dans la guerre.

L'organisation syndicaliste révolutionnaire The Industrial Workers of the World (IWW) jouera un rôle décisif dans ces conflits. C'est l'IWW qui, en 1912, mena la grande grève des travailleurs du textile à Lawrence, dans le Massachussets. Grève que ne pourront briser ni les tentatives de division ni le recours à la répression policière (la ville de Lawrence fut mise en état de siège, les dirigeants syndicaux emprisonnés). L'IWW fit de cette grève, qui touchait près de 30 000 travailleurs, une affaire nationale. Une autre grève se déclencha au début de 1913, dans l'industrie de la soie, à Paterson, dans le New Jersey. Là aussi, la répression et les manifestations de solidarité en firent un événement national.

D'autres grèves ne parvinrent pas à arracher la satisfaction des revendications. Mais elles étaient significatives, non seulement parce qu'elles attestaient de la combativité et de la volonté d'organisation des travailleurs, mais parce qu'elles marquaient l'entrée de l'IWW dans les secteurs les plus centraux de l'industrie, entraînant parfois dans la grève des syndicats de l'AFL. Ce fut le cas à Akron, dans l'Ohio, à la suite d'un mouvement spontané déclenché dans les grandes usines de presses, de la grève menée chez le constructeur d'automobiles Studebaker, à Detroit.

On peut encore citer parmi les conflits significatifs la grève des mineurs de fer du Minnesota, qui engloba 16 000 travailleurs en 1916. Là, le puissant trust de la United States Steel Corporation dut céder, et fut contraint d'accepter la journée de huit heures et une augmentation générale des salaires de l'ordre de 10 %.

Eugene Debs, dirigeant syndicaliste, âme de la grande grève de Pullman en 1894, était devenu l'un des principaux responsables du Parti socialiste. Sous sa direction, le parti s'était largement développé, et lors des élections de 1912, lorsque Debs présenta sa candidature à la présidence, il obtint près d'un million de voix, doublant le score de 1908.

Les capitalistes et leur représentation politique, leur Etat, manifestaient leur inquiétude face à cette montée du mouvement ouvrier et socialiste. Peu après l'accession de Wilson à la présidence, une grève éclata dans les mines du Colorado, gérées par la Colorado Fuel and Iron Corporation, propriété de la famille Rockefeller. Très vite, le patronat eut recours à la violence, sous la protection d'hommes armés qui attaquaient les grévistes, abattant plusieurs d'entre eux, des briseurs de grève étaient introduits dans les mines. En avril 1914, après huit mois de grève, Rockefeller fit appel à la Garde nationale, qui attaqua le campement des grévistes, tuant vingt-six personnes. Nombreux furent alors des mineurs qui, à leur tour, prirent les armes. Il fallut envoyer des troupes fédérales, mettre en place une commission de conciliation...

Ce qui apparaissait alors comme un « dérapage » allait devenir la norme.

L'entrée en guerre des Etats-Unis fut l'occasion pour l'Etat de s'engager dans une violente et sanglante offensive contre le mouvement ouvrier, une véritable guerre civile préventive.

Dès le mois de juin 1917 était adoptée par le Congrès une « loi sur l'espionnage ». Au nom de l'action à mener contre l'espionnage, cette loi liberticide mettait en fait en cause les droits démocratiques les plus élémentaires des citoyens américains, y compris leur droit à avoir une opinion et à la formuler — au moins en ce qui concerne la guerre.

La loi prévoyait jusqu'à

« vingt ans d'emprisonnement contre toute personne qui, en temps de guerre, inciterait ou tenterait d'inciter à l'insubordination, à la trahison ou au refus de servir dans les forces armées des Etats-Unis, ou qui ferait volontairement obstruction aux services de recrutement ».

Comme on le comprend, un article ou un discours expliquant les causes de la guerre, même s'il ne formulait aucun mot d'ordre, pouvait tomber sous le coup de cette loi. Randolph Bourne, l'auteur du livre *La Guerre est la santé de l'Etat*, devait d'ailleurs en éprouver les rigueurs.

Howard Zinn cite un exemple d'application de cette loi qui en montre tout l'arbitraire et qui relève aussi d'un humour involontaire. Le réalisateur d'un film intitulé *L'Esprit de 76* fut condamné au nom de cette loi à dix ans d'emprisonnement car ce film « *attaquait la bonne foi de notre alliée la Grande-Bretagne* ». Or ce film portait sur la révolution américaine de 1776 et faisait référence aux exactions des troupes coloniales britanniques !

Mais là où la loi fut utilisée de la façon la plus libérale, ce fut contre le mouvement ouvrier, en combinaison avec les actions de milices « extra légales » d'agression, d'enlèvement et de lynchage.

Si Samuel Gompers et l'essentiel de la direction de l'AFL acceptèrent de participer à l'effort de guerre, le gouvernement ne put s'assurer du concours du Parti socialiste ni de celui de l'IWW.

Le lendemain de la déclaration de guerre, le Parti socialiste réunit à Saint-Louis une conférence d'urgence qui qualifia la déclara-

tion de guerre comme « *un crime contre le peuple des Etats-Unis* ». Sans donner de mots d'ordre s'opposant au recrutement puis à la conscription, l'IWW condamnait l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Au début, le gouvernement comptait sur le volontariat, mais au bout de six semaines, on comptabilisait seulement 73 000 engagements volontaires. Il fallut voter une loi instituant la conscription.

Dans tous les Etats-Unis, des milliers de militants socialistes, syndicalistes, pacifistes furent arrêtés. Plus de 900 condamnations furent prononcées au nom de la loi contre l'espionnage. On compte par centaines les « incidents » où des groupes de « patriotes indignés » brisèrent des réunions, saccagèrent des locaux, blessèrent ou tuèrent des militants ouvriers.

Dans le cas des IWW, on déchaîna une véritable chasse à l'homme sur tout le territoire. A ce sujet, Daniel Guérin, dans *Où va le peuple américain* (éditions Julliard, 1950) résume ainsi la situation :

« L'entrée en guerre des Etats-Unis déchaîna contre eux une féroce répression. Toutes les forces conjointes du capitalisme, des pouvoirs publics, des anciens combattants utilisés comme milices fascistes, furent employées à les écraser (...). Des milliers d'IWW furent arrêtés, condamnés à de longues peines de prison. »

Le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, qui, avant d'être l'un des fondateurs du PC américain, avait été l'un des cadres de l'IWW, partageait ce jugement. Il considérait même que la désorganisation engendrée par la répression, la nécessité de concentrer tous les efforts sur la solidarité entre prisonniers, avaient entravé la discussion sur la révolution russe qui aurait permis à la majorité des IWW de s'orienter vers l'Internationale communiste.

La même politique de répression fut déchaînée contre le Parti socialiste.

Le plus populaire de ces dirigeants, Eugene Debs, fut ainsi condamné pour avoir prononcé un discours contre la guerre, à Canton, une ville de l'Ohio, le 16 juin 1918, rappelant que « *toutes les guerres de l'histoire ont été des guerres de conquête et de pillage* » (nous publions en encadré des extraits de ce discours). Il

fut poursuivi au titre de la loi sur l'espionnage, car ces propos pouvaient inciter ses auditeurs à ne pas s'enrôler. Il fut condamné à dix ans de prison. Il fit appel, et son appel passa devant la Cour suprême en 1919. La guerre était finie. La sentence fut pourtant confirmée. Cet homme de soixante-six ans passa alors, dans des conditions de détention rigoureuses, près de trois ans dans un pénitencier fédéral, avant d'être libéré sur ordre présidentiel.

Physiquement épuisé, il devait mourir en 1926. Debs ne joua pas, dans cette ultime phase de sa vie, le rôle qu'il aurait pu tenir. Au nom de l'unité entre « tous les socialistes », se prononçant pour une utopique reconstitution du Parti socialiste tel qu'il était à la veille de la guerre, il se refusa à aller plus loin dans la voie du « bolchevisme » qu'il avait commencé à emprunter dans son discours de Canton. Son évolution n'est pas séparable des conséquences pour tout le mouvement ouvrier américain de la vague de réaction engendrée par la guerre. Toutes les restrictions aux droits d'organisation et d'expression, édictées au nom de l'état de guerre, furent maintenues ensuite pendant des années. Elles fournirent la base « légale » de la terreur déchaînée contre les militants communistes, anarchistes, syndicalistes, contre les Noirs, contre les tra-

vailleurs émigrés, dans les années vingt, comme moyen de faire barrage à une nouvelle montée de la classe ouvrière dans le monde, et aux Etats-Unis mêmes, où elle s'exprima notamment dans la grève générale de Seattle (janvier 1919).

Par sa participation au premier conflit mondial, l'impérialisme américain forgeait les conditions du rôle mondial qu'il allait jouer. Directement, l'entrée en guerre des Etats-Unis correspondait à des buts contre-révolutionnaires, s'inscrivait dans la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », mais dans le camp de la contre-révolution. Survenant en 1917, après que la révolution russe a commencé à déferler, au moment des premières mutineries sur le front, des grèves en Angleterre, en Allemagne, en France, elle était une opération contre-révolutionnaire.

Au moment même où, au travers de la guerre, l'impérialisme américain commençait à s'imposer comme impérialisme principal, il était en même temps amené à jouer le rôle de principal garant de l'ordre mondial contre la révolution. Pour le tenir, il lui fallait d'abord le tenir aux Etats-Unis mêmes, contre la classe ouvrière américaine.

François Forgeue

Extraits du discours d'Eugene Debs contre la guerre (16 juin 1918)

« Dans toute l'histoire, les guerres ont été faites pour conquérir et piller. (...) »

A ce stade je voudrais m'attarder sur le fait — on ne peut pas y revenir trop souvent — que la classe ouvrière, qui est de tous les combats, la classe ouvrière qui fait tous les sacrifices, la classe ouvrière, elle qui verse son sang et dont les cadavres jonchent les champs de bataille, n'a jamais eu son mot à dire, soit pour déclarer la guerre, soit pour faire la paix. Cela revient invariablement à la classe dirigeante. Ce sont eux qui déclarent la guerre et ce sont eux, et eux seuls, qui font la paix. (...) »

Oui mes camarades, mon cœur bat à l'unisson du vôtre. Oui, nous sommes tous un seul et même grand cœur qui répond au cri de ralliement de la révolution sociale. Ici, dans cette assemblée de gens conscients, nous sommes de tout cœur aux côtés des bolcheviques en Russie. Ces hommes et ces femmes héroïques, ces camarades indomptables qui, par leur incomparable courage et leur sacrifice, ont donné encore plus d'éclat à la renommée du mouvement international. Nos camarades russes ont fait de plus grands sacrifices et souffert plus encore, et ont, dans leur héroïsme, versé davantage de leur sang que d'autres hommes et femmes sur cette terre ; ils ont posé les fondations de la première vraie démocratie qui ait jamais existé en ce monde. Et le tout premier acte de la révolution russe triomphante fut de proclamer l'état de paix avec l'humanité tout entière (...). Nous avons ici le souffle même de la démocratie, la quintessence d'une liberté naissante. La révolution russe a proclamé son triomphe glorieux dans un éclatant et vibrant appel aux peuples de toute la terre (...). »

La paix malheureuse de Brest-Litovsk

Les dilemmes du parti révolutionnaire russe

Par Michel Sérac

Attention : c'est au cours de la période étudiée ici que la Russie, dont le calendrier julien retarde de treize jours, passe au calendrier grégorien. Le jour qui suit le 31 janvier 1918 est le 14 février.

Préambule

A 21 heures, le 26 octobre 1917, s'ouvre à Petrograd la séance du second congrès des soviets (conseils) d'ouvriers et de soldats. Le gouvernement Kerenski, qui avait tenté de relancer l'offensive guerrière (la Russie tsariste est l'alliée de l'Angleterre et de la France), est renversé, les ministres sont arrêtés. Le congrès du nouveau pouvoir a trois questions majeures à son ordre du jour : la paix, la terre, la formation du nouveau gouvernement.

Car il faut d'abord que la révolution tienne sa promesse d'en finir avec la guerre impérialiste, qui tue, en moyenne, 1 459 soldats russes par jour. Cette exigence a été au cœur du soulèvement qui a balayé le régime tsariste. C'est aussi la guerre continuée au mépris des aspirations populaires qui a creusé le fossé entre les masses et le gouvernement provisoire.

Rapporteur sur la paix, en ce 26 octobre, Lénine propose le décret suivant :

« Le gouvernement ouvrier et paysan créé par la révolution des 24 et 25 octobre, et s'appuyant sur les soviets

des députés ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements d'entamer des pourparlers immédiats en vue d'une paix juste et démocratique. »

Les termes sont soigneusement calculés : en direction, à la fois, des gouvernements en place, fauteurs de guerre, et des peuples qui subissent l'horrible carnage. Il ne faut, en effet, donner aucun prétexte aux gouvernements pour différer ou refuser les pourparlers. Plus précises encore sont les conditions proposées : une paix immédiate, sans annexions ni contributions de réparation. Compte tenu des traditions de mensonges et d'hypocrisie de la diplomatie, des mille et un prétextes impérialistes pour asservir les nations et les coloniser, un long paragraphe précise le sens politique exact du mot annexion :

« Par annexions ou conquêtes de terres étrangères, le gouvernement entend, conformément à la conscience du droit qu'ont les démocraties en général et les classes laborieuses en particulier, tout rattachement à un État grand ou puissant d'une nationalité petite ou

faible, si l'accord et le désir de cette nationalité n'ont pas été exprimés avec précision, avec clarté et de plein gré, indépendamment de l'époque où ce rattachement par la force a été réalisé, indépendamment aussi du degré de développement ou de l'Etat arriéré de la nation rattachée par la force ou maintenue par la force dans les frontières d'un Etat donné. Indépendamment, enfin, du fait que cette nation se trouve en Europe ou dans de lointains pays d'outre-mer » (Lénine, Œuvres, tome 26).

Puis, ce même décret fournit aux travailleurs du monde entier la fameuse preuve de rigueur et de bonne foi du premier gouvernement ouvrier et paysan de l'histoire du monde :

« Le gouvernement abolit la diplomatie secrète (...), il procède immédiatement à la publication complète des traités secrets ratifiés ou conclus par le gouvernement des capitalistes et des propriétaires fonciers. »

Il s'adresse

« aux ouvriers conscients des trois nations les plus avancés de l'humanité et des Etats les plus importants engagés dans la guerre actuelle : Angleterre, France et Allemagne ».

Cette adresse aux peuples et aux gouvernements pour la paix immédiate est adoptée à l'unanimité, dans l'enthousiasme. Les bolcheviks, majoritaires, ont été rejoints par d'autres partis : socialistes-révolutionnaires de gauche, sociaux-démocrates polonais, lituaniens, lettons... Pour décrire cet instant, laissons la parole à Léon Trotsky, bientôt nommé commissaire du peuple aux Affaires étrangères, chargé des pourparlers de paix, qui cite le militant-témoin et écrivain John Reed :

« Ecoutez, peuples ! La révolution vous invite à la paix. Elle sera accusée d'avoir violé les traités. Mais elle en est fière. Rompre avec de sanglantes alliances de rapaces, c'est un grand mérite dans l'histoire. Les bolcheviks osèrent. Ils furent seuls à oser. La fierté éclate dans les cœurs. Les yeux s'enflamment. Tous sont sur pied. Personne ne fume plus. Il semble que personne ne respire. Le bureau, les délégués, les invités, les hommes de garde s'unissent en un hymne d'insurrection et de fraternité.

“Brusquement, sur une impulsion générale — racontera bientôt John Reed,

observateur et participant, chroniqueur et poète de l'insurrection —, nous nous trouvâmes tous debout, reprenant les accents entraînants de L'Internationale. Un vieux soldat aux cheveux gris pleurait comme un enfant. Alexandra Kollontaï cillait rapidement des yeux pour ne pas pleurer. La puissante harmonie se répandait dans la salle, perçant vitres et portes, et montant bien haut vers le ciel.”

Etait-ce vers le ciel ? Plutôt vers les tranchées d'automne qui découpaient la misérable Europe crucifiée, vers les villes et villages dévastés, vers les femmes et les mères en deuil. “Debout, les damnés de la terre ; debout, les forçats de la faim !” Les paroles de l'hymne s'étaient dégagées de leur caractère conventionnel. Elles se confondaient avec l'acte gouvernemental. C'est de là que leur venait leur sonorité d'action directe. Chacun se sentait plus grand et plus significatif en ce moment-là. Le cœur de la révolution s'élargissait au monde entier » (Léon Trotsky, Histoire de la révolution russe).

Dès le 7 novembre, cette proposition de paix est envoyée par radio à tous les gouvernements engagés dans la guerre, et simultanément aux peuples des nations belligérantes.

Dans l'enthousiasme général, une seule voix un peu dissonante se manifeste. Le bolchevik Erémeïev demande que les conditions de paix soient formulées aux gouvernements comme un ultimatum. Lénine s'y oppose : cette intransigeance verbale serait utilisée par les gouvernements impérialistes pour se dérober. Rapportant cet échange comme historien, Trotsky observe :

« Les futurs dissentiments à propos de Brest-Litovsk se font jour à travers cet épisode. »

Moins de trois mois plus tard, face aux terribles conditions de paix dictées par les empires centraux à la Russie soviétique affaiblie, le Parti bolchevique et le congrès des soviets se déchireront. Lénine, durablement minoritaire, n'aura d'autre solution que de jeter dans la balance la menace de démissionner à la fois du comité central du parti et du gouvernement soviétique. La révolution est au bord du gouffre.

I. La trêve : complexité de la situation

La trêve est signée le 22 novembre à Brest-Litovsk pour trois semaines, puis, le 2 décembre, l'armistice entre en vigueur sur tous les fronts, de la Baltique aux Carpates. C'est un statu quo territorial, les armées campant sur leurs positions. La trêve est reconduite fin décembre.

Les pourparlers se sont ouverts le 9 décembre. Trotsky, qui y représente à partir du 27 le gouvernement soviétique, met fin aux familiarités que les habiles diplomates austro-allemands avaient tenté d'instaurer avec la délégation russe. Il leur propose de faire connaître à l'armée allemande les opinions des internationalistes Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, emprisonnés.

A ce moment, et pour plusieurs années, il convient de le rappeler, le Parti bolchevique, qui veut jeter les bases de la Troisième Internationale, est entièrement soudé sur les positions internationalistes du marxisme. Tous sont pleinement conscients que le sort de la révolution russe, survenue dans un Etat économiquement arriéré, dépend de la marche et des rythmes de la révolution en Europe, singulièrement de la révolution allemande.

Les alliés du tsar, gouvernements de France et d'Angleterre, ont dédaigné de répondre aux propositions de paix. Ils lancent en revanche immédiatement la machine de propagande patriotique (le fameux « bourrage de crâne ») sur la calomnie d'une alliance entre les révolutionnaires russes et « l'ennemi » allemand, le Kaiser.

Aucun autre soulèvement ne s'est produit, en Europe, à l'automne 1917. Il est donc nécessaire de définir une tactique permettant tout à la fois de satisfaire la revendication des masses — la paix immédiate — et de gagner du temps, en attendant les relais révolutionnaires, en sauvegardant la première position prolétarienne conquise.

En outre, sur cet immense front de milliers de kilomètres, l'armée russe est

épuisée, affamée, nombre de soldats rentrent chez eux, abandonnant leurs armes.

A la proposition de paix juste et démocratique, sans annexion, les empires centraux ont répondu sans vergogne qu'ils « adhéraient » à cette formule et à la libre disposition des nations. Mais les diplomates et généraux impérialistes présents à Brest-Litovsk ne tardent pas à préciser le sens qu'ils donnent à cette adhésion :

« C'est ainsi que Kühlmann voulait à tout prix démontrer que l'Allemagne, si elle se saisissait de la Pologne, de la Lituanie, des pays Baltes et de la Finlande, ne ferait pas autre chose que d'assurer d'une certaine façon le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la volonté de ces peuples s'exprimant par l'intermédiaire d'organes "nationaux" qu'avaient créés... les autorités de l'occupation allemande » (Léon Trotsky, Ma Vie).

Le 5 janvier, les représentants des empires étalent sur la table leurs exigences territoriales. Ils entendent annexer effectivement la Pologne, la Lituanie et la Lettonie, qu'ils occupent.

Les tensions et divergences qui, depuis plusieurs semaines, agitent le Parti bolchevique, face à la nécessité de répondre à ce diktat, vont brutalement s'accroître.

II. L'affrontement interne : paix avec annexions ou guerre révolutionnaire ?

Dans les précédentes crises qui ont secoué le Parti bolchevique depuis février — après les *Thèses d'avril* de Lénine exigeant la rupture avec le gouvernement provisoire, puis au moment de l'insurrection —, les positions en présence pouvaient se classer selon le schéma classique droite-gauche. Lénine et Trotsky, acquis au mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* », puis à l'insurrection, représentent à chaque fois la gauche du parti.

Jusqu'à l'arrivée de Lénine en avril 1917, Kamenev et Staline impriment à la politique du parti « *un brusque coup de volant dans le sens de la droite* » (Trotsky). Staline adopte le point de vue d'une répartition des tâches entre les soviets et le gouvernement provisoire, ce qui revient à soutenir conditionnellement ce dernier. Tournant le dos à la politique constante de Lénine depuis 1914, qui fustige la trahison criminelle des social-patriotes, social-chauvins de la Deuxième Internationale, Kamenev, dans la *Pravda*, condamne le mot d'ordre « *A bas la guerre* », à la grande satisfaction des partis petits-bourgeois qui suivent Kerenski dans la défense nationale, continuateur de celle du tsar. Sous cette direction opportuniste, les bolcheviks tendent à devenir le flanc gauche du menchevisme ; d'ailleurs, en province, les deux partis s'unifient souvent en organisations communes.

La protestation viendra d'abord des assemblées et soviets d'ouvriers, qui s'insurgent contre la ligne patriotique de la *Pravda*. Puis,

« *dans la large masse du parti, commença une rapide différenciation : à gauche ! A gauche ! Vers les thèses de Lénine* » (Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*).

Le second affrontement interne est encore plus clair. A la veille de l'insurrection décidée, Kamenev et Zinoviev prennent position publiquement en la dénonçant. Ils conservent ce comportement politique, même après l'insurrection, en cherchant un accord de tous les « socialistes » au sein du

gouvernement soviétique, de ces mêmes socialistes conciliateurs que la révolution a vaincu. Quand, dans des pourparlers ouverts à son initiative, ces prétendus socialistes lui proposent un gouvernement où les bolcheviks auraient 5 postes sur 18, à l'exclusion de Lénine et Trotsky, Kamenev répond : « *Il n'y a pas de quoi rompre* » (Jean-Jacques Marie, *Lénine*).

A l'hiver 1917-1918, les apparences sont très différentes.

Avec la majorité du comité central du parti, autour de Boukharine, Piatakov et d'autres, qui se présentent comme *communistes de gauche*, une masse de militants s'orientent sur le mot d'ordre de « guerre révolutionnaire », refusent les pourparlers de paix, cette position étant à leurs yeux la seule compatible avec l'internationalisme et l'aide à la révolution européenne.

Lénine, archi-minoritaire au départ (ce point est commun avec l'époque des *Thèses d'avril*), défend, dans une formule volontairement brutale, la « *signature de la paix avec annexions* ».

Trotsky partage avec Lénine l'opposition à la guerre révolutionnaire, qu'il sait lui aussi impossible, mais diverge avec lui sur la signature du traité de paix. Cette divergence s'accusera lorsque Trotsky quittera Brest-Litovsk le 30 janvier sans signer. En un sens, on pourrait dire que sa position se situe au « centre », dans une répartition où Lénine serait classé à « droite »... Plus exactement, il qualifiera sa position comme un « pont » entre les deux camps constitués, permettant à la majorité du parti de rejoindre la position de Lénine. Car, dit-il,

« *en cette période, on n'aurait pu faire adopter le point de vue de Lénine que par une scission ou un coup d'Etat, pas autrement* » (Léon Trotsky, *Ma Vie*).

La situation, à ce moment, en janvier-février 1918, est périlleuse quant au sort de la révolution.

Intéressons-nous, pour en tirer toutes les leçons, au déroulement des événements et à

la constitution des courants politiques, entre octobre 1917 et février 1918. Nous verrons alors ce qu'il faut penser de leur répartition.

A. LA "GAUCHE", EN FAVEUR DE LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE

L'ouverture des pourparlers de paix, deux mois après la prise du pouvoir, est accueillie avec hostilité par le courant gauche de Boukharine. Cette position s'exprime de façon caricaturale dans les organisations du parti à Moscou. Le comité du parti y prône la rupture des relations diplomatiques avec tous les impérialismes et « *une guerre sans merci contre la bourgeoisie du monde entier* » ! En janvier, la position de Lénine — signature de la paix en acceptant les annexions — présentée dans une assemblée de 400 militants y est battue par 387 voix contre 13. Le mot d'ordre de guerre révolutionnaire l'emporte aussi à Petrograd, dans l'Oural, en Sibérie, avec la demande d'un congrès qui trancherait contre la signature de la paix.

Répetons-le : tous les bolcheviks sont convaincus que la survie de la révolution est liée au sort de la révolution allemande. La « gauche », grisée comme le dira Lénine, par la relative « facilité » des victoires remportées sur le tsar, puis sur Kerenski, « *table uniquement sur l'espoir que la révolution allemande éclatera peut-être dans un délai très proche, très court, d'ici quelques semaines* » (thèses du 7 janvier).

On se tromperait en voyant là le résultat d'une simple exaltation. Parvenue dans sa quatrième année, la boucherie impérialiste provoque des révoltes conséquentes à la fin de 1917. En décembre, la grève s'étend en Autriche-Hongrie. A Vienne, la grève gagne toutes les usines, appuyée par des manifestations de femmes contre la famine. Les régions industrielles de Haute Autriche, de Styrie, de Hongrie, sont touchées. Dans les assemblées ouvrières massives, les premiers conseils font leur apparition. En janvier 1918, le mouvement gagne Varsovie occupée par l'armée allemande. A Berlin même, des usines sont en grève avec l'élection de délégués clandestins. Le 17 janvier, 5 000 marins de 14 navires de guerre hissent le drapeau rouge en

Dalmatie. Rejet de la guerre, mutineries : l'éveil des masses, secouant le joug de la terreur patriotique, est sensible dans toute l'Europe. Ces embrasements sont saisis par la « gauche », majoritaire, du Parti bolchevique, comme justifiant le refus de signer la paix, et l'engagement d'une guerre révolutionnaire, confortant la révolution en Europe. Ce sont ces *espoirs* qui viennent s'ajouter à l'indignation lorsque les rapaces impérialistes avancent leurs exigences d'annexions. La signature de la paix est alors présentée comme affaiblissant la révolution européenne, dont dépend la jeune révolution russe.

B. POSITIONS COMMUNES À LÉNINE ET TROTSKY

Les deux dirigeants révolutionnaires font un constat commun : l'armée russe, qui s'est soulevée contre la poursuite de la guerre, est épuisée, désorganisée ; les soldats, excédés, quittent le front. Sur le chemin de Brest-Litovsk, Trotsky observe : « *Les tranchées étaient presque vides.* » Lénine, s'adressant à ses adversaires de « gauche », les invite inlassablement à se rendre sur le front pour constater l'état de cette armée qu'ils voudraient charger d'une « guerre révolutionnaire ». Ils s'en gardent bien.

En second lieu, les deux révolutionnaires, rentrés de longues années d'émigration, ont combattu et mesuré, depuis 1914, la plus terrible trahison de l'histoire — le passage des dirigeants de la Deuxième Internationale dans le camp de la guerre impérialiste, privant la classe ouvrière de ses partis politiques, la poussant au carnage patriotique, tandis que les traîtres « socialistes » deviennent les ministres serviles de la bourgeoisie. La Troisième Internationale verra le jour en 1919. A Vienne comme à Varsovie, les dirigeants social-chauvins, au service de leur bourgeoisie, cassent les grèves, au prétexte de satisfactions mineures. La révolte des marins est durement réprimée en Dalmatie.

S'ils sont convaincus que l'avenir de la révolution se joue en Europe, Lénine comme Trotsky ne sont pas moins convaincus que l'option de la guerre

révolutionnaire est irréaliste et chimérique. Car à ce moment, martèle Lénine, l'armée russe ancienne est désorganisée, et l'armée révolutionnaire du nouveau pouvoir n'est pas encore constituée.

Que faire, dans cette situation épineuse ? La trêve, l'armistice, sont volontairement prolongés, selon la tactique de Trotsky, par des manœuvres de retardement, des relances de discussions déjà réglées, atermoiements qui n'échappent pas aux rusés diplomates allemands. Bref, on gagne du temps autant qu'il est possible, au cours des mois de décembre et janvier. Les trois courants du parti s'accordent sur cette tactique provisoire, chacun conservant ses positions stratégiques. Le 21 janvier, alors même qu'il publie dans le parti ses 21 thèses du 7 janvier en faveur de la paix séparée avec annexions, Lénine ajoute cette 22^e thèse de « dernière minute » :

« Les grèves de masse en Autriche et en Allemagne, puis la formation de soviets des députés ouvriers à Berlin et à Vienne, enfin le début d'engagements armés et de conflits de rue à Berlin les 18-20 janvier, tout cela nous oblige à reconnaître comme un fait acquis que la révolution a commencé en Allemagne. Il résulte de ce fait que nous pouvons encore pendant une certaine période retarder et faire traîner les pourparlers de paix. »

C. DIVERGENCES ENTRE LÉNINE ET TROTSKY

Voici comment, dans *Ma Vie*, en 1930, Trotsky résume son raisonnement et ses choix de l'époque :

« L'impossibilité de continuer la guerre était évidente. A cet égard, il n'y eut pas ombre de désaccord entre Lénine et moi. Nous considérions avec une égale stupéfaction Boukharine et autres apôtres de la "guerre révolutionnaire".

Mais une autre question se posait, non moins importante : jusqu'à quel point pourrait aller le gouvernement des Hohenzollern dans sa lutte contre nous ? Dans une lettre à l'un de ses amis, le comte Czernin écrivit, en ce temps-là, que si les forces étaient suffisantes, on devrait, au lieu de traiter avec les bolcheviks, faire marcher des troupes sur Petrograd et, là, rétablir l'ordre. Ce

n'était pas la mauvaise volonté qui manquait. Mais serait-on assez fort ? Hohenzollern pourrait-il diriger ses armées contre une révolution qui voulait la paix ? Quelle influence avaient pu avoir sur l'armée allemande la révolution de Février, puis celle d'Octobre ? Dans quel délai cette influence se manifesterait-elle ? On ne pouvait répondre. Il fallait tenter de trouver la réponse au cours des pourparlers. C'est pourquoi il était indispensable de traîner en longueur les négociations. Il fallait donner aux ouvriers européens le temps de s'assimiler comme il convenait le simple fait de la révolution soviétique et, en particulier, sa politique de paix. C'était d'autant plus important que la presse des pays de l'Entente, avec la presse russe des conciliateurs et des bourgeois, avait d'avance représenté les pourparlers de paix comme une comédie dont les rôles avaient été ingénieusement distribués.

*Même en Allemagne, parmi l'opposition social-démocrate d'alors, qui n'aurait pas été loin d'incriminer en nous son impuissance, des bruits couraient d'après lesquels les bolcheviks auraient été de connivence avec le gouvernement allemand. Cette version n'en pouvait paraître que plus vraisemblable en France et en Angleterre. Il était clair que, si la bourgeoisie et la social-démocratie de l'Entente réussissaient à jeter dans les masses ouvrières des doutes sur notre compte, cela faciliterait extrêmement dans la suite une intervention militaire de l'Entente contre nous. J'estimais, par conséquent, qu'avant de signer une paix séparée, si c'était pour nous absolument inévitable, il était indispensable de donner, coûte que coûte, aux ouvriers d'Europe une preuve éclatante et incontestable de la haine mortelle qui existait entre nous et les gouvernants de l'Allemagne. C'est précisément sous l'influence de ces considérations que j'arrivai à Brest-Litovsk dans la pensée d'une manifestation politique ainsi formulée : nous arrêtons la guerre, nous démobilisons, mais nous ne signons pas la paix. Je raisonnais ainsi : si l'impérialisme allemand est incapable de faire marcher contre nous ses troupes, cela signifiera que nous avons remporté une formidable victoire aux conséquences incalculables. Si, au contraire, il est encore possible au Hohenzollern de nous porter un coup, nous aurons toujours le temps de capituler assez tôt » (Léon Trotsky, *Ma Vie*).*

Comme on le voit, l'orientation de Trotsky est guidée par le sort de la révolution

européenne, incluant la protection de la fragile révolution russe contre de futures interventions militaires étrangères... interventions qui vont se produire en effet dans de courts délais. Mais on voit également que cette position repose sur des prémisses incertaines : la capacité ou non des empires centraux de lancer l'offensive décisive sur le front russe. Cette incertitude formulée par Trotsky devenait souvent dans les rangs de la « gauche » une certitude de l'impossibilité de l'offensive. Lénine, quant à lui, refusait catégoriquement de fonder sa politique sur un pronostic des plus incertains.

Voici maintenant le document majeur, qui mérite toute l'attention du lecteur. Ce sont les thèses de Lénine du 7 janvier 1918. Avec la même fermeté qu'en avril, lorsqu'il fustigeait l'opportunisme de la direction du parti, il combat maintenant l'aventurisme de la guerre révolutionnaire. Il est encore à contre-courant. Dans l'assemblée du parti tenue le 8 janvier, sur la soixantaine des participants, il obtient 15 voix. 16 vont à Trotsky. Avec 32 voix, les communistes de gauche ont la majorité absolue.

A ce moment, rappelons-le, l'ennemi de classe a dévoilé son jeu et ses intentions le 5 janvier. Pour Lénine, l'alternative véritable est : signer maintenant une paix infâme, pour sauver la révolution, ou être condamné à une paix encore plus terrible, avec la révolution en danger de mort. En lisant ces lignes (voir encadré page 8), il est difficile de nier, avec le recul de l'histoire, sa remarquable perspicacité.

Lénine réfute enfin un dernier argument : signer la paix séparée avec annexions porterait un coup majeur aux droits nationaux des pays annexés par les impérialistes vainqueurs. Mais la première révolution socialiste a le dos au mur et « *l'intérêt du socialisme passe avant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* », dit-il.

Lorsque la paix sera signée, le gouvernement soviétique aidera secrètement la révolution finlandaise ; de même, les mesures pour aider la révolution allemande, interdites par le traité, resteront secrètes jusqu'en 1919. Si la révolution dévoile aux masses la vérité sur les conspirations diplomatiques des impérialistes, elle sait ruser avec l'ennemi pour aider les peuples à se défaire du joug.

A la lecture de ces thèses, rédigées plus d'un mois avant la catastrophe de février, causée par la reprise de l'offensive allemande, nous pouvons corriger notre classification politique initiale des positions en présence. Les communistes de gauche, dirigés par Boukharine, ne représentent pas l'aile marchante de la révolution, ils portent une politique irréaliste, aventuriste et dangereuse. Seules leurs *phrases* sont révolutionnaires, ultra-révolutionnaires, dit Lénine. Lénine, qui tient compte de tous les facteurs de la situation en commençant par la fragilité, la précarité de la révolution face aux mastodontes impérialistes, dominant militairement et économiquement, est la vraie gauche, minoritaire, du parti. Il n'y a plus d'armée russe, il n'y a pas encore d'Armée rouge, capable de tenir tête à l'ennemi ; la paysannerie, les paysans-soldats veulent d'abord le respect de la promesse de paix ; la révolution allemande, espérée par tous, reste précisément « une hypothèse ». Surtout, Lénine prévoit le pire (thèse 17), qui va devenir réalité : en refusant la signature de cette paix infâme, le parti se condamne à « *une paix séparée encore plus désavantageuse* ». Ce qui adviendra le 3 mars.

Entre ces deux positions, celle du réalisme révolutionnaire et celle de la phrase révolutionnaire, qui « *cherche l'éclat, mais ne tient aucun compte du rapport objectif des forces de classe* », se trouve la position de Trotsky, dont la voix va devenir décisive au comité central. Or si Lénine a fait un bloc avec lui en faveur de la tactique d'atermoiements à Brest-Litovsk, il pense maintenant que ces retardements deviennent impraticables et dangereux, à la différence de Trotsky. Ce dernier continue à s'opposer à l'acte de signature formel, en considération de ce qu'il estime être l'intérêt de la révolution européenne : déjouer les manœuvres impérialistes consistant à calomnier la révolution russe, présentée comme l'instrument des empires centraux. Il conserve son intention : démobiliser l'armée sans signer la paix. Mais cette position postule que l'ennemi acceptera le fait accompli, et que le gouvernement soviétique obtiendra, sans signature de paix, le répit nécessaire. Les faits vont démentir cruellement cette hypothèse.

“Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste”

1. L'état de la révolution russe est tel, à l'heure présente, que presque tous les ouvriers et l'immense majorité des paysans sont incontestablement en faveur du pouvoir des Soviets et de la révolution socialiste qu'il a commencée. Le succès de la révolution socialiste en Russie est assuré.

2. En même temps, la guerre civile provoquée par la résistance furieuse des classes possédantes, qui ont parfaitement conscience de se trouver devant la dernière et décisive bataille pour le maintien de la propriété privée de la terre et des moyens de production, n'a pas encore atteint son point culminant. La victoire du pouvoir des Soviets dans cette guerre est assurée, mais avant que la résistance de la bourgeoisie soit écrasée, il se passera inévitablement quelque temps encore, il faudra inévitablement une assez grande tension de forces, il y aura inévitablement une période de profond marasme économique et de chaos, comme dans toute guerre et surtout dans toute guerre civile (...).

5. Toutes ces circonstances, prises dans leur ensemble, sont telles qu'il faut pour le succès du socialisme en Russie que s'écoule un certain laps de temps, quelques mois au moins, pendant lequel le gouvernement socialiste doit avoir les mains tout à fait libres pour triompher de la bourgeoisie d'abord dans son propre pays et pour mettre sur pied un travail d'organisation de masse en largeur et en profondeur.

6. L'état présent de la révolution socialiste en Russie doit être placé à la base de toute définition des tâches internationales de notre pouvoir des Soviets, car la situation internationale, en cette quatrième année de guerre, est telle qu'on ne peut absolument pas prévoir le moment probable de l'explosion révolutionnaire et du renversement d'un quelconque gouvernement impérialiste d'Europe (y compris le gouvernement allemand). Il est hors de doute que la révolution socialiste en Europe doit venir et qu'elle viendra. Tous nos espoirs en la victoire définitive du socialisme reposent sur cette conviction et sur cette prévision scientifique. Notre action de propagande en général et l'organisation de la fraternisation en particulier doivent être renforcées et élargies. Mais ce serait une erreur de fonder la tactique du gouvernement socialiste de Russie sur des hypothèses : la révolution

socialiste se produira-t-elle ou non en Europe, et notamment en Allemagne, dans les six mois à venir ? (ou dans tout autre délai de même ordre). Comme il est absolument impossible de déterminer la chose, toutes les tentatives de ce genre équivaudraient, objectivement, à un jeu de hasard.

7. Les pourparlers de paix de Brest-Litovsk ont montré de toute évidence qu'à l'heure actuelle, au 7 janvier 1918, le parti militaire l'a incontestablement emporté au sein du gouvernement allemand (qui mène en laisse les autres gouvernements de la quadruple alliance). Pratiquement, le parti militaire a déjà adressé un ultimatum à la Russie (il faut s'attendre, il est nécessaire de s'attendre d'un jour à l'autre à ce qu'il soit officiellement signifié). Cet ultimatum, le voici : ou bien la poursuite de la guerre, ou bien une paix annexionniste, c'est-à-dire la paix à condition que nous rendions tous les territoires que nous avons occupés, tandis que les Allemands conserveront tous les territoires qu'ils ont occupés et nous imposeront (sous couleur d'indemnité pour l'entretien des prisonniers) une contribution d'un montant approximatif de 3 milliards de roubles, payables en plusieurs annuités.

8. Le gouvernement socialiste de Russie se trouve placé devant une alternative qui exige de toute urgence une solution : ou bien accepter à présent cette paix annexionniste, ou bien engager sur-le-champ une guerre révolutionnaire. Toute solution moyenne est en fait impossible. Aucun nouvel atermoiement n'est plus praticable, car nous avons déjà fait tout le possible et l'impossible pour faire traîner artificiellement les pourparlers.

9. Si nous examinons les arguments en faveur d'une guerre révolutionnaire immédiate, nous trouvons d'abord celui-ci : une paix séparée serait aujourd'hui objectivement un accord avec les impérialistes allemands, un "arrangement impérialiste", etc. ; par conséquent, ce serait une rupture totale avec les principes fondamentaux de l'internationalisme prolétarien.

Mais cet argument est manifestement faux. Les ouvriers qui perdent une grève et signent un accord pour la reprise du travail à des conditions désavantageuses pour eux et avantageuses pour les capitalistes ne trahissent pas le socialisme. Ceux-là seuls trahissent le

socialisme qui troquent des avantages pour une partie des ouvriers contre des avantages pour les capitalistes ; seuls des accords de cette nature sont inadmissibles dans leur principe (...).

10. Un autre argument en faveur de la guerre immédiate, c'est qu'en concluant la paix, nous sommes objectivement des agents de l'impérialisme allemand, car nous lui permettons de retirer les troupes de notre front, nous libérons des millions de prisonniers, etc. Mais cet argument est lui aussi manifestement faux, car, à l'heure actuelle, la guerre révolutionnaire ferait objectivement de nous des agents de l'impérialisme anglo-français, en lui procurant des forces auxiliaires qui l'aideraient à atteindre ses objectifs. Les Anglais ont carrément offert à notre commandant en chef Krylenko cent roubles par mois et par soldat au cas où nous poursuivrions la guerre. Même si nous n'acceptons pas un seul kopeck des Anglo-Français, nous les aiderons tout de même objectivement, en retenant une partie des troupes allemandes (...).

Aujourd'hui aussi nous devons à tout prix préparer la guerre révolutionnaire. Nous tenons cette promesse, comme nous l'avons fait d'ailleurs pour toutes celles qu'on pouvait tenir sur-le-champ : nous avons dénoncé les traités secrets, proposé à tous les peuples une paix équitable ; nous avons fait traîner par tous les moyens et à maintes reprises les pourparlers de paix pour donner à d'autres peuples le temps de se joindre à nous.

Mais la question de savoir si l'on peut mener tout de suite, sans attendre, une guerre révolutionnaire, il faut la résoudre en tenant compte exclusivement des conditions matérielles de sa réalisation et des intérêts de la révolution socialiste qui a déjà commencé.

13. En résumant l'appréciation portée sur les arguments en faveur d'une guerre révolutionnaire immédiate, il faut conclure qu'une telle politique répondrait peut-être au besoin qui porte l'homme à rechercher ce qui est beau, ce qui a de l'effet et de l'éclat, mais qu'elle ne tiendrait aucun compte du rapport objectif des forces de classe et des facteurs matériels au moment présent de la révolution socialiste déjà commencée (...).

15. Ensuite, il est également hors de doute que la majorité paysanne de notre armée se prononcerait sans réserve à l'heure actuelle en faveur d'une paix annexionniste, et non d'une guerre révolutionnaire immédiate, car la réorganisation socialiste de l'armée, l'intégration dans ses rangs des détachements de la Garde rouge, etc., ne font que commencer.

Etant donné la démocratisation totale de l'armée, ce serait une aventure que de mener une guerre contre la volonté de la majorité

des soldats ; quant à la création d'une armée socialiste ouvrière et paysanne, vraiment solide, idéologiquement ferme, elle exige à tout le moins des mois et des mois.

16. La paysannerie pauvre de Russie est capable de soutenir la révolution socialiste dirigée par la classe ouvrière, mais elle n'est pas capable d'entreprendre tout de suite, à l'heure actuelle, une guerre révolutionnaire sérieuse. Méconnaître ce rapport objectif des forces de classe dans cette question serait une erreur fatale.

17. Par suite, la question de la guerre révolutionnaire se présente aujourd'hui de la façon suivante :

Si la révolution allemande éclatait et triomphait dans les trois ou quatre mois prochains, alors la tactique de la guerre révolutionnaire immédiate ne mènerait peut-être pas notre révolution socialiste à sa perte.

Mais si la révolution allemande ne se produit pas dans les mois qui viennent et que la guerre continue, voici quel sera fatalement le cours des événements : de très graves défaites obligeront la Russie à conclure une paix séparée encore plus désavantageuse, et cette paix, au lieu d'être conclue par le gouvernement socialiste, le sera par quelque autre (par exemple, par le bloc de la Rada bourgeoise avec les partisans de Tchernov ou quelque chose d'approchant). Car l'armée paysanne, épuisée au dernier point par la guerre, renversera le gouvernement ouvrier socialiste dès les premières défaites, et ce serait vraisemblablement une question de semaines et non de mois.

18. Devant cette situation, ce serait une tactique tout à fait inadmissible que de risquer sur une carte le destin de la révolution socialiste déjà commencée en Russie, en tablant uniquement sur l'espoir que la révolution allemande éclatera peut-être dans un délai très proche, très court, d'ici quelques semaines. Ce serait une politique d'aventure. Nous n'avons pas le droit de courir ce risque.

19. Et la révolution allemande ne sera nullement entravée, étant donné ses conditions objectives, si nous concluons une paix séparée. Il est probable que les fumées de l'ivresse chauvine s'affaibliront pour un temps, mais la situation de l'Allemagne restera extrêmement pénible, la guerre avec l'Angleterre et l'Amérique traînera en longueur, l'impérialisme agressif sera complètement et définitivement démasqué des deux côtés. L'exemple de la République socialiste des Soviets de Russie sera un modèle vivant pour les peuples de tous les pays, et la force de propagande, la force d'impulsion révolutionnaire de ce modèle sera prodigieuse (...). » (Lénine, Œuvres, tome 26).

III. Reprise de l'offensive allemande, crise politique aiguë : la révolution sauvée de justesse

Dans ses mémoires, Trotsky rapporte sa conversation avec Lénine au début de janvier. Remarquons que, écrivant dans une période où les calomnies staliniennees contre le « trotskysme » se déchaînent, Trotsky relate fidèlement une conversation qui, indubitablement, donne raison à Lénine quant au cours que va prendre l'histoire. Sur son estimation d'une incapacité des Allemands de reprendre l'offensive, Lénine rétorque :

« Ce serait si bien qu'on ne peut demander mieux si le général Hoffmann était capable de faire marcher ses troupes contre nous. Mais il y a peu d'espoir. Il trouvera pour cela des régiments spécialement sélectionnés parmi les koulaks (paysans riches) bavarois. Et en faut-il beaucoup contre nous ? Vous dites vous-même que les tranchées sont vides. Et si les Allemands recommencent la guerre ?

— Alors, nous serons forcés de signer la paix. Mais alors, il sera clair pour tous que nous n'avions pas d'autre issue. Cela suffira pour porter un coup décisif à la légende d'après laquelle nous serions en relations secrètes avec le Hohenzollern.

— Bien sûr, cela a des avantages. Mais c'est trop risqué » (Léon Trotsky, *Ma Vie*)

Le comité central du 22 janvier adopte la position de Trotsky : traîner en longueur, déclarer que la guerre est terminée, refuser de signer la paix, puis agir « selon les circonstances ». Trotsky, qui occupe une position centrale entre les deux ailes du parti, a assuré à Lénine qu'en aucun cas il ne se rallierait à la position aventuriste de « guerre révolutionnaire ». Mais un important désaccord demeure : signature ou pas ?

Lénine et Trotsky passent un accord confidentiel, accord qui donnera lieu ensuite à des interprétations différentes.

Celle de Lénine, au congrès du parti (mars 1918) :

« Il avait été convenu que nous tiendrions bon jusqu'à l'ultimatum des Allemands, et que, dès l'ultimatum, nous

céderions (...). J'avais proposé sans aucune équivoque de signer la paix. Nous ne pouvions obtenir une paix meilleure que celle de Brest-Litovsk » (Lénine, *Œuvres*, tome 27).

Interprétation de l'accord par Trotsky, dans *Ma Vie* :

« Lénine me rappela notre convention. Je lui répondis qu'il ne s'agissait pas pour moi d'un ultimatum verbal, mais d'une véritable offensive des Allemands, qui ne laisserait aucune suspicion sur nos rapports avec eux. »

Les événements se précipitent fin janvier. Le 28, le général Hoffmann, répétant les annexions exigées, réclame la signature. Trotsky répond :

« Nous retirons notre peuple et notre armée de la guerre. Nous ne pouvons mettre la signature de la révolution russe au bas d'un traité de paix qui condamne à l'oppression, à la malédiction et à la misère des millions d'êtres humains. »

Tandis que les diplomates et généraux impérialistes promettent avec colère la reprise de la guerre, la délégation soviétique se retire. Krylenko, chef militaire soviétique, publie l'ordre de démobilisation de l'armée. Pour Lénine, dont le pronostic, on l'a vu, est celui de l'attaque allemande, on cumule les erreurs en licenciant l'armée. Aussi, le 30 janvier, il tente par deux fois d'annuler l'ordre de Trotsky et Krylenko. En vain : cet ordre n'a fait qu'accentuer le mouvement spontané de dislocation.

Quatre jours plus tard, le 16 février (nouveau calendrier), l'état-major allemand annonce qu'il attaquera le 18 février à midi. A la direction du Parti bolchevique, c'est la consternation. Lénine, dit Trotsky, « était extrêmement ému. Je ne l'avais jamais vu et je ne l'avais jamais trouvé depuis dans un pareil état ». Le risque envisagé — être contraint à la guerre dans les pires conditions, ce qui reste de l'armée étant démobilisé — est désormais confirmé ; il faudra donc signer une paix encore plus

infâme. A quoi ne se résout toujours pas le comité central. Les réunions de crise se succèdent :

— 17 février au soir, à la veille de l'offensive allemande : « *proposer immédiatement à l'Allemagne de nouveaux pourparlers en vue de signer la paix* ». Cette résolution de Lénine est battue par 6 voix, dont Trotsky, contre 5. La position de Trotsky est adoptée :

« *Attendre pour la reprise des pourparlers que l'offensive soit suffisamment évidente, ainsi que son influence sur le mouvement ouvrier.* »

— 18 février au matin, nouvelle réunion alors que les troupes allemandes avancent rapidement sans rencontrer aucune résistance. Proposition Lénine-Zinoviev « *d'envoyer immédiatement une proposition sur la reprise des pourparlers de paix* ». Battue par 7 voix (Boukharine-Trotsky) contre 6.

— 18 au soir : « *En jouant avec la guerre, nous faisons cadeau de la révolution aux Allemands* » (Lénine). La proposition de conclure la paix est adoptée par 7 voix (Lénine-Trotsky) contre 6 et une abstention. Un autre vote stipule que des conditions aggravées n'entraîneront pas de refus.

La réponse des vainqueurs, le 22 février (l'état-major impérialiste s'est donné le temps d'occuper un territoire plus vaste), fixe des conditions écrasantes, tant financières que territoriales, avec l'obligation d'évacuer l'Ukraine et la Finlande, la Livonie, l'Estonie. La Russie est amputée de 26 % de sa population, de 27 % de sa superficie cultivable, 26 % de ses voies ferrées, 75 % de sa capacité de production d'acier et de fer.

Cette annonce provoque un rebondissement de la crise dans le parti. Lénine, conscient que tout nouvel atterroissement entraînera la perte de la révolution, se déchaîne contre la phrase révolutionnaire, qu'il appelle « *la gale* ». Il énumère les « *faux-fuyants* » de ceux qui se laissent griser par des chimères, en redoutant la « *logique d'airain des faits* ». Il rappelle leur pronostic erroné (« *L'Allemagne ne pourra pas prendre l'offensive, sa révolution qui monte ne le lui permettra pas* »). Il publie ses thèses du 8 janvier (ci-dessus), confirmées pleinement depuis. Il

montre que les communistes de gauche tombent dans le panneau des impérialistes anglo-français, qui feraient coup double : occuper leur ennemi allemand sur le front de l'est et liquider le pouvoir des soviets.

Lénine ne pourra cependant éviter l'irréparable qu'en jetant dans la balance la menace de sa démission, et du comité central, et du gouvernement. « *Accepter une telle capitulation est le devoir d'un révolutionnaire digne de ce nom.* »

Dans la nuit du 23 au 24 février, Trotsky se rallie à la signature de la paix, quoiqu'il doute de « *l'obtention de la paix, même au prix d'une complète capitulation* ». Mais il ne veut pas « *perturber l'unité du parti* », alors qu'il va falloir, pense-t-il, défendre la révolution par les armes. Il s'abstient, donnant ainsi à Lénine une voix de majorité.

Dans cette même nuit, de 3 à 6 heures, Lénine et Trotsky finiront par convaincre les socialistes-révolutionnaires de gauche, majoritairement hostiles à la signature, de l'envoi aux Allemands de la dépêche du gouvernement acceptant les conditions.

Le 3 mars, à Brest-Litovsk, Sokolnikov signe le traité-diktat sans le lire. La tension reste vive. Le 6 mars, le VII^e Congrès du parti ne ratifie le texte que par 30 voix contre 12 et 4 abstentions. Dans les conférences, une courte majorité de 53 sur 96 s'est déclarée favorable à la signature. La majorité s'est inversée à Moscou.

Au comité exécutif des soviets, où la signature est dénoncée comme infâme par les S-R de gauche (ils assassineront l'ambassadeur allemand pour tenter de relancer la guerre), le vote est encore serré : 116 contre 84 et 26 abstentions. Le 12 mars, les S-R quittent le gouvernement.

Les séquelles de cette crise seront durables. Boukharine, proche de la scission, publiera un organe politique distinct du parti. Il ne reconnaîtra que sept mois plus tard son erreur :

« *Nous avons tort et c'est Lénine qui avait raison ; la période d'accalmie dont nous avons disposé nous a permis de concentrer nos forces et d'organiser l'Armée rouge.* »

Lénine, sans tarder, tire le bilan de cette « *leçon dure, mais nécessaire* ».

IV. "Ramper dans la boue"

C'est un adversaire de Lénine qui lui fournira la meilleure formulation de sa position, historique, sur Brest-Litovsk : il est arrivé à Riazanov, dit-il au comité central du 8 mars, « *de prononcer sans le faire exprès une phrase sérieuse. Il a dit que Lénine cède de l'espace pour gagner du temps.* »

Lénine, une fois acquis le court répit qui permettra à la révolution de construire son armée, sous la direction de Trotsky, va utiliser la défaite cruelle et cuisante comme un moyen de tremper le parti pour les tâches qui l'attendent. En abandonnant les fanfaronnades et rodomontades de la phrase révolutionnaire, les militants doivent affronter lucidement la situation réelle de la Russie sur l'échiquier politique mondial. L'histoire vous a infligé une leçon, a dissipé vos illusions, dit-il. Ceux qui s'étaient laissés griser par « *la marche triomphale de la révolution à ses débuts* » prennent maintenant conscience de la difficulté gigantesque de résister à la volonté des impérialistes du monde entier d'anéantir la jeune révolution soviétique. Il faudra passer par de cruelles défaites, et peut-être, si la révolution allemande ne vient pas, se replier, non plus à Petrograd ou à Moscou, mais à Vladivostok ! La révolution a bénéficié, durant quelques mois, d'une situation européenne où « *les*

deux groupes de rapaces (impérialistes) s'affrontaient ».

Brest-Litovsk prépare ainsi les prochaines épreuves, où les impérialistes vont conjuguer leurs offensives contre-révolutionnaires :

« *Puisque la révolution européenne tarde à venir, les plus sévères défaites nous attendent, étant donné que nous n'avons pas d'armée, pas d'organisation, et qu'il est impossible de résoudre tout de suite ces deux problèmes. Si l'on ne sait pas s'adapter, si l'on n'est pas disposé à ramper sur le ventre, dans la boue, on n'est pas un révolutionnaire, mais un bavard* » (Lénine, *Œuvres*, tome 27).

Ce réarmement politique, à partir d'une défaite cuisante, seulement possible avec un parti de type bolchevique, ressoudra les forces des révolutionnaires pour la nouvelle et terrible étape de la guerre civile.

Michel Sérac

Ouvrages consultés :

Jean-Jacques Marie : *Lénine, la révolution permanente* (Payot) ; *Trotsky, révolutionnaire sans frontières* (Payot).

Pierre Broué : *Le Parti bolchevique*.

Léon Trotsky : *Histoire de la révolution russe, Ma Vie*.

V. Lénine : *Œuvres*, tomes 26 et 27, Éditions sociales.

La guerre et la révolution

Les Etats-Unis d'Europe (Léon Trotsky)

En mai 1917, la guerre dure depuis près de trois ans, le régime tsariste vient de s'effondrer sous les coups de la révolution de Février, les régimes impérialistes qui ont lancé des millions d'hommes sur le champ de bataille savent que leurs forces arrivent à leurs limites.

Les programmes de « paix » impérialistes fleurissent de toute part. Le spectre de la révolution russe hante tous les gouvernements. Les contacts secrets entre les chancelleries se multiplient. On cherche, en toute hâte, à dessiner un nouveau tracé des frontières en taillant dans la chair des peuples et des nations, exacerbant comme jamais la question de la souveraineté nationale sur un continent dévasté, dans le but exclusif de garantir le système de la propriété privée des moyens de production directement menacé.

Les pacifistes s'emparent dans toute l'Europe du sujet, invoquant les principes moraux qui devraient permettre la signature d'un traité de « paix » sans annexions et respectueux du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En mai 1917, Léon Trotsky est entré en pourparlers avec Lénine pour rejoindre, avec son organisation « inter-rayon », le Parti bolchevique. Il apporte une contribution majeure au combat contre le « programme de paix » au nom duquel le gou-

vernement provisoire tente d'entraîner la révolution dans une impasse.

Il rassemble, à cette occasion, les articles qu'il a lui-même écrits dans *Nache Slovo* durant les années 1915-1916 contre les tentatives d'opposer le combat pour la « paix » à la révolution socialiste.

Dans cet article, qui traite du programme de paix, du droit à l'autodétermination et des Etats-Unis d'Europe, il met un point final à la polémique qui l'a opposé en 1915 à Lénine sur cette dernière question.

Lénine, préoccupé par la possibilité que le mot d'ordre d'Etats-Unis d'Europe fournisse, sous la pression des opportunistes de chaque pays, la possibilité de se détourner du combat contre sa propre bourgeoisie pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, s'y était opposé :

« Si le mot d'ordre des Etats-Unis républicains d'Europe, formulé en liaison avec le renversement révolutionnaire des monarchies les plus réactionnaires d'Europe, la monarchie russe en tête, est absolument inattaquable en tant que mot d'ordre politique, on se heurte encore à une question éminemment importante, celle du contenu et de la portée économique de ce mot d'ordre. Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales "avancées" et

“civilisées”, les Etats-Unis d’Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires.

Le capital est devenu international et monopoliste. Le monde se trouve partagé entre une poignée de grandes puissances qui s’enrichissent en pillant et en opprimant les nations sans retenue (...).

Ainsi est organisée, à l’époque du développement ultime du capitalisme, la spoliation par une poignée de grandes puissances d’un milliard d’habitants du globe. Et, en régime capitaliste, toute autre organisation est impossible. Renoncer aux colonies, aux “sphères d’influence”, et à l’exportation des capitaux ? Y songer serait descendre au niveau du curé de campagne qui, tous les dimanches, prêche aux riches la majesté du christianisme et leur recommande de donner aux pauvres... sinon quelques milliards, du moins quelques centaines de roubles par an.

Les Etats-Unis d’Europe, en régime capitaliste, équivaldraient à une entente pour le partage des colonies. Or en régime

capitaliste, le partage ne peut avoir d’autre base, d’autre principe, que la force (...). C’est pour ces raisons et à la suite de nombreuses discussions sur ce point, pendant et après la conférence des sections du POSDR à l’étranger, que la rédaction de l’organe central en est venue à considérer comme erroné le mot d’ordre des Etats-Unis d’Europe. »

Léon Trotsky résume en mai 1917 la position commune élaborée pendant ces années de guerre par les véritables internationalistes, engagés dans la bataille pour abattre le système de l’impérialisme fauteur de guerres.

Les idées qu’il exprime alors — et qu’il a reprises en 1922 et 1924 dans son combat pour des « Etats-Unis socialistes d’Europe », après la prise du pouvoir par le prolétariat en Union soviétique — trouvent une résonance extrêmement actuelle, cent ans après avoir été écrites.

La rédaction

Les Etats-Unis d'Europe (Léon Trotsky)

« Entre l'état général actuel et le socialisme s'étend la grande période de la révolution sociale, c'est-à-dire de la lutte ouverte du prolétariat pour la conquête du pouvoir et l'utilisation de celui-ci pour la démocratisation des relations collectives et de la conversion de la société en une société socialiste. Ce ne sera pas une époque de paix et de calme, mais, bien au contraire, une période de tension extrême, celle du soulèvement des peuples, de guerres, d'élargissement des tentatives de régime socialiste, de réformes socialistes. Cette époque exigera du prolétariat une réponse directe et active à la question posée par les conditions futures d'existence des nations et des rapports mutuels avec le gouvernement et l'économie.

Nous avons essayé, ci-dessus, d'établir que l'union économique et politique de l'Europe était la base indispensable de la possibilité de l'auto-détermination nationale. De même que le slogan "indépendance nationale" pour les Serbes, les Grecs, Bulgares, etc., n'est que pure abstraction sans le slogan complémentaire "République fédérative balkanique", de même, à l'échelle européenne, le droit à l'auto-détermination ne prendra consistance que dans les conditions d'une République fédérative européenne.

Si le slogan d'une démocratie fédérative était d'essence purement prolétarienne dans les Balkans, il l'est à plus forte raison dans le reste de l'Europe, où l'antagonisme capital-prolétariat est incomparablement plus fort.

La suppression des douanes "intérieures" est une difficulté à peu près insurmontable pour la politique bourgeoise — et sans elle, tous les arbitrages et les codes sont aussi efficaces que la neutralité belge. L'effort vers l'union du marché européen, et celui de s'emparer des pays sous-développés, non européens, tous deux créés par le déve-

loppement du capitalisme, se heurtent à la grande résistance des classes capitalistes et agraires dans les mains desquelles l'appareil douanier en relation avec l'appareil militaire (sans lequel le premier n'est rien) est un instrument irremplaçable d'exploitation et d'enrichissement.

La bourgeoisie financière et industrielle hongroise s'oppose à l'union économique avec l'Autriche bien plus développée en système capitaliste. La bourgeoisie austro-hongroise est hostile à une union douanière avec l'Allemagne beaucoup plus forte. Les agrariens allemands ne consentiront jamais volontairement à la suppression des taxes sur le blé. Que les intérêts économiques des classes possédantes des empires centraux ne s'harmonisent pas facilement avec ceux des capitalistes anglo-franco-russes, la guerre actuelle le démontre éloquemment. Le désaccord des intérêts capitalistes au sein même du camp allié est encore plus visible que chez les partenaires de la Triple. Dans ces conditions, une union économique réalisée par *en haut* n'est que pure utopie. Il ne pourrait s'agir que de demi-mesures et de compromis partiels. Cette union, source de développement tant de la production que de la culture, ne peut être réalisée que par le prolétariat combattant le perfectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme.

Les Etats-Unis d'Europe, sans monarchie, sans armée permanente et sans diplomatie secrète, voilà la clause la plus importante du programme de paix prolétarien.

L'idéologie et la politique de l'impérialisme allemand ont fait promouvoir, plus d'une fois, un programme "Etats-Unis", c'est-à-dire des Etats d'Europe centrale. Unir l'Europe par la violence, telle est la caractéristique de ce programme, tout comme celui des Français qui préconise de démembrer l'Allemagne.

Si les armées allemandes avaient remporté cette victoire décisive escomptée au début de la guerre, l'impérialisme allemand aurait fait la tentative gigantesque de réaliser l'alliance douanière et militaire des Etats européens, faite d'extorsion et de compromis qui auraient enlevé tout caractère progressif au marché européen. Ce n'est pas la peine de faire remarquer que, dans ces conditions, il ne peut être question d'autonomie des nations réunies de force dans une caricature d'Etats-Unis européens. Cette perspective nous a été opposée, sous le prétexte que notre idée peut, dans certaines conditions, prendre une réalité "réactionnaire" d'impérialisme monarchique. Justement, cette perspective présente le plus sûr témoignage en faveur de la valeur réalisatrice de notre slogan. Si le militarisme allemand réussissait à unir, par la violence, la moitié de l'Europe, quel serait le slogan du prolétariat européen ? L'éclatement de l'union européenne ligotée et le retour des peuples à l'isolement national ? Le rétablissement de douanes "autonomes", de monnaies "nationales", d'un code social "national" ?

Evidemment, non. Le programme révolutionnaire comporte la destruction de la forme antidémocratique d'une Union réalisée par la violence. En d'autres termes, notre slogan : sans armée permanente et sans monarchie, est le slogan unificateur et directeur de la révolution européenne.

Prenons la deuxième hypothèse : "la partie nulle". Au début de la guerre, l'éminent professeur List, propagandiste de "l'Europe unie", démontrait que même si l'Allemagne ne remportait pas la victoire, l'Union se ferait quand même et de façon plus complète encore. Poussés par leurs besoins d'expansion, mais incapables de se mesurer les uns aux autres, les Etats européens auraient continué à remplir leur "mission" en Afrique, en Extrême-Orient et en Asie, et se trouveraient contenus par les USA et le Japon. Donc, la nécessité de s'accorder (suivant List) sur le plan économique obligerait les principales puissances à s'unir contre les nations faibles et, cela va de soi, avant tout contre les masses laborieuses. Nous avons montré déjà les obstacles énormes que rencontrerait la réalisation de ce programme.

Le franchissement de ces obstacles, même à demi, signifierait la création d'un trust impérialiste des puissances européennes, d'une camaraderie de rapaces. Et c'est cette perspective qu'on nous oppose, en guise de danger que représenterait le slogan "Etats-Unis d'Europe", alors qu'elle est en réalité la démonstration la plus nette de sa signification réaliste et révolutionnaire. Si les puissances capitalistes se réunissaient en un trust, ce serait un pas de fait par rapport à la situation actuelle, car ce serait une base matérielle et collective pour le mouvement ouvrier. Dans ce cas, le prolétaire n'aurait plus qu'à se battre non contre le retour à un gouvernement national, mais pour la conversion d'un trust en une République fédérative européenne.

On parle, *en haut*, de ces larges plans d'unification de l'Europe, d'autant moins cependant que la guerre se prolonge en dévoilant la complète incapacité du militarisme pour régler les questions qui ont provoqué la guerre. A la place des "Etats-Unis" impérialistes, sont sortis des plans d'union économique entre l'Allemagne et l'Autriche, d'un côté, des pays de l'Entente, de l'autre, avec des tarifs de combat. Après ce que nous venons de dire, il n'est pas la peine d'insister sur l'énorme signification que prendrait la politique du prolétariat luttant contre les barrières douanières et diplomatiques. Maintenant, après l'immense espoir suscité par la révolution russe, nous sommes fondés à penser que, dans le cours de cette guerre, un grand mouvement ouvrier se développera dans toute l'Europe. Il est clair qu'il ne peut espérer en la victoire qu'en étant *pan-européen*. S'il demeure dans les cadres de la nation, il s'expose à sa perte. Nos sociaux-patriotes appellent l'attention sur le danger que le militarisme allemand fait courir à la révolution russe. Ce danger est incontestable, mais il n'est pas le seul. Les militarismes anglais, français, italien ne sont pas moins dangereux que la machine de guerre des Hohenzollern. Pour se sauver, la révolution russe doit s'étendre sur toute l'Europe. Si le mouvement révolutionnaire touchait l'Allemagne, le prolétariat de celle-ci devrait chercher et trouverait un écho révolutionnaire dans les pays "hostiles" de l'Occident, et si, dans un de ces pays, les prolétaires arrachaient le pouvoir à la bourgeoisie, ils seraient obli-

gés de venir au secours de leurs frères des autres pays, ne fut-ce que pour conserver le pouvoir. En d'autres termes : l'établissement de la dictature du prolétariat n'est "pensable" que dans son expansion dans toute l'Europe, donc sous forme d'une République fédérative européenne. L'Union européenne, non réalisée par le fer et par les accords diplomatiques, sera le problème inéluctable posé au prolétariat victorieux.

Etats-Unis d'Europe, tel est le slogan de l'époque où nous venons d'entrer. Quelles que soient les opérations militaires, quels que soient les bilans que dressera la diplomatie, quel que soit le tempo du développement du mouvement ouvrier, le slogan "Etats-Unis d'Europe" recevra une énorme signification en tant que formule de la lutte du prolétariat européen pour conquérir le pouvoir. Dans ce programme est inclus le fait que le gouvernement national a vécu en tant que base du développement de la production, de la classe ; il se transforme en dictature du prolétariat. Notre refus de la "défense de la patrie" cesse d'être un acte purement négatif de self-défense idéologique et politique, mais reçoit toute sa signification révolutionnaire dans le cas seulement où nous opposons à la défense conservatrice d'une patrie nationale surannée la conception beaucoup plus haute de "patrie" de la révolution, la République européenne, dont seul l'avènement permet au prolétariat de révolutionner et d'organiser le monde.

Voici la réponse à ceux qui demandent dogmatiquement : "Pourquoi l'unification de l'Europe et non du monde tout entier ?" D'Europe n'est pas seulement une appellation géographique, mais une collectivité économique et de culture historique. La révolution européenne n'a pas à attendre la révolution en Asie et en Afrique, pas même en Amérique et en Australie. Une révolution victorieuse en Russie ou en Angleterre est impensable sans une révolution en Allemagne, et vice-versa. La guerre est appelée mondiale, mais même avec l'intervention des USA, elle est malgré tout européenne. Les problèmes révolutionnaires restent posés au prolétaire européen.

Il va de soi que les Etats-Unis d'Europe ne seront qu'un des deux axes de l'organisation mondiale économique. Le deuxième

est constitué par les Etats-Unis d'Amérique.

L'unique conception historique quelque peu concrète contre le slogan "Etats-Unis" a été formulée par le journal suisse *Social-démocrate* dans les termes suivants : "Le développement inégal économique et politique est une loi absolue du capitalisme." Le journal en tire la conclusion que si la victoire du prolétariat est possible dans chaque pays, il ne s'ensuit pas fatalement que cette dictature prolétarienne doive aboutir à la formation des Etats-Unis d'Europe. Que le développement capitaliste soit inégal dans les différents pays, c'est une conception absolument incontestable. Mais cette inégalité est elle-même inégale. Les niveaux capitalistes en Angleterre, en Autriche, en Allemagne et en France ne sont pas les mêmes. Mais par rapport à l'Asie et à l'Afrique, ces nations représentent une "Europe" capitaliste mûre pour la révolution. Que chaque nation ne doive pas "attendre" les autres dans sa lutte est une pensée élémentaire qu'il est bon et indispensable de répéter, afin que l'idée d'un internationalisme parallèle ne se convertisse pas en celle d'un internationalisme attentiste. N'attendant pas les autres, nous poursuivons notre lutte avec la ferme conviction que notre initiative donnera l'impulsion voulue à la lutte des autres pays ; si cela ne se produisait pas, il serait désespérant de penser — comme en témoignent les expériences historiques et les conceptions théoriques — que, par exemple, la Russie révolutionnaire pourrait se trouver devant une Europe conservatrice, ou que l'Allemagne socialiste pourrait demeurer isolée dans un monde capitaliste.

Examiner les perspectives de révolution sociale dans les frontières des cadres nationaux, ce serait être la victime d'une conception nationale étriquée, qui constitue l'essence du social-patriotisme. Vaillant considérait la France comme la terre élue de la révolution sociale, et en ce sens, il la défendit jusqu'au bout. Lentsch et d'autres — les uns hypocritement, les autres ouvertement — pensent que la défaite de l'Allemagne signifierait la ruine des bases de la révolution sociale. En fin de compte, nos Tsérételli et Tchernov, introduisant chez nous la plus regrettable expérience, celle du ministérialisme français, jurent que

leur politique sert la cause de la révolution et n'a rien de commun avec la politique des Guesde et des Sembat. Il ne faut pas oublier que le social-patriotisme, à côté d'un réformisme vulgaire, contient un messianisme national-révolutionnaire qui regarde son propre pays — à cause de son industrie ou de ses formes démocratiques, ou de ses conquêtes révolutionnaires — comme le seul appelé à guider l'humanité vers le socialisme ou la démocratie. Si une révolution victorieuse était "pensable" dans les limites d'une nation mieux préparée, ce messianisme, lié au programme de la défense nationale, trouverait sa justification historique. Mais, en réalité, il ne la possède pas. Lutter avec de pareilles méthodes pour conserver la base nationale de la révolution, méthodes pour conserver la base nationale de la révolution, méthodes qui rompent les liens internationaux du prolétariat, c'est saper virtuellement la révolution qui ne peut débiter que sur une base nationale, mais qui ne peut s'y épanouir complètement à cause de l'interdépendance économique et politico-militaire des Etats européens que la guerre actuelle a plus que jamais mise en évidence. Cette interdépendance, qui justifie les activités communes des prolétaires européens, donne toute son expression au slogan des Etats-Unis d'Europe.

Le social-patriotisme, qui, de principe, sinon toujours de fait, conduit aux conclusions du social-réformisme, nous propose de diriger la politique du prolétariat suivant la ligne "du moindre mal", c'est-à-dire en adhérant à l'un des groupes belligérants. Nous rejetons cette méthode. Nous affirmons que cette guerre préparée par le développement capitaliste a posé brutalement les problèmes *fondamentaux* du développement capitaliste contemporain dans son *intégralité*, et que la ligne de conduite du prolétariat international doit se définir non par des signes secondaires politiques et nationaux, non par les avantages problématiques apportés par la prédominance de l'un ou l'autre des belligérants — car il faudrait payer ces avantages incertains par le renoncement à une politique indépendante du prolétariat —, mais par l'antagonisme de base entre le prolétariat international et le régime capitaliste en son entier.

Poser ainsi cette question de principe est l'unique moyen de lui conférer son caractère révolutionnaire. Elle seule justifie, en théorie et en pratique, la tactique du prolétariat international.

En niant l'Etat — non au nom de la propagande, mais au nom de la classe la plus importante —, l'Internationalisme ne se lave pas passivement du "péché" de la catastrophe, mais affirme que le sort du développement mondial n'est pas lié à celui du gouvernement national, mais que celui-ci doit laisser la place à une organisation plus haute en culture et en économie, reposant sur des bases plus larges. *Si le problème du socialisme pouvait coïncider avec les cadres de l'Etat national, il coïnciderait avec la défense nationale.* Mais le problème du socialisme se pose devant nous sur des bases impérialistes quand le capitalisme est obligé de briser les cadres nationaux et gouvernementaux.

La semi-unification impérialiste de l'Europe pourrait être atteinte, comme nous avons essayé de le démontrer, par une victoire totale d'un des adversaires, ou par une cessation indéfinie de la guerre. Dans l'un et l'autre cas, cette unification serait la négation du droit à l'autodétermination des petites nations et la centralisation de toutes les forces de la réaction : monarchie, armée permanente et diplomatie secrète.

L'unification républicaine et démocratique de l'Europe, seule capable de garantir le développement national, ne peut se faire que par la voie de la lutte révolutionnaire contre le centralisme militariste, dynastique et impérialiste, et par le soulèvement des différentes nations. Mais la révolution européenne victorieuse, quelles qu'aient été ses péripéties dans les diverses nations — en l'absence des autres classes révolutionnaires —, ne peut donner le pouvoir qu'au seul prolétariat. Par conséquent, les Etats-Unis d'Europe représentent, avant tout, la seule forme imaginable de la dictature du prolétariat européen. »

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

